

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

**Un leadership,  
une administration  
efficace et  
une société  
disciplinée**

AREZKI DERGUINI



■ **Covid-19: y a-t-il  
une exception  
algérienne ?**

ABDERREZAK BOUCHAMA



■ **Covid-19 en  
Algérie: entre  
textes, paroles  
et réalités**

ZERROUK AHMED

■ **La république  
mise au rouet**

BENABID TAHAR



■ **Spécialistes  
du Sud :  
une mauvaise  
solution pour  
un vrai problème**

BOUCHIKHI NOURREDINE

■ **Livres : les  
années de sang**

BELKACEM  
AHCENE-DJABALLAH

■ **Cycles  
économiques et  
tournant inattendu  
de la conjoncture  
économique  
2019-2021**

MEDJDOUB HAMED



■ **Albert Camus  
et la question  
coloniale** HAFID ADNANI

■ **Communication  
institutionnelle :  
il lui manque  
le «coup d'avance» !**

CHERIF ALI

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P.5 à 13



## Santé publique

## Trois syndicats appellent à une grève nationale le 7 avril

M. M.

Pour «non satisfaction» de leurs revendications, trois syndicats de la Santé publique ont décidé d'une journée de grève nationale, prévue mercredi prochain. Il s'agit d'une «première action de protestation», annonce un communiqué commun du Syndicat national des Enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (SNECHU), du Syndicat national des Praticiens de la santé publique (SNPSP) et du Syndicat algérien des Paramédicaux (SAP). Les trois syndicats estiment que la crise sanitaire a révélé la «défaillance de notre système de santé, tant de fois décrié» par les organisations syndicales du secteur. «Malgré cela, le corps des soignants s'est impliqué sur le terrain, pour répondre au besoin urgent de la pandémie Covid-19, de prodiguer tous les soins nécessaires à nos citoyens et cela fait partie de notre devoir», ajoute le communiqué, qui «s'associe à la douleur des familles ayant perdu un proche», au cours de cette crise sanitaire, et rend «hommage aux personnels soignants décédés lors de leurs exercices, ayant contracté la Covid-19».

Les SNECHU, SNPSP et SAP rappellent que des mesures annoncées, depuis le début de la crise sanitaire n'ont pas été concrétisées sur le terrain. «Le président de la République, en avril 2020, annonçait que des mesures de restructuration totale du système national de santé seront prises, en même temps que l'amélioration des conditions de travail du personnel de la Santé et l'octroi de la prime d'encouragement», rappelle le commu-

niqué, ajoutant qu'il «était question aussi d'apporter une réflexion sur les statuts des établissements, par la mise en place de la Fonction publique hospitalière». Les trois syndicats constatent qu'«aucune de ces mesures n'a vu le jour». «Pire encore, même l'octroi de la prime d'encouragement prodiguée par le plus haut responsable de l'Etat, comme mesure incitative, se voit gelée depuis le mois de septembre 2020». «Aujourd'hui, le constat demeure amer. Aucune perspective. Après une année de lutte continue contre la pandémie Covid-19, le personnel de la Santé, épuisé, tous corps confondus, est déçu de la non concrétisation sur le terrain des différentes directives du président de la République, concernant l'amélioration des conditions de travail ainsi que la situation socio-économique de ce corps», ajoute le document.

Le communiqué qualifie de «catastrophique» la gestion de la crise sanitaire «par la tutelle» à qui il est reproché de ne pas «inclure les véritables acteurs sur le terrain», «mais aussi les conditions de travail désastreuses, le manque de moyens et le burn-out que vivent, au quotidien, les blouses blanches». «Ajouté à tout cela, une entrave quotidienne dans plusieurs wilayas, à l'activité syndicale par certains responsables de l'administration», est-il précisé.

Pour toutes ces raisons, les trois syndicats ont décidé d'observer une «journée de grève nationale, le 07 avril 2021 comme première action de protestation» et promettent «d'autres actions, en cas de non satisfaction de nos revendications».

## SNAPO-Novonordisk

## Accord pour une marge des pharmaciens à 20%

Le syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO) est parvenu à un accord avec les responsables nationaux des laboratoires Novonordisk pour rétablir la marge des pharmaciens à son niveau réglementaire, soit 20%, a indiqué hier le syndicat dans un communiqué. «La marge des pharmaciens sera désormais rétablie à son niveau réglementaire, à savoir 20%, conformément à la réglementation en vigueur», a annoncé le SNAPO en précisant que le bureau national du syndicat a eu des contacts avec les responsables nationaux des laboratoires Novonordisk qui se sont engagés à compenser les pharmaciens sur le plan financier par rapport aux ventes effectuées avec une marge inférieure à 20%.

«Désormais ce produit aura un PPA dans le respect des marges fixées par le décret exécutif 98-44 du 1er février 1998, selon les paliers réglementaires pour les

différents opérateurs du secteur du médicament, en tenant compte de départ et de référence le prix FOB ou PSU)», lit-on dans le communiqué.

Le syndicat a, dans ce cadre, salué la «réactivité» du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed, «qui est intervenu personnellement, suite à la requête qui lui a été adressée par le SNAPO, pour faire respecter l'application des marges, qui reviennent de droit au pharmacien, dans le respect des protocoles et procédures réglementaires instaurées par l'Etat», ajoute le communiqué. «Son intervention a été saluée», selon la même source.

Le syndicat a tenu à signaler enfin que les officines ont vécu un épisode qui a failli être «catastrophique et destructeur» pour l'officine, en appelant à «continuer tous à être mobilisés et vigilants pour préserver la viabilité de la profession».

## Coronavirus

## 131 nouveaux cas et 4 décès

Cent trente et un (131) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 96 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, hier, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à

117.192, dont 131 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, et celui des décès à 3.093 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 81.538 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 15 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 22 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières

24 heures, 23 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 3 wilayas ont connu plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

## 37 nouveaux cas de variants britannique et nigérian



Neuf (9) nouveaux cas de variant britannique et vingt-huit (28) cas de variant nigérian de Covid-19 ont été confirmés en Algérie, a annoncé hier l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA).

«Dans la continuité des activités de séquençage des virus SARS-CoV-2 mises en place par l'Institut Pasteur d'Algérie dans le contexte de surveillance des variants circulant actuellement dans le monde, il a été procédé à la confirmation de neuf (9) nouveaux cas de variant britannique

(B.1.1.7) et de vingt-huit (28) nouveaux cas de variant nigérian (B.1.525)», a indiqué l'IPA dans un communiqué.

Détailant les nouveaux cas de variant britannique, l'Institut Pasteur a précisé que «quatre (4) cas ont été découverts à Alger, un (1) cas à Blida, un (1) cas à Médéa et trois (3) cas à Ouargla». Pour ce qui est des 28 cas confirmés du variant nigérian, il s'agit de «quatre (4) cas à Alger, trois (3) cas à Blida, onze (11) cas à El-Oued, six (6) cas à Djelfa, trois (3) cas à In

Salah et un (1) cas à Ouargla».

Avec ces nouveaux cas confirmés, «le nombre total de cas de variant britannique est de trente (30) cas, et cinquante-six (56) cas pour le variant nigérian», a précisé l'IPA, qui a insisté dans son communiqué sur le respect des mesures barrières, dans le cadre du protocole sanitaire (distanciation physique, port du masque de protection, lavage fréquent des mains) pour stopper la propagation du virus et l'apparition de nouveaux cas.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

## Légitime reconquête

Offensive, forcing, redéploiement, le réveil de la diplomatie algérienne a laissé bouche bée de nombreux observateurs et fait grincer des dents certaines chancelleries qui se sont habituées à jouer et gagner sur des tapis verts.

Très puissante du temps de feu le président Houari Boumediene, la diplomatie algérienne a connu des passages à vide par la suite, notamment durant les trois dernières décennies où le pays est resté concentré sur ses problèmes internes (période de terrorisme durant les années 90, suivie par une autre époque dominée par la gouvernance de clans mafieux plus intéressés par leurs comptes en banque que par l'aura de l'Algérie sur le plan international), pour laisser le champ diplomatique totalement désert durant les dernières années du règne de l'ex-Président Bouteflika. Mais la diplomatie algérienne a changé du tout au tout. La scène diplomatique est réinvestie par l'Algérie qui veut jouer son rôle pleinement et ne rien céder, surtout, sur les questions géostratégiques.

Le continent Africain qu'on a abandonné à d'autres fait partie des premières priorités de la diplomatie algérienne. Que cela soit dans des pays secoués par de violents conflits internes, dans son voisinage immédiat, ou dans des régions relativement calmes, l'Algérie fait son retour sur la scène africaine. Le chef de la diplomatie algérienne, qui effectue des tournées infa-

tigables à travers, notamment, les capitales du continent africain, a fait dire

à certains que l'Algérie chasse sur le terrain du Maroc. Comme si ce pays s'est approprié un droit diplomatique dans ces pays que nul autre ne peut lui contester !?

Quand l'Algérie fait ce qu'elle a, naturellement, à faire sur le plan diplomatique, certains médias font sortir cette vieille formule de bataille diplomatique entre les deux voisins, mais on ne dit rien quand l'Algérie se murait dans son silence face aux pressions politiques et économiques, surtout, exercées sur certains pays africains pour les détourner de leur soutien à la cause sahraouie notamment. On applaudissait même devant ce qu'on voyait comme «efficacité» diplomatique du royaume voisin. Pourquoi ne pas admettre que la compétition diplomatique se fait valoir partout et entre tous les pays ?

De toute évidence, quand on ne partage pas les mêmes visions on est logiquement dans des camps opposés où chacun tente de plaider sa bonne cause et de la gagner, pacifiquement, puisque c'est tout l'art de la diplomatie. L'offensive de la diplomatie algérienne n'est organisée ni contre «X» ni contre «Y», c'est tout juste sa place dans le concert des nations qu'elle cherche légitimement à reconquérir, en sus de la défense de ses intérêts économiques.

Et, quiconque en ferait une fixation, devrait fatalement «naniser» sa propre diplomatie.

Le Quotidien  
D'ORANEdition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DAPrésident  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOUDirection - Administration  
Rédaction centrale  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran: imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine: S.I.E.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail: [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)Rédaction Algéroise  
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57  
Pub Tél.: 021. 64.96.44Rédaction Constantinoise  
Tél.: 031.92.12.11  
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE



## Ecoles primaires Suivi mitigé de la grève

*Le taux de suivi de la grève d'une journée dans les écoles primaires, à laquelle a appelé la Coordination nationale des enseignants de ce palier, a été qualifié par les initiateurs de ce débrayage «d'acceptable».*

M. Aziza

Ce taux a été mitigé d'une wilaya à une autre, mais avec une forte adhésion au mouvement de grève dans certaines grandes villes du pays, comme Sétif, Oran, Alger, Tlemcen, Blida et Tipaza, selon le porte-parole et membre de la Coordination des enseignants du primaire, M. Telmcani Mohamed Billal. Les enseignants du primaire ont observé cette grève pour réitérer à la tutelle leurs revendications socioprofessionnelles, mais surtout pour rappeler au ministère de l'Education ses engagements non tenus. Le porte-parole de la coordination a indiqué dans ce sens que cette journée de protestation n'est qu'une alerte lancée par la coordination pour inciter la tutelle à respecter ses engagements. Et de regretter le fait que le département de Mohamed Ouadjaout « n'a pas de stratégie claire et précise vis-à-vis des revendications socioprofessionnelles des enseignants du primaire ». « Tout est flou pour nous, un an après l'annonce officielle des engagements pris par la tutelle pour résoudre quelques problèmes et répondre aux revendications de la coordination, rien n'a été fait pour apaiser les esprits. Pourtant, nous avons sollicité notre tutelle et le président de la République avant d'entamer cette grève, afin d'obtenir des réponses concrètes ». Parallèlement, des enseignants se sont

démarqués de la coordination estimant qu'un syndicat qui n'est pas agréé peine à arracher ses droits. Ils ont adhéré au Syndicat autonome des enseignants du primaire «Madjal» qui a été agréé il y a un an. Le porte-parole de la wilaya d'Alger-Est du nouveau syndicat en question, Kamel Grine, a affirmé que cette nouvelle entité syndicale a adopté l'ensemble des revendications des enseignants du primaire. Le syndicat a déjà déposé un préavis de grève pour le 4 avril prochain. La coordination et le syndicat agréé des enseignants du primaire réclament la modification du statut particulier pour reclasser les enseignants du secondaire, du moyen et du primaire au même grade de base. Ils exigent l'application immédiate du décret présidentiel 266-14, avec effet rétroactif depuis sa promulgation en 2014, et la création de nouveaux grades d'enseignant pour les matières scientifiques, littéraires et l'éducation physique. Les enseignants du primaire revendiquent en outre la révision à la hausse des salaires, un changement dans les programmes, la séparation entre l'école primaire et les collectivités locales ainsi que le droit à la retraite anticipée. La Coordination nationale des enseignants du primaire doit consulter la base afin de décider les actions à mener prochainement, si jamais la tutelle continue à ignorer les revendications des enseignants du primaire.

## Corruption Un cadre de l'OAIC placé en détention provisoire

Le juge d'instruction au pôle pénal spécialisé dans la lutte contre le crime financier et économique près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a ordonné le placement en détention provisoire d'un cadre de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), impliqué dans des affaires de corruption, pour «blanchiment d'argent, enrichissement illicite et octroi d'indus avantages».

Lors d'une conférence de presse animée au tribunal de Sidi M'hamed, le procureur de la République dudit pôle pénal, Kara Chaker a fait état de «l'ouverture d'une enquête sur cette affaire qui remonte à novembre dernier, et ce à travers l'exploitation d'informations dans le cadre de la coopération internationale».

Suite à quoi, il s'est avéré que le dénommé (H.A) âgé de 61 ans et résidant en Algérie avait réalisé des transactions bancaires suspectes au Luxembourg de l'ordre de 1.9 millions d'Euros.

A l'issue d'une enquête préliminaire, une brigade de lutte contre le crime financier et économique de la sûreté d'Alger a été chargée de lancer des investigations qui ont démontré que le suspect avait occupé plusieurs postes à l'OAIC dont directeur du commerce extérieur,

inspecteur général et président de la commission des marchés».

«Le suspect effectuait de fréquents déplacements entre l'Algérie et la France, à raison d'un voyage tous les deux mois et possédait plusieurs biens immobiliers dont une villa (513 m<sup>2</sup>), un local commercial (200m<sup>2</sup>) et un appartement de 180m<sup>2</sup> à Alger, acquis entre 2004 et 2009", a précisé la même source, ajoutant que le dénommé (H.A) détenait plusieurs comptes bancaires renfermant des sommes faramineuses. Après perquisition du domicile du mis en cause, des montants ont été saisis en dinars et en devise, en sus de sceaux de l'OAIC, des documents et des relevés, a indiqué M. Kara, qui a ordonné le placement du prévenu en détention provisoire pour «enrichissement illicite, blanchiment d'argent et octroi d'indus avantages».

«Des commissions rogatoires ont été chargées de déterminer les biens transférés à l'étranger», a fait savoir le juge d'instruction.

Répondant aux questions de la presse, le procureur de la République a tenu à rassurer que cette affaire «n'a aucun lien avec l'importation du blé avarié et qu'elle n'est qu'à son début», sans préciser si d'autres personnes y étaient impliquées.



## Raina Raikoum

Kamal Guerroua

### Une pandémie et des questions

**L**a pandémie de corona est, semble-t-il, un cauchemar qui n'en finira pas de causer l'effroi dans les cœurs. Selon le rapport de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), la crise sanitaire a fait perdre environ 10.000 milliards de dollars à l'économie mondiale. Ce qui représente, approximativement, cinquante fois le PIB d'un pays comme l'Algérie, deux cent cinquante fois celui du Cameroun et quatre fois celui de la France. Face à ces pertes colossales, tous les pays ne sont pas égaux, précise-t-on dans le même rapport. Cela dit, bien que les Etats les plus riches investissent pour limiter la casse, ceux dont les finances étaient déjà fragiles avant l'arrivée de la pandémie se confrontent aujourd'hui à de grandes difficultés. En conséquence, alertent les experts de la Cnuced, un ralentissement économique mondial, même léger, pourrait s'avérer fatal dans les années à venir. La Banque mondiale estime, quant à elle, qu'un quart de milliard de personnes supplémentaires tombent dans la pauvreté à cause des conséquences directes de cette pandémie. Et la tendance étant malheureusement à la hausse, faute de mesures économiques efficaces. Les pays en voie de développement sont les premiers concernés par ce fléau ravageur. En Tunisie, déjà au mois d'octobre 2020, 40% des entreprises d'artisanat ont déjà mis la clef sous la porte, et environ 35% des PME sont menacées de faillite totale, ce qui a engendré un chômage massif sans précédent. Au Liban, d'après le directeur du principal hôpital public libanais qui s'est référé aux critères

de l'OMS, le pays est actuellement au niveau 4 : une épidémie incontrôlée, avec des capacités supplémentaires limitées pour le système de santé. Englué dans sa plus grave crise économique depuis des décennies, avec une dépréciation historique de sa monnaie, une hyperinflation et des licenciements massifs, le Liban voit la moitié de sa population vivre désormais dans la pauvreté. Au Pérou, plus précisément à Lima, «les gens n'ont rien à manger. Il y a des enfants qui ont faim», explique à un média étranger Fortunata Palomino, une bénévole qui prépare la soupe pour 45 familles dans un bidonville au cœur de la capitale. D'où l'urgence de rétablir la croissance mondiale qui devrait atteindre, selon la Cnuced, 4.7% à la fin de 2021, grâce à une forte reprise économique des Etats-Unis. Pour rappel, Joe Biden propose d'injecter 2.000 milliards de dollars dans l'économie américaine, première mesure-phare prise contre les effets de la pandémie depuis son investiture. Au total, ce nouveau plan, ayant eu l'aval du Congrès au mois de février dernier, porterait à 5.200 milliards de dollars le total des mesures de relance budgétaire prises par l'administration américaine depuis le début de la crise, soit près d'un quart du PIB américain (21.345 milliards en 2019). Mais, comme les problèmes d'inégalité d'accès aux vaccins entre pays riches et pays pauvres et l'endettement de ces derniers persistent, il est fort à parier que l'effet de croissance recherché par la Maison-Blanche ne serait pas atteint dans, au moins, trois ans. Le retour à la normale semble, hélas, d'ores et déjà compromis !

Béjaïa

### Huit morts dans une fosse septique

Huit personnes sont mortes par suffocation, mercredi, dans une fosse septique, à proximité de la prison de Oued Ghir, Ghir à 10 km à l'ouest de Béjaïa, a appris l'APS de sources locales. Les victimes sont des ouvriers qui étaient descendus dans la fosse septique afin de la nettoyer, ils seraient, à priori, morts par suf-

focation, selon les informations recueillies. Une délégation de trois ministres a été dépêchée dans l'après-midi d'hier dans la prison de Oued Ghir, a-t-on appris auprès des services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire.

Selon la même source, la délégation, composée des ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Karim Beldjoud, de la Justice et Garde des Sceaux, Belkacem Zaghmati, et des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi, a été dépêchée en vue de s'enquérir de la situation, à la suite de l'accident.

### Vignette automobile

### Le délai d'acquittement prolongé au 29 avril

La période légale d'acquittement de la vignette automobile pour l'année 2021, fixée initialement du 1er au 31 mars, a été prorogée à titre exceptionnel, au jeudi 29 avril 2021 à 16 heures, a annoncé mercredi la Direction générale des impôts (DGI).

Cette mesure optionnelle a été décidée afin de faciliter aux citoyens l'acquisition de la vignette automobile, a précisé la DGI dans un communiqué, tout en rappelant que les vignettes automobiles sont «disponibles, dans toutes leurs quotités» au

niveau des recettes des impôts et des bureaux de poste.

La DGI prévient par ailleurs que tout retard dans l'acquisition des vignettes, donnera lieu au paiement des amendes prévues par les dispositions de l'article 305 du code du timbre, soit une majoration de 50% pour les paiements effectués spontanément.

«Cette majoration est portée à 100% lorsque l'infraction est constatée par les services habilités», a-t-elle encore rappelé.

Le communiqué précise à l'at-

tention des propriétaires des véhicules utilitaires d'exploitation que le montant de la vignette est en fonction du poids total en charge (PTC).

S'agissant des véhicules de transport de voyageurs, le montant est fixé suivant le nombre de sièges, a-t-on précisé.

La DGI rappelle, par ailleurs, que le défaut de l'apposition de la vignette sur le pare-brise donne lieu à l'application d'une amende fiscale égale au montant de cette vignette (article 308 du code du timbre).



Zeghmati

## «La justice déterminée à protéger les voix des électeurs»

**Soulignant le rôle pivot de la justice dans tout le processus électoral à deux mois des élections législatives, le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati a déclaré hier à l'Ecole supérieure de la magistrature Koléa que «la justice détient tout le pouvoir et agit avec détermination en vue de la protection des voix des électeurs».**

El-Houari Dilmi

En effet, supervisant l'ouverture d'une journée d'étude sur «les techniques de cassation en matière civile et pénale en droit algérien et en droit français», Belkacem Zeghmati a précisé que la justice algérienne «détient, dans le cadre de la loi, tout le pouvoir et agit avec détermination à l'effet de protéger la voix du citoyen, à travers des mécanismes juridiques, y compris pénaux», a-t-il indiqué.

«Dans un passé récent, le corps de la magistrature subissait les risques et toutes formes de pratiques arbitraires », a encore déclaré le ministre, ajoutant que «les magistrats ont risqué leur intégrité physique et leurs parcours professionnel en faisant face aux menaces dont ils étaient victimes, dans l'objectif de protéger la voix du citoyen, un sacrifice, qui mérite d'être salué», a-t-il estimé. Ce sacrifice, selon Zeghmati, représente «une preuve que le pays dispose encore de véritables hommes qui se sont sacrifiés pour la préservation du pays et ont demeuré fidèles à leur serment», appelant les citoyens à «répondre présents à l'appel de la patrie». «Dans son préambule ou dans son article 34, la nouvelle Constitution prévoit le principe de la sécurité juridique qui doit être consacré par les hautes autorités judiciaires dans les pratiques quotidiennes de la justice, notamment à travers le mécanisme de renvoi sur la base de l'exception d'inconstitutionnalité, afin de protéger les libertés et les droits, car la protection du droit à la vie au sein de la paix sociale et de celui à la pratique démocratique étant des valeurs sociales suprêmes et complémen-

taires », a encore expliqué le ministre de la Justice. Affirmant que les législatives du 12 juin prochain « permettront au pays de renouer avec la prospérité escomptée », le Garde des sceaux a rappelé que ces élections «s'inscrivent dans le cadre du processus du président de la République, en vue de sortir de la crise actuelle dans le pays», a-t-il déclaré. Un processus qui se veut, toujours selon le ministre, «une bouée de sauvetage à laquelle chacun de nous doit s'accrocher», a-t-il affirmé.

L'Ecole supérieure de la magistrature (ESM) de Koléa, a abrité, hier une journée d'étude sur «les techniques de cassation en matière civile et pénale en droit algérien et en droit français, en collaboration avec des experts de l'Union européenne (UE) et des français et en présence du conseiller du président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires, Boualem Boualem. Cette journée d'étude, organisée également en collaboration avec l'Union nationale des bâtonnats et du Programme d'appui au secteur de la justice en Algérie (PASJA), est présidée par le Premier président et le Procureur général de la Cour suprême, respectivement Abderrachid Tabi et Abderrahim Madjid. Ont également pris part à cette rencontre scientifique, la Première présidente de la Cour de cassation française, Chantal Arens, le président de l'Union nationale des bâtonnats, Ahmed Sai et l'experte principale du PASJA, Chantal Bussiere. Des magistrats de la Cour suprême et du Conseil d'Etat, des avocats et des cadres supérieurs algériens ont, aussi, pris part à cette manifestation, qui a vu la participation, par visioconférence, de magistrats et avocats français.

## La Cour suprême confrontée à un nombre élevé de pourvois en cassation

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, a indiqué hier à Koléa que la Cour suprême était confrontée à un nombre élevé de pourvois en cassation, estimant que les efforts visant à améliorer la qualité des décisions de justice en matière pénale et civile en pâtissaient.

Zeghmati a évoqué «la problématique inhérente au nombre élevé de pourvois en cassation concernant diverses affaires», assurant que son secteur était disposé à tenir compte de toutes les propositions à même d'apporter une solution, y compris «à travers la révision de la législation y afférente».

«Quel que soit le niveau de professionnalisme et de maîtrise des techniques de cassation, le nombre élevé de pourvois en cassation reste problématique», a estimé le garde des Sceaux, précisant que le bilan des trois dernières années (2018, 2019 et 2020) faisait ressortir une moyenne de 20,99% d'affaires pénales ayant fait l'objet d'un pourvoi en cassation, soit un cinquième des affaires jugées. C'est un taux «élevé», a estimé M. Zeghmati.

Dans ces conditions, a-t-il ajouté, il est difficile de trancher les affaires dans des délais raisonnables et les efforts visant à améliorer la qualité des décisions de justice en pâtissent.

Même situation pour l'action civile, puisque les statistiques indiquent durant la même période que 15,11 % des affaires civiles ont fait l'objet de pourvoi en cassation. Ce taux est également «très élevé» vu le temps que prend le traitement des affaires civiles, a précisé M. Zeghmati.

La Cour suprême relève, aujourd'hui plus que jamais, «le défi» de gérer ce nombre d'affaires et d'y statuer dans des délais «raisonnables», a-t-il dit, précisant que cela figure parmi les principes sur lesquels repose le système judiciaire algérien qui consacre dans le premier article du code de procédure pénale et le troisième article du Code de procédure civile et administrative la garantie de ce principe sans impact sur la qualité des décisions.

Dans ce contexte, il a appelé les participants aux travaux de la journée d'étude à proposer les dispositions nécessaires pour sortir de cette situation.

La Cour suprême ou le conseil d'Etat sont les derniers auxquels recourt le citoyen pour réclamer ses droits et lever l'injustice dont il fait l'objet, de même qu'ils constituent la dernière soupape de sécurité pour protéger la société dans le cadre de la loi, et partant jeter les bases d'un état démocratique où règne la justice, a-t-il ajouté.

Chlef

## 20 harraga interceptés



Une tentative d'émigration clandestine de 20 personnes, à partir du littoral d'El Marsa (84 km au nord-ouest de Chlef), a été mise en échec par les éléments de la sûreté de cette daïra, a-t-on appris mercredi de ce corps constitué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, dont l'émigration clandestine, les éléments de la sûreté de daïra d'El Marsa ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine, en procédant à l'arrestation de 20 personnes, âgées entre 24 et 34 ans, qui s'approprièrent à quitter illégalement le territoire national à partir du littoral d'El Marsa, a indiqué un communiqué de

la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Selon le document, cette opération a été réalisée grâce à l'exploitation d'informations portant sur un groupe de personnes collectant des sommes d'argent auprès de certains jeunes, en vue de planifier et préparer une opération d'émigration clandestine, suite à quoi une enquête a été ouverte.

Les investigations menées dans le cadre de cette enquête ont abouti, selon la même source, à l'arrestation de 20 suspects, qui ont été tous transférés vers le siège de la brigade pour complément d'enquête et la saisie d'une embarcation de

plaisance équipée, appartenant à l'un d'eux.

Deux procédures judiciaires ont été instruites contre les mis en cause dans cette affaire. La première concernant quatre suspects poursuivis pour «constitution d'une association de malfaiteurs pour un trafic de migrants dans le cadre d'un groupe criminel organisé en vue de l'obtention, d'une manière directe ou indirecte, d'un intérêt financier ou autre intérêt» et la 2ème à l'encontre de 16 suspects pour «sortie du territoire national sans autorisation».

Les prévenus ont été présentés devant les autorités compétentes près le tribunal de Ténès.

## 197 harraga sauvés par les gardes-côtes

Les Gardes-côtes ont mis en échec plusieurs tentatives d'émigration clandestine, selon un bilan opérationnel de l'ANP rendu public mercredi. Selon la même source le corps des gardes côtes a

procédé au sauvetage de «(197) individus qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Chlef, Tipaza, Oran, Ain Témouchent, Mostaganem et Tlemcen.

Par ailleurs, «(155) immi-

grants clandestins de différentes nationalités dont (10) de nationalité marocaine ont été appréhendés à Bordj Badji Mokhtar, Adrar, Tlemcen, El Bayadh et In Amenas», ont été interceptés, conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

## En l'espace d'une semaine Plus de 16 quintaux de kif saisis au niveau des frontières avec le Maroc

Plusieurs opérations ont été menées par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), dont la saisie de plus de 16 quintaux de kif traité que des bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc, durant la période du 24 au 30 mars, selon un bilan opérationnel de l'ANP rendu public mercredi.

«Dans la dynamique des efforts visant à asseoir la sécurité et la sérénité sur l'ensemble du territoire national, des unités et des détachements de l'ANP ont mené, durant la période du 24 au 30 mars 2021, plusieurs opérations dont les résultats dénotent du haut professionnalisme et de l'engagement in-

défectible de nos Forces Armées à préserver et prémunir notre pays contre toute forme de menaces sécuritaires et fléaux connexes», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts intenses» visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans le pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires, «(33) narcotrafiants et saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à (16) quintaux et (74,5) kilogrammes, que les ban-

des criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc».

A ce titre, des détachements de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté, lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, «(13) narcotrafiants dont (01) de nationalité marocaine et saisi (14) quintaux et (38,5) kilogrammes de kif traité», alors que «(20) narcotrafiants ont été appréhendés et (236) kilogrammes de la même substance, ainsi que (29204) comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions Militaires», selon le même bilan.



# Un leadership, une administration efficace et une société disciplinée

Par Arezki Derguini

Pour changer la société, il faut la connaître. Pour la connaître, il faut en avoir été. Pour la changer, il faut aussi « comme » en avoir fait le tour et « comme » en être sorti ; pour ce faire, il faut se décentrer, car on ne peut pas s'extraire de sa société. L'étranger qui peut y entrer et en sortir, ne fait que « comme » y entrer, il ne peut que simuler la société ; n'étant pas tenu, il ne peut entraîner. En fait, il y entre avec sa société. Il ne peut voir la société dans laquelle il entre qu'avec les yeux de sa société.

Le sociologue Pierre Bourdieu est sorti de la France, est venu au village kabyle colonisé, pour mieux voir la France en s'écartant d'elle. Son admirable sociologie de l'Algérie, comme dans l'attitude durkheimienne, dit ce qu'est la France et ce qu'elle n'est pas, il y instruit le faux semblant de la logique de l'honneur.

Pour changer sa société, il faut connaître le monde qui l'entraîne. La société ne peut aller ni à contre-courant, ni dans toutes les directions. Même sans lois, l'histoire a un cours dans lequel la société est prise elle et le reste du monde. Ainsi, la globalisation avec la rivalité sino-occidentale se régionalise. La Chine pousse l'Occident à la « provincialisation »<sup>[1]</sup>, elle pousse le reste du monde à se désoccidentaliser, à se réinventer et l'Occident à se restructurer.

Pour changer sa société, il faut être en mesure de l'entraîner. La société ne se présente pas comme une donnée, ses dispositions ne sont pas naturelles, elles se révèlent dans des situations. On ne peut pas la prendre de l'extérieur, sauf à la fixer dans un état donné (Bourdieu et les dispositions du déraciné sous la colonisation). Il faut la prendre dans sa mouvance, dans ses dispositions et milieux en action. La construction par le bas de la société a besoin d'un leadership, d'une administration rigoureuse et compétente et d'une discipline sociale. Elle a besoin de croyances, de désirs et de réalisations clairs. Quand la « construction par le bas » est presque parfaite, elle apparaît comme une construction par le haut réussi. Le leadership, la bureaucratie et la société fonctionnent bien, construction par le bas et construction par le haut ne s'opposent plus. Pierre Bourdieu désespérait de la société postcoloniale : les caractéristiques d'une société en tension et en progrès étaient absentes.

## LES TROIS CONDITIONS DE LA RÉUSSITE SELON LEE KUAN YEW

La société est un système homéostatique, si elle ne fait pas système, elle se fragmente. La société algérienne a fait système autour de la société militaire et des ressources naturelles. Certains ont cru que la société militaire pouvait faire faire système à la société, comme les classes et hiérarchies guerrières qui ont conduit les sociétés européennes à faire système féodal puis monarchique. Les classes guerrières européennes étaient propriétaires des ressources naturelles, la société militaire postcoloniale n'est pas, ne sera pas propriétaire des ressources naturelles, elle ne convertira pas la propriété commune, ici publique, en propriété privée. Il n'y a pas eu de monarchie de droit divin, il n'y aura pas de monarchie qui puisse transformer le bien commun en propriété privée exclusive, il n'y aura pas d'individu-roi. Pour accroître leur puissance, les classes guerrières européennes ont fini par partager la propriété et le pouvoir. Le capital immobilier a partagé le pouvoir avec le capital mobilier qui a étendu son pouvoir, sa domination sur les ressources mondiales. La puissance militaire est devenue en sa partie objective puissance industrielle. La société militaire algérienne dont la route vers l'appropriation directe des ressources naturelles était barrée n'a pas pu non plus se les approprier de manière indirecte en convertissant son capital en capital politique, puis en capital culturel et économique. La société militaire et la société sans divisions de classes ne permettaient pas à l'indépendance une appropriation des ressources naturelles de manière directe. La société dominante s'appropriera les biens publics de manière indirecte, mais pas de manière productive. Elle n'a pas converti son capital politico-militaire en capital politique puis en capital économique. La société militaire s'est défaite du politique et de son parti unique se privant de la possibilité de construire un parti et une administration exemplaires et une société disciplinée. Elle



s'est engagée dans une conversion de son capital en capital financier. Quelle réussite, quelle conquête, la société militaire pouvait-elle proposer à la société ? Quels exemples lui a-t-elle donnée ? Ni la leçon d'Ibn Khaldoun ni celle de Singapour ou de la Malaisie hier, ni celle de la Chine, du Vietnam et des Emirats arabes aujourd'hui n'a été apprise. La société militaire ne pourra pas discipliner l'énergie sociale si elle se contente de vivre dans le luxe. Elle sera incapable de contenir et de transformer la violence si elle ne peut initier et se soutenir d'une classe productive, si elle est incapable d'accueillir et de former des compétences mondiales. Transformer une énergie sociale en force productive exige une discipline qu'elle pouvait posséder et un savoir-faire qu'elle n'est pas allée chercher.

Selon Lee Kuan Yew, Premier ministre de la République de Singapour de 1959 à 1990, inspirateur de la Chine et des Emirats arabes trois principes fondamentaux préside à une transformation réussie de toute société : « premièrement, un leadership déterminé, un véritable leadership déterminé, en deuxième, une administration qui est efficace, et troisièmement, une discipline sociale. Si vous ne les avez pas tous les trois, rien ne sera réalisé. »<sup>[2]</sup> « Sur le modèle de Singapour, dirigé depuis 1959 par un parti dominant créé par Lee Kuan Yew, le PAP (Parti d'action populaire), le Parti communiste chinois a mis au point un système de renouvellement pacifique des dirigeants, en s'appuyant sur sa tradition millénaire de méritocratie mandarinale. Le système de parti unique comparé à la démocratie multipartite présente trois atouts décisifs : une meilleure méritocratie, une discipline pour la mise en œuvre des décisions et une résolution plus rationnelle des problèmes.

Comme le dit Lee Kuan Yew, « un leader politique doit être capable de persuader les gens d'accepter et d'aider à mettre en œuvre une politique douloureuse dont il a décidé qu'elle était nécessaire et bonne pour le pays. »<sup>[3]</sup> Un tel parti unique apparaît comme une administration politique efficace, donc le leadership d'une bureaucratie compétente et efficace et d'une société en mesure de se discipliner.

Ce n'est pas parce que nous voilà indépendants qu'il nous faut oublier les raisons de cent-trente ans de colonisation : une société avec des élites timorées, incapables de se discipliner, de se hisser à la hauteur du monde et de servir d'exemples à la société. Maintenant que la société militaire ne dispose plus de ressources matérielles indépendantes pour entretenir la société, comment pourra-t-elle lui faire faire système ? Est-elle en mesure de mettre la société au travail, de se transformer en classe exploiteuse, de promouvoir des riches qui ne le soient pas seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour toute la société, des entreprises qui n'aient pas seulement le nez dans le guidon de la rentabilité immédiate, qui ne soient pas obnubilées par la recherche de

la rente, mais s'engagent dans la construction d'une économie performante ? Ou dit simplement pourra-t-elle descendre dans la société, servir d'exemple et l'aider à résoudre ses problèmes, inscrivant en actes le slogan « echaab-el djeich khaoua khaoua » ? Sinon, comment et pourquoi la violence pourrait-elle être contenue, l'énergie sociale disciplinée ?

## RÉUSSIR : S'APPROPRIER POUR DEVENIR RENTIERS

La réussite est la valeur numéro un des individus. Il n'y a pas de réussite définie indépendamment d'un milieu. On réussit toujours dans un milieu, par un milieu. C'est le milieu qui décide que nous avons réussi. Si la réussite n'est pas celle d'un milieu contre un autre, d'une classe contre une autre, d'un pays contre un autre, la réussite entraîne le milieu social.

La réussite s'exhibe. Elle se manifeste de certaines manières, très souvent par des possessions qui objectivent la réussite. Les possessions sont indiscutables, elles crévent les yeux. Cependant, les possessions ne sont des réussites que si leurs réalisations racontent des histoires qui deviennent celles de la société. Réussites que la société érige en modèles et qu'elle cherche à imiter.

Quels exemples de réussite exhibons-nous ? Les réussites individuelles d'expatriés et le spectacle de la corruption.

La réussite est donc toujours la réussite du point de vue d'une société, la réussite est celle que valide une société. Pour toute société un modèle de réussite est érigé, suivi, recherché. Une différenciation sociale s'impose. Nous disposons de modèles « de réussite » précoloniaux, ils ont été mis en échec par le modèle colonial. La guerre de libération a érigé le modèle du moudjahid en modèle de réussite. La période postcoloniale n'a pas fabriqué son modèle positif de réussite. Nous avons été dépossédés par la colonisation, la propriété a été empêchée, notre obsession est de devenir propriétaires. Nous nous soucions plus de nous approprier pour nous approprier que de nous approprier pour produire. Notre prise sur le monde reste précaire. Une production et des comptes clairs ne fixent pas, ne légitiment pas nos propriétés. Nous sommes passés de la propriété tribale, à la propriété coloniale, puis à la propriété étatique contre laquelle nous complotons. Devenir propriétaire signifie prendre soin de sa propriété. Notre société prend-elle soin de sa propriété en construisant son système de propriété ? L'appropriation privée que nous avons pour horizon non déclaré, améliore-t-elle notre appropriation du monde et des choses ? Nous permet-elle de mieux faire société, promet-elle une meilleure organisation ?

Nous n'arrivons pas à apprivoiser le libéralisme<sup>[4]</sup>, nous le tenons toujours sur le seuil de nos portes. Nous ne savons pas faire avec lui, nous

ne savons pas faire avec le monde, nos rapports en sont déséquilibrés. Nous voulons être propriétaires pour devenir des rentiers alors qu'il nous faut devenir des fermiers et des industriels. Nous nous disputons les importations, nous sommes toujours à la peine pour leur substituer une production et nous en revenons finalement à nous disputer le patrimoine. Nous n'avons pas appris à disputer au monde le travail, la capacité productive et à faire de la propriété un moyen. Dans notre religion, la propriété appartient à Dieu, dans notre société, elle appartient à la collectivité. Pourquoi disputer la propriété à Dieu et à la collectivité ? Apprenons à en faire bon usage. Apprenons à faire bon usage de la terre, de nos matières, des processus biologiques et physiques. La propriété privée ne doit pas être le droit d'abuser, l'individu n'est pas un propriétaire de droit divin, il ne peut user des biens, des processus vivants comme un Dieu, mais comme convient la biosphère et la vie sociale.

Pourquoi voulons-nous devenir des individus ? Mais pour disputer le travail au monde, la puissance productive, il faut sortir de la stratégie d'import-substitution dans laquelle nous pa-tageons encore. Il faut se demander ce que chacune de nos régions peut apporter au monde, le travail qu'elles peuvent échanger avec lui. Le travail d'une région, d'une nation, pas d'une entreprise ou d'un individu.

## SUR QUEL AVANTAGE COMPARATIF POUVONS-NOUS COMPTER ?

La révolution de novembre n'a pas mis fin à nos faiblesses, elle a ouvert un nouveau chapitre de notre histoire. Le Congrès de la Soummam a produit le FLN, un front anticolonial. Il nous faut produire un nouveau Congrès, un nouveau FLN pour triompher de nos faiblesses qui nous soumettent encore aux forces du monde au lieu de nous les concilier. Mais pour construire un nouveau front, il faut nous appuyer sur nos forces. Quelle est notre force ? L'individu, ses libertés et ses droits de propriété, pour qu'ils soient réservés à une minorité ? Où sommes-nous allés chercher cela ? Nous ne pouvons pas opposer à l'individualisme occidental son individualisme sans confondre nos histoires, nier notre histoire, dissiper nos ressources. En compétition, nous serions battus d'avance, notre individualisme délaierait ses ressources pour compter sur d'autres qu'il n'a pas. N'est-ce pas ce qui est à la base de notre dépendance extérieure ? Notre individualisme n'a pas les ressources de l'individualisme occidental, il n'a pas ses habitudes, ses institutions, ni ses capitaux.

Suite en page 6



# Communication institutionnelle : il lui manque le « coup d'avance » !



Par Cherif Ali

**A**vouloir sans cesse intervenir, sur tout sous forme de discours non suivis d'effet, les membres du gouvernement, disons certains, pour ne pas fâcher ou se mettre à dos tout le monde, contribuent à décrédibiliser la parole publique pour la rendre inaudible ! Et sur les plateaux télévisés, il nous arrive d'entendre des inepties et des contre-vérités débitées par tout ce beau monde, aidé il est vrai, par des journalistes plus que complaisants, guidés avant tout par leur souci de plaire au ministre invité, de faire sa promotion et d'attendre le retour sur investissement, quitte à sacrifier le sacro-saint principe « du devoir d'informer et du devoir de dire » !

Ce discrédit de la parole vaut, aussi, pour la plupart des hommes politiques, y compris ceux qui sont dans l'opposition aujourd'hui, mais qui ont été en situation de gouvernance hier.

Tous, déjà, proviennent de la même matrice !!! Ils n'ont pas, ensuite, fait mieux que ceux d'aujourd'hui, quand eux-mêmes, intraitables et sourds à toutes revendications, étaient aux affaires.

La parole politique est enfermée dans une logique d'annonce et de promesses sans lendemain et le fossé « gouvernants-citoyens » se creuse de plus en plus et la fracture sociale aussi. Cela crée dans l'imaginaire social, une impression de « déjà-vu » et de « déjà entendu », de « promesse faite » et de « promesse jamais tenue ».

Dans ce registre, certains walis ne sont pas en reste et point n'est besoin d'en dresser la liste. Ils se reconnaîtront !

La communication, faut-il le dire, est une véritable lacune dans notre gouvernance, tant au niveau national qu'au niveau local : à qui la faute ?

Aux responsables ? Peut-être bien si l'on se réfère à ces exemples :

1. Sid Ali Khaldi qui avait convié ceux qui seraient opposés au projet constitutionnel de « changer de pays ». « C'est pour la première fois que nous avons introduit le 1er Novembre dans la constitution et celui qui n'est pas content n'a qu'à changer de pays » ! Un populisme de mauvais goût. Une sortie de route qui a choqué l'opinion publique au plus haut point.

2. La femme qui ne sait pas rouler le couscous représente une menace pour sa famille. » La déclara-

tion de la ministre de la Culture, Malika Bendouda, suite à la classification du couscous comme patrimoine mondial de l'Unesco, a suscité un tollé sur les réseaux sociaux. Alors, dérapage verbal, comme le soutiennent les internautes, ou déclaration tronquée et « sortie de son contexte », comme l'a affirmé la ministre sur sa page Facebook ?

3. A l'heure où le citoyen est frontalement frappé par une saignée financière, outrageusement orchestrée par les barons de la spéculation, à travers une hausse inexplicable des prix des produits alimentaires, de la volaille, et des fruits et légumes, le ministre du Commerce n'a pas trouvé mieux que de soulever l'urgence de l'arabisation des enseignes commerciales.

## AUX JOURNALISTES ?

**A**ussi si l'on admet que la relation entre journalistes et responsables politiques peut paraître, parfois, ambiguë : « Off the record », micros fermés, certaines déclarations sont faites en toute intimité.

Depuis la création des chaînes de télévision privées, les journalistes s'entichent des personnalités politiques, qu'ils s'empressent ensuite de descendre en flammes, à croire que c'est consubstantiel au métier. Sans doute gagneraient-ils à modérer leur emballlement, à supposer que cela soit possible.

Rappelons-nous cette période de la dernière campagne électorale, où une chaîne de télévision privée avait décidé de passer, presque en boucle, un propos tenu, en aparté, par Abdelmalek Sellal, à un sénateur du FLN, originaire d'une wilaya de l'est du pays, il en a résulté une polémique autour de ce qui a été considéré comme une « offense » aux habitants de toute une région.

De toute manière, que se passe-t-il quand un journaliste, et a fortiori la chaîne de télévision qui l'emploie, décident de ne pas respecter le « off » ?

Pendant un déjeuner, un déplacement en voiture, en train, en avion, une personnalité politique distille analyses et confidences à quelques journalistes politiques ou amis l'accompagnant. Ce n'est pas à proprement parler une interview, la règle veut que le journaliste utilise ces informations pour mieux comprendre, mieux raconter la situation politique, mais sans citer, nommément, l'auteur de ces propos. Cette même règle exige du journaliste qu'il doit respecter la personnalité qui fait la déclaration et qu'il refuse qu'elle sorte, l'idée étant de permettre audit journaliste de saisir le contexte dans lequel la déclaration a été émise. La personnalité peut, aussi, accepter, mais à condition que l'on conserve le se-

cret sur son identité, un secret qui vaut à l'égard du public, mais qui peut s'imposer de manière plus absolue. Sur le principe, la pratique paraît parfaitement fondée : à quoi bon mettre dans l'embarras celui qui a fait la déclaration ? Mais certains journalistes pris dans le tourbillon de la quête du scoop ne mesurent pas l'effet de déflagration qui s'attache à la diffusion d'un propos ou à la publication d'une information émise en « off ».

En Algérie, le foisonnement des journaux fait que la concurrence dans le secteur est féroce. C'est la course à qui sortira le scoop ou la nouvelle frappée du fameux sceau racoleur « aadjel », les fuites ou « off brisés » font souvent l'effet d'un séisme médiatique et mettent en péril les hommes politiques, certains journalistes ne prennent aucune précaution, même pas celle consistant à vérifier la teneur, encore moins celle confortant la source de leurs informations.

Le code du « gentlemen-agreement » doit reposer sur une règle bâtie sur la confiance mutuelle, -homme politique-journaliste-, or la difficulté de la pratique est évidente.

En faisant face à une concurrence accrue, entre les médias, comment un journaliste détenant une information brûlante, exclusive, un scoop, pourrait-il respecter cet accord, basé sur le bien-fondé de la morale ? Quant au contenu des informations rapportées sous le couvert du confidentiel et bien qu'elles ne soient pas, toujours, utiles ou passionnantes, le public en raffole et se délecte des « radars » et autres « périscopes » qui les hébergent, les petites phrases, les blagues, croqueuses et ravageuses, donnent l'impression au lecteur de découvrir, enfin, « ce qui se passe derrière les coulisses ».

Exclusivité, actualité, concurrence, voilà trois bonnes raisons pour les médias de dévoiler un « off » qui fait la différence, accroche le chaland et fait vendre.

## LA PAROLE PUBLIQUE EST-ELLE ENCORE CRÉDIBLE ?

**D**e ce qui précède, peut-on affirmer qu'une crise de crédibilité de la parole publique, est une crise de confiance dans la signature de l'Etat ?

Peut-on affirmer également que la parole politique est devenue stérile, surtout quand elle est enrobée de langue de bois ?

Et dans la situation de crise que nous subissons, plus que nous traversons, comment mettrons-nous la société en marche si nos politiques sont à court d'idées et si nos ministres ainsi que nos walis continuent à se passer de communicants professionnels, à parler dans le vide, à agir sur des coups de tête, à

faire des promesses sans lendemain et surtout continuer à ne pas être soumis à une quelconque obligation de résultats ?

## LE SECRET D'UNE BONNE COMMUNICATION, SELON LES SPÉCIALISTES

**U**ne personne qui communique bien, apparaît comme une personne charismatique, sympathique, pleine de bienveillance, compétente, cultivée, professionnelle... et la conversation avec elle est non seulement constructive, mais surtout agréable. Communiquer c'est aussi une façon de faire briller son aura, de travailler son charisme pour imposer son image devant un public qui n'est pas toujours prédisposé à vous écouter et même à vous voir.

Dans un pays comme l'Algérie et dans un environnement de plus en plus complexe, communiquer juste, avec les éléments de langage est primordial.

Force est d'admettre que notre communication institutionnelle est en décalage, il lui manque ce « coup d'avance » qui sera décisif pour tous ceux qui voudraient lui nuire !

Aujourd'hui, il faut le dire, il y a unanimité sur la faiblesse de notre communication institutionnelle.

Le Premier ministre s'en est, à l'évidence, aperçu. Mais il ne peut pas être à la fois au four et au moulin. Faire aussi le travail des autres.

Ou les évincer, in situ, face aux caméras de télévision. Méthode contre-productive pratiquée « sans vergogne » par certains walis adeptes de la « politique spectacle ».

Le poids grandissant des chaînes d'information en continu, conjugué à la montée en puissance des réseaux sociaux, met le gouvernement et les ministres à rude épreuve.

Aujourd'hui, Abdelaziz Djerad est face à trois défis majeurs :

1. maîtriser plus que jamais sa parole dans un contexte d'hyper réactivité médiatique et surtout de crise économique
  2. gérer la dispersion de la parole gouvernementale
  3. faire confiance au porte-parole qui est, en quelque sorte l'« airbag » du gouvernement, pour répondre à toutes les questions de l'heure des journalistes y compris celles qui fâchent. De ce fait, il est grand temps pour le gouvernement de comprendre qu'à l'ère du numérique et des réseaux sociaux, la communication est un acte politique où les « états d'âme » des dirigeants et la « peopolisation » de tel ou tel ministre n'ont pas de place.
- Tout comme leurs dérapages !

Suite de la page 5

**I**l nous faut partir d'un processus autochtone de différenciation pour produire une différenciation et une cohésion cohérente. L'individu doit « sortir » du groupe, pour se constituer en modèle, en leader et non pour s'en émanciper et ... s'exiler. Demandons-nous sérieusement sur quel terrain, à quel jeu, on ne peut pas nous battre ? Pour moi, il y a une réponse, le terrain collectif et la fluide coopération dans le jeu. Précisément ce sur quoi s'est acharné le colonisateur et contre quoi s'acharne la définition de l'individu que l'Occident veut imposer au monde pour établir sa norme : le jeu de l'individu-roi. Les sociétés néocolonialistes aspirent à former des minorités post-coloniales à leur image et à leur service. Certaines sociétés croient dans l'Etat et la famille, d'autres dans l'Etat et l'individu, d'autres dans le marché et la communauté. Les sociétés tribales croient dans le groupe. L'Etat est l'arbitre que se donnent les groupes, l'Etat de type impérial plutôt que de type jacobin. Les sociétés croient ce sur quoi elles peuvent compter.

**N**otre individu n'a pas les ressources de l'individu occidental, sans l'appui du collectif qu'il ne peut importer, ses réseaux ne peuvent pas s'étendre. Le collectif est autant un frein qu'un appui, tout dépend du moment qui domine. Le collectif doit autant jouer comme un frein que comme un appui. Un frein pour que l'individu ne lâche pas le collectif, pour que le collectif puisse rattraper l'individu ; un appui pour que l'individu puisse s'élancer et être soutenu. Il n'y

a pas de société aux collectifs plus souples que la société tribale débarrassée du carcan de la société dite traditionnelle dans laquelle la sociologie occidentale a voulu l'enfermer. L'être de la tribu est historique et contingent, il peut s'enrichir de nouveaux êtres et de nouveaux savoirs. Je vois des tribus partout, chaque fois qu'un collectif se forme. Les preuves ? Nos collectifs s'acharnent à défaire toute hiérarchie, tout leadership qui veut s'éterniser. La tribu surgit chaque fois que la société s'organise en dehors des institutions qu'elle n'a pas produites. Nos tribus peuvent faire de la place à la rationalité bureaucratique encore faut-il qu'elle ne les trahisse pas. La tradition n'est qu'une automatisation de son activité qui n'a plus besoin d'être pensée à force d'être répétitive. La tribu peut travailler sa tradition, penser et transformer ses automatismes, elle peut s'incorporer des automates. L'incorporation de nouveaux êtres et de nouveaux savoirs la feront évoluer<sup>[1]</sup>.

## PROPENSIONS ET MILIEUX SOCIAUX

**D**ites-moi, quel est le milieu algérien le plus dynamique ? Je vous donnerais l'exemple du milieu sétifien. La raison ? La persistance du substrat tribal semi-nomade malgré la destruction de son être « traditionnel ». Quel est le milieu le plus rigoureux en matière de travail, je vous donnerais l'exemple des milieux kabyle et mozabite. La raison ? Ils ont appris à diversifier leur activité chez eux et à chercher des ressources hors de chez eux. Quel est le milieu le plus guerrier ? Je vous donnerais l'exemple des semi-nomades montagnards et des nomades berbères

et arabes. Quel est le milieu le plus rigide ? Je vous donnerais l'exemple des prétendus citadins, satisfaits de leur apprentissage colonial, suffisants dans leurs habitudes supérieures et ... qui seront finalement submergées par l'urbanisation. Vous n'êtes pas d'accord ? Parlons-en. Tous les milieux ont des dispositions positives et négatives, ont des habitudes et des propensions particulières s'accordant avec eux.

**C**'est de vouloir réduire leurs dispositions à celles d'un seul milieu incapable de les entraîner que l'on détruit leurs ressources. Les grands nomades, les semi-nomades et les sédentaires n'ont pas ni les mêmes possibilités, ni les mêmes propensions et habitudes. Chacun adaptera ses propensions en fonction des variations du milieu. Un milieu peut combattre ou révéler des propensions. Qu'un milieu puisse par ses dispositions entraîner d'autres milieux, voilà qui est différent. Avec des échanges cohérents, des dispositions peuvent s'échanger, certaines mieux se fixer et d'autres disparaître.

On ne peut pas transformer un milieu en ignorant ses propensions et ses habitudes, tout comme on ne peut pas transformer des propensions en ignorant le milieu dans lequel elles vont s'exprimer, en imposant à un milieu des dispositions et à des dispositions des milieux qui ne les conduisent pas au succès. Ce n'est pas en déracinant des populations, en les cantonnant dans des espaces confinés qu'elles prendront de nouvelles dispositions qui chasseront les anciennes. On n'aura fait que dégrader le milieu et les dispositions. C'est ce que la société continue de subir depuis la colonisation. La société tribale possède la structure sociale la plus simple et la plus

souple. La dialectique de la différenciation et de l'indifférenciation que peuvent imposer les changements technologiques et climatiques peut s'y opérer sans grandes frictions. Dans une société sans classes héréditaires, les déclassements et reclassements peuvent être plus fluides, la forte mobilité sociale ne rompt pas nécessairement l'unité du corps. La diffusion de l'innovation peut être plus rapide et plus large, le partage et le mimétisme y étant plus actifs. Le ressort collectif s'y tend et s'y détend plus promptement s'il se trouve dans un milieu adéquat. La colonisation a détruit et corrompu les institutions tribales, s'est efforcée de rompre le ressort tribal, le modernisme de l'administration postcoloniale a poursuivi le travail colonial. Destruction non créatrice. Il a exilé les meilleurs, soumis l'administration à la corruption et la société au désordre.

A suivre  
Arezki Derguini

### Note

<sup>[1]</sup> Lee Kuan Yew, Premier ministre de la République de Singapour de 1959 à 1990. Cité par Murai Lama. Lee Kuan Yew. Singapour et le renouveau de la Chine. Paris 2016. Manitoba/ Les belles lettres.

<sup>[2]</sup> Ibid.

<sup>[3]</sup> Les Chinois parlent de leur système comme d'un système socialiste aux caractéristiques chinoises. Ils auraient pu autant parler de libéralisme aux caractéristiques chinoises, n'étaient-ce l'histoire du parti qui a libéré la Chine et les Chinois qui tiennent à la continuité de leur histoire.

<sup>[4]</sup> Les trois modes de domination de Max Weber : domination légale, domination traditionnelle et domination charismatique ne s'excluent pas, ils se complètent. La domination légale est la domination traditionnelle objectivée (ex. de la Chari'a), la domination traditionnelle est la domination charismatique instituée par la coutume (ex. de la sunna).

<sup>[5]</sup> En France le nombre des cadres vient de dépasser celui des ouvriers.



Notre ministre de la Santé, emboîtant le pas à plusieurs experts algériens, évoque une hypothétique immunité collective silencieuse que notre pays aurait réussi à atteindre naturellement, expliquant ainsi la baisse régulière des cas annoncés de Covid-19(1).

Par Abderrezak Bouchama\*

Cet objectif ultime, qu'aucun autre pays au monde n'a réussi à réaliser pour le moment et qu'aucun autre n'espère atteindre passivement, ferait de notre pays une exception extraordinaire dans le monde, partout en proie aux affres de la pandémie. En réalité, jamais auparavant l'immunité collective n'a été atteinte naturellement vis à vis d'une infection par un virus, dont le SARS-CoV-2 (2). La seule voie connue et établie d'une telle situation est celle d'une très large couverture vaccinale de la population. Mais, manifestement, ce n'est pas cette voie que nous avons empruntée. Une voie qui exige une grande anticipation et une célérité d'action rendues impératives par la gravité et l'urgence extrêmes de la situation.

#### IMMUNITÉ COLLECTIVE

Tous les experts estiment qu'une immunité collective contre une épidémie virale, dont celle de la Covid-19, est atteinte lorsque 60 à 70% de la population développent une immunité contre le virus (2). Cette immunité est acquise soit par la vaccination, soit par une infection surmontée. Dans notre pays, le taux de vaccination étant inférieure à 0,1%, cette piste ne peut évidemment pas être invoquée pour expliquer cette exception algérienne. Par conséquent, l'immunité collective, s'il y en a véritablement une, serait le résultat d'une infection de 60 à 70 %, soit environ 23 millions à 28 millions d'Algériens, depuis janvier 2020 à ce jour.

La prestigieuse université de John Hopkins aux USA (3), qui recense scrupuleusement le nombre de cas de cas Covid-19, indique que jusqu'en cette fin du mois de mars 2021, il y a eu plus de 116.000 cas en Algérie, ayant entraîné la mort de 3084 personnes. Par conséquent, et afin d'atteindre une immunité collective, jusqu'à 28 millions d'Algériens auraient été infectés par le SARS-CoV-2, sans développer ni les symptômes de la COVID-19, ni aucune autre morbidité ou mortalité.

#### UNE HYPOTHÈSE IMPROBABLE

Est-il raisonnable d'estimer que tant de millions de cas de Covid-19 en Algérie seraient passés totalement inaperçus ? Il est vrai que notre population est en moyenne très jeune et donc moins susceptible de développer une Covid-19 sévère mais de là à en faire une explication idoine. Le nombre d'Algériens testés par PCR est considérablement plus faible par rapport aux autres nations développées et il ne permet pas de mettre en évidence une incidence qui reflète la réalité. Néanmoins, il reste très difficile d'envisager qu'un nombre aussi considérable de citoyens (plus de 25 millions) auraient contracté la Covid-19 sans qu'ils aient impacté de manière visible notre système de santé et avec un taux relatif de mortalité si faible, comme partout ailleurs dans le monde. De fait, une telle situation nous placerait en deuxième position dans le monde, juste derrière les USA avec leurs 30 millions de cas et leurs centaines de milliers de morts. A titre de comparaison, la France suivie de près par nos compatriotes, qui a confirmé 4,6 millions de cas Covid-19 avec 95.000 décès (3), a vu ses hôpitaux et ses services de réanimation submergés. Et ce, malgré un système de santé parmi les plus avancés au monde et trois confinements sévères aux conséquences sociéta-

# Covid-19: y a-t-il une exception algérienne?



les, économiques et politiques désastreuses.

#### UNE OPTION DE SANTÉ PUBLIQUE DÉVASTATRICE

Au début de la pandémie, et avant la découverte tardive des conséquences cliniques ravageuses du SARS-CoV-2 sur les personnes infectées, plusieurs pays avaient sciemment laissé l'infection se répandre, surtout parmi les jeunes, afin d'atteindre rapidement une immunité collective (2). L'avantage tout théorique de cette approche est évident, puisqu'il permettrait d'éviter les coûts économiques, sociétaux et politiques énormes du confinement total.

L'exemple de la Suède est édifiant, car elle en a fait un objectif de santé publique, bien que démenti par la suite par le gouvernement suédois. La stratégie consistait à laisser la vie se dérouler normalement sans tenir compte de la pandémie. Les écoles sont restées ouvertes et aucun groupe particulier de personnes n'a été testé ou placé en quarantaine de façon systématique. Pas même les nombreux suédois qui rentraient de vacances de pays alors durement atteints par la pandémie, comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Cette approche s'est avérée suicidaire car non seulement elle n'a pas permis d'atteindre l'immunité collective espérée, mais la Suède a enregistré des performances de santé publique catastrophiques en comparaison avec ses voisins de culture et densité de population similaires. Elle a eu, par exemple et relativement, 10 fois plus de décès par Covid-19 que la Norvège et 3 fois plus que le Danemark, soulevant ainsi un débat éthique acerbe et une désapprobation nationale et internationale.

Les USA, le Royaume Uni et le Brésil ont également été tentés par cette même approche sur fond idéologique. Sans l'assumer formellement, ils sont parmi les premiers pays les plus impactés, avec le plus lourd tribut payé à la pandémie. Un jour ou l'autre, leurs gouvernants devront rendre compte de leurs bilans catastrophiques à leurs concitoyens. Plus important encore, les USA et le Royaume uni n'ont même pas réussi à se rapprocher des seuils d'immunité collective, malgré une couverture vaccinale de leur population parmi les plus élevées au monde.

#### UN OBJECTIF INATTEIGNABLE

Dans un article paru dans la revue anglaise *Nature* (4), des épidémiologistes et des experts dans la modélisation mathématique des pandémies expliquent que le seuil de 60 à 70% d'immunité collective est probablement hors

de portée pour la Covid-19, même par la combinaison d'une immunité induite par l'infection et la vaccination.

Ils évoquent plusieurs raisons dont la première est sous-tendue par le caractère temporaire de six à huit mois de l'immunité acquise lors de l'infection par les coronavirus en général, dont celui de la Covid-19. D'ailleurs, la vaccination est partout recommandée pour les personnes qui ont été antérieurement infectées par le SARS-CoV-2. La seconde raison est l'apparition de nouveaux variants dont les très médiatisés anglais, brésiliens et sud-africains. Mais il y'en a bien d'autres encore qui échappent à l'immunité développée au cours de l'infection par les souches virales originelles. A cet égard, l'exemple de l'état de Manaus au Brésil illustre bien la désillusion de l'immunité collective. Une étude de prévalence sérologique a établi que le seuil de 60% d'immunité collective a bien été atteint lors de la première vague de la pandémie. Mais cela n'a pas empêché la population de Manaus d'être frappée durement par une autre vague au variant appelé depuis brésilien. Pour cela, des vaccins de seconde génération sont également en cours de développement afin de protéger contre les nouveaux variants, dont celui apparu à Manaus. L'immunité collective qui serait induite par la vaccination reste également inconnue. Les vaccins qui ont été testés jusque-là, comme ceux de Moderna, Pfizer ou Astra-Zeneca, l'ont été pour prévenir les formes graves de la Covid-19, et non l'infection par le virus. Les études ne sont en cours que maintenant afin de déterminer si ces vaccins protègent contre une infection par le SARS-CoV-2 et donc sa transmission. Finalement, la couverture vaccinale devrait être générale incluant les enfants afin d'atteindre ces fameux seuils. Mais là encore des études sont en cours afin d'établir l'innocuité et l'efficacité de ces vaccins chez cette catégorie de la population.

#### UN DÉBAT QUI N'EST PAS SANS DANGER

Le répit que vit notre pays n'est pas unique, au contraire, nous faisons partie d'un grand nombre de pays qui ont réussi à contenir la pandémie. Prenons par exemple, la Chine qui n'a enregistré qu'un peu plus de 100.000 cas sur 1.4 milliards d'habitants, une performance extraordinaire, sans qu'il revendique une quelconque immunité collective.

Un institut Australien (5) a développé un indice de performance mondial Covid-19 pour évaluer les réponses des pays au SARS-COV-2 en fonction de paramètres en rapport avec l'épi-

démie (cas confirmés, le nombre de décès et le nombre de tests PCR). L'indice inclue également le niveau de développement économique et la nature du régime politique. Le petit royaume du Bhoutan, situé dans l'Himalaya, coincé entre les géants chinois et indiens, et la nouvelle Zélande arrivent en tête, suivis par le Vietnam, le Rwanda, Chypre ou l'Islande entre autres. Notre pays n'y est pas en raison du manque de fiabilité de ses données, bien que cela ne diminue en rien notre bonne performance. Mais nous serons bien plus inspirés si nous débattons pourquoi la communauté scientifique internationale rejette nos statistiques, et comment y remédier. Le coût de cette méfiance pèse lourd, en termes de perception du risque Algérie et ses répercussions aussi bien économiques, que dans les déplacements de nos concitoyens.

L'humanité, dont notre pays, reste loin d'avoir atteint ou même seulement approché une immunité collective pour espérer la fin de la pandémie. Le débat sur une immunité collective qu'aurait atteint notre pays n'est pas sans danger et il est illusoire. Il risque de faire baisser encore plus la garde de notre population, alors que la pandémie fait rage partout ailleurs, dont nos voisins à une heure de vol. Il peut également faire croire à nos compatriotes qu'il ne serait pas nécessaire de se faire vacciner.

La guerre contre ce virus est loin d'être finie. Le débat devrait plutôt s'orienter sur le maintien rigoureux des mesures de distanciation sociale et sur l'acquisition en extrême urgence de vaccins non seulement de première génération, mais également sur la nécessité vitale de se placer pour ceux de seconde génération. De même qu'il est du devoir des gouvernants de lever le black-out actuel sur les vaccins et la vaccination. Leur responsabilité est lourdement engagée devant l'Histoire et devant notre peuple.

\*Dr  
Réanimateur & chercheur  
King Abdullah International Medical  
Research Center, Riyad,  
KSA

#### Références :

1. Tout sur l'Algérie. <https://www.tsa-algerie.com/covid-19-benbouzid-evoque-immunite-collective-de-la-population/>
2. The false promise of herd immunity for COVID-19. *Nature* 587, 26-28 (2020)
3. COVID-19 Map - Johns Hopkins Coronavirus Resource Center.
4. Five reasons why COVID herd immunity is probably impossible. *Nature* 591, 520-522 (2021)
5. Lowy Institute organization. <https://interactives.lowyinstitute.org/features/covid-performance/>



# Covid-19 en Algérie : entre textes, paroles et réalités

**L'Institut Pasteur d'Algérie a annoncé le 11 mars 2021 que sept (7) nouveaux cas du variant britannique et treize (13) cas du variant nigérian ont été enregistrés dans notre pays.**

**Par Zerrouk Ahmed\***

Les wilayas concernées par le variant britannique sont Alger (5 cas) et Blida (2 cas). Quant au variant nigérian, les personnes infectées ont été testées dans les wilayas de Tébessa (6 cas), Alger (3 cas), In Salah (2 cas), Souk-Ahras (1 cas) et Ouargla (1 cas). La létalité du variant britannique est connue, et selon une étude britannique récente, il serait de 64% plus mortel que le virus originel. Il est, également, plus contagieux. Il est à relever que dans un autre communiqué daté du 23 mars 2021, l'Institut Pasteur d'Algérie a annoncé avoir détecté de nouveaux cas du variant britannique (6 cas) et nigérian (15 cas). Les six (6) cas du variant britannique ont été détectés à Alger (2 cas), Blida (2 cas), Tizi-Ouzou (1 cas) et Ain-Defla (1 cas). S'agissant du variant nigérian, il a été détecté chez des personnes qui résident dans les wilayas d'Alger (8 cas), Illizi (4 cas), Ouargla (2 cas) et Béjaïa (1 cas). Ainsi et selon les chiffres donnés par l'Institut Pasteur d'Algérie, notre pays a détecté au 23 mars 2021 treize (13) cas du variant britannique et vingt huit (28) cas du variant nigérian, bien que nos frontières terrestres, maritimes et aériennes soient toujours fermées. Par ailleurs, seul l'Institut Pasteur d'Algérie peut détecter le variant du Covid-19 en effectuant le séquençage pour confirmer sa présence. Deux (2) autres centres hospitalo-universitaires disposent de l'équipement de séquençage du génome viral présent dans le prélèvement pour attester qu'il s'agit ou non du variant britannique ou nigérian. Mais, actuellement cet équipement est non fonctionnel.

Donc, en Algérie, le plus grand pays de l'Afrique qui dispose d'un « système de santé performant », seul l'Institut Pasteur d'Algérie est équipé pour effectuer le séquençage, et à condition qu'il n'y ait pas de rupture dans l'approvisionnement en réactifs adéquats. A cette situation alarmante de manque de moyens techniques, s'ajoute le constat du non respect des gestes barrières pour ne pas contracter le Coronavirus et aussi pour éviter sa propagation, notamment :

- se laver fréquemment les mains au savon ou avec une solution hydroalcoolique,
- éviter les contacts rapprochés,
- porter un masque de protection,
- se couvrir la bouche avec le pli du coude ou un mouchoir jetable, lors d'une toux ou d'un éternuement (le mouchoir doit être jeté dans une poubelle),
- ne pas se toucher les yeux, le nez ou la bouche.

Aussi, il est loisible à tout un chacun de constater que la grande majorité des citoyens ne portent plus le masque de protection et les gestes barrières sont superbement ignorés, notamment le respect de la distanciation physique et l'évitement des contacts rapprochés (les gens se serrent la main, se font la bise, dans les cafés et aux alentours, des jeunes et des moins jeunes dégustent le café dans le même gobelet et les restaurants sont bondés, notamment en soirée).

Bien plus grave est le constat suivant, à titre illustratif et non exhaustif, qui démontre une violation flagrante et ostentatoire du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19), édicté par les dispositions des décrets exécutifs 21-70 et 21-105 datés respectivement du 14 février et 16 mars 2021.

Il s'agit des cafés, restaurants et fast-food. La levée de la mesure de limitation des activités de ces commerces était conditionnée par ce qui suit :

- la limitation du nombre de personnes dans l'établissement à 50% des capacités d'accueil,
- l'organisation des accès et le respect de l'espace et la distanciation physique,
- l'obligation du port du masque de protection,
- l'affichage des mesures barrières de prévention et de protection,
- l'installation de paillasse de désinfection aux entrées,
- la mise à disposition des usagers et des clients de produits désinfectants, notamment les gels hydro-alcooliques,
- le nettoyage et la désinfection quotidienne des locaux et des lieux.

Cependant, force est de constater que le dispositif préventif relatif à la limitation du nombre des personnes, l'organisation des accès et le respect de l'espace et la distanciation physique, l'obligation du port du masque de protection et l'installation de paillasse de désinfection n'est nullement suivi et l'Etat se croise les mains, ne dit mot et ne prend aucune mesure.

En outre, le respect des autres mesures de prévention et de protection prises dans le cadre du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19), est aussi violé, d'une manière aussi flagrante et toujours ostentatoire.

A titre d'exemple, l'obligation du port du masque de protection et la distanciation physique ne sont aucunement appliquées par les citoyens, dans l'indifférence générale des différentes autorités administratives, sécuritaires et sanitaires concernées.

De quelle autorité de l'Etat peut-on parler, si de tels comportements forts visibles qui violent la réglementation et qui font courir un risque patent de remontée des cas contaminés, ne sont pas constatés par l'administration qui est tenue de les faire cesser et au besoin de prendre les mesures coercitives prévues par la réglementation en cette matière.

L'autorité de l'Etat n'est pas une fiction, l'autorité de l'Etat ne relève pas du domaine de la philosophie, l'autorité de l'Etat doit être visible, effective et pérenne. L'action de l'Etat doit être cohérente, rationnelle et pragmatique. Elle doit être effective.

L'autorité de l'Etat dans notre pays s'est érodée au contact des gouvernants qui n'assurent pas ou si peu le suivi des décisions prises. Dans notre pays, on a tendance ou plutôt, c'est l'implacable réalité, les gouvernants à quelque niveau que ce soit croient ou feignent de croire qu'en signant ou en adoptant un quelconque texte, l'exécution est immédiate et ne souffre d'aucune inertie ou laisser-aller.

L'exemple actuel du non suivi des mesures édictées dans le cadre du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19) est saisissant et interpelle, à plus d'un titre, les pouvoirs publics.

L'Etat est défini comme étant une institution qui, sur un territoire donné, dispose du monopole de la violence physique légitime. Ce qui a comme corollaire une reconnaissance de cette autorité de l'Etat par les citoyens et autres résidents, qui acceptent de lui obéir.

A l'intérieur de son territoire, l'Etat est caractérisé par l'exercice de fonctions régaliennes, notamment l'édition de normes par le recours à la législation et à la réglementation qui, en cas de transgression ou violation, sont sanctionnées par la justice, l'autorité administrative et la police.

Ce pourquoi, il est grandement temps que l'Etat fasse respecter réellement les mesures édictées par des décrets exécutifs pour prévenir et lutter contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

Par ailleurs, cette situation alarmante de ne pas se conformer aux mesures prévues par le dispositif de prévention et de lutte contre la pandémie du Coronavirus (Covid-19), qui peut provoquer une remontée des cas confirmés d'infection par le Coronavirus, y compris les variants britannique et nigérian est, également, alimentée par ce qui suit :

- 1- L'opacité sur le variant britannique et le variant nigérian.
- Ni l'Institut Pasteur d'Algérie, ni le ministère en charge de la santé n'ont fait preuve de transparence dans l'information sur les variants britan-

nique et nigérian. Sur les treize (13) cas et vingt huit (28) cas infectés respectivement par le variant britannique et nigérian, combien de personnes sont hospitalisées, en réanimation (soins intensifs), décédées ou guéries. Motus et bouche cousue.

De même, aucune information n'a été donnée sur les personnes-contacts qui doivent être identifiées pour vérifier qu'elles ne présentent pas de symptômes évocateurs de la Covid-19 et d'être testées, en conséquence, sur la présence du variant britannique ou nigérian, selon le cas.

- 2- Les chiffres donnés quotidiennement par le ministère en charge de la santé.

Une question se pose : ces chiffres prennent-ils en compte les cas confirmés d'infection par le Coronavirus, de guérison et de décès au sein des établissements de santé de l'armée et de la sûreté nationale. Ces chiffres prennent-ils en compte les cas confirmés de Coronavirus, de guérison et de décès au sein des établissements pénitentiaires.

- 3- Une assurance erronée.

Les chiffres avancés par le ministère en charge de la santé donnent une assurance erronée aux citoyens qui croient, à tort, que l'Algérie est parvenue à vaincre le Coronavirus ou que l'épidémie est loin derrière nous. Ce qui explique en partie, certes, le relâchement quasi-total constaté dans les rues des villes et villages de notre pays.

Le fait de se conformer à l'obligation de porter un masque de protection est devenu une exception, et le regard de l'autre sur cette conformité à une obligation sanitaire et réglementaire exprime de l'étonnement, de l'incompréhension et de la compassion.

- 4- Une immunité collective ?

Des professeurs en épidémiologie et en immunologie affirment, sans sourcilier, que notre pays a atteint une immunité collective du fait que les citoyens ont été infectés par le Coronavirus, sans développer de symptômes de ce virus (personnes asymptomatiques).

Un pareil langage venant, de surcroît, de sommités en épidémiologie et immunologie est dangereux et va assoier chez le citoyen l'idée fausse que l'épidémie est vaincue.

De pareilles affirmations peuvent produire et produire un effet de légitimation du citoyen à ne pas se conformer au dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

De plus, une question mérite d'être posée : pourquoi cette situation d'immunité collective par une contamination générale n'est pas survenue dans d'autres pays où la contamination a touché des millions de personnes.

Est-ce l'Algérie est unique dans son climat, dans son environnement, dans la circulation du virus et dans la contamination «douce» des uns et des autres pour qu'elle ait développé une immunité collective.

- 5- le test de dépistage.

Les chiffres bas avancés par le ministère en charge de la santé peuvent s'expliquer par le fait que notre pays n'a pas organisé d'opérations de dépistage à grande échelle du virus SARS-CoV-2 au sein de la population.

En effet, le dépistage à large échelle par le recours au test PCR ou antigénique pour connaître la prévalence de ce virus au sein de la population a été ignoré. Il est vrai que cette opération ne pouvait être menée, étant donné que la disponibilité du réactif pour la PCR était problématique. Les ruptures en disponibilité du réactif étaient récurrentes, même dans les établissements hospitaliers. Alors, que dire si les pouvoirs publics se seraient engagés dans des opérations de dépistage à grande échelle.

C'est par la faute de moyens. Mais, là, il ne faut pas oublier que le Président de la République avait déclaré le 31 mars 2020 être prêt à mettre sur la table un milliard de dollars US pour combattre cette épidémie. Le gouvernement n'a pas suivi, n'a fait preuve d'aucune anticipation, d'aucun esprit d'initiative. Il s'est com-

plait dans une posture purement réactive, même pour l'acquisition du vaccin.

Il a fallu une injonction directe et ferme en date du 20 décembre 2020 du Président de la République, de son lit d'hôpital en Allemagne, pour que les choses commencent à bouger. Mais, c'était trop tard. La preuve et à ce jour, l'Algérie a acquis seulement 300 000 doses de vaccin, dont 200 000 doses sont un don chinois, ce qui peut suffire à vacciner 150 000 personnes à raison de deux (2) doses par personne.

En conclusion, que chacun fasse son boulot, exerce ses attributions et exécute fidèlement et scrupuleusement les directives du Président de la République, à charge pour le chef de l'exécutif de sanctionner, positivement ou négativement, les ministres et autres hautes autorités administratives pour avoir ou non donné les instructions nécessaires qui s'imposent et surtout veiller ou faire veiller, sous leur entière responsabilité, à leur exécution conforme et diligente.

Ici, ouvrons une parenthèse pour laisser place à une digression. Le temps du laisser-aller, le temps de la bureaucratie rampante et envahissante, le temps de la soumission, voire de la servilité tel ou tel responsable à une autre autorité au détriment de la loyauté envers l'Etat et la Nation doit être à jamais banni. Il faut faire preuve de volonté, d'autorité et d'équité. Il n'existe pas d'autre issue pour l'Algérie nouvelle, la République nouvelle.

Assez des ministres qui insultent le peuple, qui violent la loi et qui versent dans la démagogie et le populisme, l'Algérie nouvelle tant voulue par le Président de la République doit être ancrée définitivement dans la droiture, dans la compétence, la probité, la sincérité, la loyauté, la transparence, le dévouement, l'amour du pays, le pragmatisme, la défense des intérêts de la Nation et non des intérêts privés et dans le respect plein et entier du sacerdoce d'être toujours au service du peuple.

«Le peuple est la source de tout pouvoir. La souveraineté appartient exclusivement au peuple» et «Les fonctions et les mandats au service des institutions de l'Etat ne peuvent constituer une source d'enrichissement, ni un moyen de servir des intérêts privés». Ces dispositions des articles 7 et 24/2<sup>ème</sup> alinéa de la Constitution ne doivent pas être seulement un slogan creux et sans aucune consistance, au contraire, elles doivent être une réalité vraie ainsi que le véritable et l'unique socle d'enracinement et d'exercice du pouvoir dans notre pays, l'Algérie.

Etre ou ne pas être, telle est la question et telle sera la question. Soit on construit un Etat légitime et fort de ses institutions qui puisse restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés, soit on perdure dans un Etat où la volonté de telle ou telle personne est au dessus de la loi et du règlement. Et, où les institutions ne sont qu'une façade, un leurre, une pure fiction tant elles sont au service personnel de ceux ou de celles qui en ont la charge et de leurs «parrains».

Oui, on peut changer la donne, mais à condition d'être exemplaire et juste, de faire en sorte que force doit rester toujours à la loi, d'instaurer une véritable et effective abnégation dans l'exercice des attributions et prérogatives dévolues, d'assurer une veille effective sur l'exécution des décisions prises, de se conformer strictement à la réalité des faits et à la faisabilité des décisions à prendre avant de trancher et de s'imprégner de la rigueur et de la rationalité dans la dépense des deniers de l'Etat avant de décider de projets qui sont onéreux et qui ne sont porteurs d'aucune source de création de richesse. En somme, on devrait faire un état des lieux et adopter une politique réaliste et pragmatique de petits pas pour consolider, rénover, restaurer et réhabiliter notre infrastructure, dans son sens large, nos entreprises publiques, notre patrimoine. Assez de nouveaux projets, consolidons et modernisons nos acquis. Là, fermons cette parenthèse, cette digression.

Le mot de la fin sur le Coronavirus (Covid-19) en Algérie, et en cas de remontée significative des cas d'infection et de décès, la responsabilité directe et entière des autorités politiques concernées devrait être engagée, au plan pénal, pour non assistance à personne en danger et homicide involontaire.

\* Ex-magistrat militaire



# La république mise au rouet

Par Benabid Tahar\*

Après une trêve de plusieurs mois, dictée par la crise sanitaire induite par la covid-19, le Hirak a marqué son retour avec éclat; il semble s'inscrire dans la durée. De leur côté, les autorités tentent cahin-caha à contenir le mouvement et œuvrent, à leur manière, à résorber la crise par tous les moyens en leur pouvoir. Campant sur leurs positions respectives, échangeant avec acerbité diverses accusations, les deux parties ne cherchent pas à s'accorder sur une quelconque forme de dialogue. Leurs approches sont assurément aux antipodes les unes des autres, deux logiques apparemment inconciliables. Simplement dit, les deux antagonistes ne sont pour l'heure pas prêts à s'asseoir autour d'une table. Soit souligné au passage, Il n'est pas dans l'esprit du présent article de désigner des responsables de la discorde. Néanmoins, afin d'y voir plus clair, je nous invite à visiter chacun des deux camps afin d'observer de plus près l'atmosphère qui y règne, en prendre la température. En me forçant d'être impartial, je tenterai ensuite une modeste analyse de synthèse, en me tenant le plus loin possible de toute idéologie ou opinion arrêtée, le plus proche possible de l'objectivité factuelle.

**Le Hirak** est un mouvement revendicatif horizontal, une dynamique populaire qui se veut jusqu'à présent une sorte d'esprit révolutionnaire dans un corps hétérogène, bouillonnant et sans tête, du moins en apparence. Nature qui fait sa force du fait qu'elle rend insaisissable pour ses adversaires ; ce qui à certains égards réduit sa vulnérabilité. En revanche, en l'absence de leaders pour l'encadrer, de programme politique et de projet social consensuels, sa cohésion demeure fragile, à entretenir avec délicatesse. Les hirkistes, en majorité des congrégations de croyants en la démocratie, épris de justice et de liberté, reviennent depuis quelques semaines avec fervor pour rappeler qu'ils n'ont jamais abjuré leurs idéaux. La révolution aux belles couleurs immarcescibles, aux allures de fantasmagorie, redonne de la vie et de la vigueur à certaines de nos villes. Les citoyens réinvestissent l'agora, laissent libre cours à leurs émotions, pour réaffirmer leur détermination à en découdre avec un système pervers, désuet, incapable de faire sa mue et voué aux gémonies ; dont la conception même est perçue comme un humus de pensées d'une époque révolue. En clair, ils attestent avoir définitivement pris fait et cause contre un système datable au carbone quatorze, devenu acariâtre. Ils répètent sans cesse à qui veut l'entendre que le régime politique qui a régné jusqu'à présent est suranné, obsolète. Avec des nuances, je souscris à ce constat, en prenant soin de rappeler qu'à chaque période historique sa sociologie, sa philosophie, son savoir, et son modèle économique qui pour ainsi dire orientent les choix politiques et donnent forme à l'esprit de l'époque. Les animateurs du Hirak reprochent justement aux défenseurs du système de ne pas se rendre à cette évidence. Ils soupçonnent d'ailleurs une collusion entre les tenants du pouvoir, réel ou supposé, les survivances du système bouteflikien et des soutiens de pays étrangers pour mettre fin à un mouvement qui menace la survie du régime.

Le sentiment anti-pouvoir prégnant, ils exigent le départ pur et simple de celui-ci; un préalable à toute possibilité de dialogue ou de négociation. Une préface à une histoire qu'ils souhaitent écrire de leurs propres mains, en toute souveraineté, mais qu'il sera particulièrement difficile de transcrire sur le parchemin de la réalité du terrain. Unis par un esprit de corps forgé dans une cause éminemment noble à leurs yeux, les citoyens partisans du Hirak sont plus déterminés que jamais. Ils s'autorisent l'espoir, ils rêvent d'un avenir meilleur pour leur pays, une fois libéré des serres du pouvoir. Ils sont convaincus que la tourmente révolutionnaire finira inexorablement par mettre ce dernier à genoux ; le but ultime étant de l'enterrer pour toujours. L'enjeu est de replacer le pays dans l'histoire contemporaine où la notion de citoyenneté est centrale et l'équilibre des droits et devoirs entre gouvernants, démocratiquement élus, et gouvernés, détenteurs de la souveraineté, est fondamental. A ceux qui préviennent du chaos, les hirkistes semblent répondre : nous sommes curieux de voir à quoi ressemble ce chaos ; il est certainement moins laid que le système que nous combattons. Ainsi sont l'état d'esprit et les idées dominantes qui animent les citoyens fi-

## Bon gré mal gré, perdure le bras de fer entre les tenants du pouvoir et les citoyens qui manifestent chaque semaine leur mécontentement dans les artères et places publiques de nos cités.

dèles à l'esprit du Hirak authentique originel. Pour rappel, avant la démission forcée de Bouteflika, le mouvement avait une orientation claire et s'articulait autour de revendications qui faisaient l'unanimité au sein de la quasi-totalité du peuple algérien: pas de cinquième mandat, mise au rebut du système et construction d'un Etat de droit. Au fil du temps, des revendications d'ordre idéologique, religieuses ou identitaires, se sont manifestées par ci par là, provoquant quelques fissures, au demeurant jusqu'alors mineures, et réaffirmant une diversité qu'il appartient aux algériens d'admettre et d'assumer. Pour autant le Hirak n'a pas sombré dans le grand schisme que d'aucuns prédisaient ; que le pouvoir est accusé de vouloir provoquer par diverses manœuvres dilatoires, par la diversion et autres tentatives de semer la confusion et la division au sein du mouvement populaire. A noter que des franges de la société, même si elles sont de cœur avec le Hirak, restent spectatrices d'un bras de fer qui engage pourtant leur avenir. Enfin, il convient de souligner que malgré les divergences politiques, idéologiques, ou autres, l'ambiance a toujours été bon enfant dans les manifestations ; le civisme, le pacifisme et la fraternité dominant l'atmosphère. Outre l'aspect revendicatif, les algériens "marchent ensemble", vivent ensemble des moments inoubliables. C'est beau ! C'est fantastique ! Il n'empêche qu'on doit aujourd'hui faire preuve de réalisme : questionner le mode de fonctionnement du Hirak, s'interroger sur sa nature et sur son devenir. Les citoyens ne savent pas comment va se terminer le bras de fer. Ils savent en revanche ce que veut le mouvement populaire et comment gagnera-t-il la partie : le changement radical du système sera obtenu grâce à une forte mobilisation citoyenne, continue et persévérante. Le tout est de savoir si un tel défi pourrait être relevé, si le pari serait réussi et à quel prix ?

**Les détenteurs du pouvoir** affichent publiquement -par la bouche du président de la république et son gouvernement, via les canaux officiels de communication et les médias- leur adhésion au principe du changement et leur volonté de tout mettre en œuvre pour y parvenir. Sauf que, selon leur conception de l'Etat, le tout doit se faire dans le cadre de la légalité constitutionnelle, suivant leur propre feuille de route. Autrement dit, leur départ n'est pas à l'ordre du jour et aucune autre approche n'est pour le moment envisageable. Les élections présidentielles du 12 décembre 2019, le référendum constitutionnel du 1<sup>er</sup> novembre 2020, la dissolution de l'Assemblée Nationale Populaire et l'organisation prochaine des législatives, prévues pour le 12 juin 2021, en sont la meilleure démonstration. La faible participation des citoyens aux précédents rendez-vous électoraux ne détourne apparemment pas le pouvoir de ses objectifs. Le chef de l'Etat, les membres du gouvernement et autres commis de l'Etat promettent une "nouvelle Algérie". Les supports médiatiques en font régulièrement la promotion. Il reste qu'une équipe gouvernante n'est pas comptable que de ses intentions, elle l'est surtout de ses actes et de ses réalisations. Wait and see ! Le pouvoir vante les mérites du "Hirak originel béni", qui a libéré le pays des griffes de la coterie de Bouteflika et sa clientèle, désormais affublés du sobriquet "Issaba" ; qui veut dire gang de malfaiteurs ou de brigands. Du point de vue officiel, l'Etat a pris à son compte les revendications des citoyens ; il en a déjà satisfait une partie importante et s'emploie à réaliser le reste. Il invite le peuple à adhérer à son projet, la nouvelle Algérie, et à ne pas se laisser abuser par des perturbateurs qui mettent en danger la stabilité du pays et hypothèquent son avenir. Il use en même temps d'une dialectique sévère pour admonester les "opiniâtres activistes" du Hirak, dont les plus actifs sont parfois emprisonnés ; même relâchés un certain temps après, l'épée de Damoclès reste suspendue au dessus de leurs têtes.

Les chefs d'accusation, rendus publics par les médias, sont toujours les mêmes : perturbation de l'ordre public, atteinte à l'unité nationale, incitation à attroupement non autorisé, etc. Pointée du doigt, la main étrangère qui nous veut du mal, qui trouve intérêt à ce que notre pays demeure en crise, est évidemment là pour manipuler qui peut l'être, pour jeter de l'huile sur le feu. Il va sans dire que les privilégiés du système s'investissent pleinement pour le maintenir ; il y va de leur

survie. Ils nous prédisent le chaos si le système venait à s'effondrer. Ils préviennent contre l'infiltration du Hirak par des courants idéologiques qui visent à déstabiliser le pays, dans le but de s'emparer du pouvoir.

Une vérité pour les partisans du système et ses clientèles, que le camp adverse perçoit et dénonce à son tour comme une manœuvre de plus pour semer le doute et la discorde dans le but de conduire le Hirak à l'implosion. L'existence dans les centres de décision de courants aux points de vue différents, pour ne pas dire opposés, n'est un scoop pour personne. Sans être dans les arcanes du pouvoir, on imagine bien la présence en son sein d'une aile dure qui aurait tendance à user de la force pour mater les manifestants et mettre un terme à ce soulèvement, de plus en plus pesant. Toutefois, elle semble jusqu'à présent peu écoutée. Outre les arrestations et autres restrictions imposées aux citoyens, le pouvoir fait globalement preuve d'une certaine retenue dans la gestion sécuritaire des manifestations hebdomadaires pour éviter la confrontation frontale avec les citoyens, qui pourrait déboucher sur l'irréparable. Il faut reconnaître que le civisme et le pacifisme des manifestants l'y aide en cela ; l'y oblige dirons certains. Par ailleurs, les mesures d'apaisement atténuent peu ou prou avec la coercition, visant à contenir le mouvement de protestation et à ramener les manifestants à de meilleurs sentiments; autrement dit les appeler à la raison qui leur ferait épouser la thèse officielle, seule à même de servir les intérêts du pays. En finalité, le pouvoir, qui a plusieurs fers à son feu, mobilise ses troupes et ses moyens pour honorer au plus vite le Hirak par un requiem. Il voudrait en finir dans les meilleurs délais avec une crise qui, faut-il le reconnaître, a un coût économique considérable et des répercussions sociopolitiques très préoccupantes, voire désastreuses. En cela, il a parfaitement raison, mais à qui la faute ? En tout cas, les tenants du pouvoir, à l'instar des citoyens, ne savent ni quand ni comment s'arrêteront les "hostilités", encore moins qui en sortira "vainqueur". Pour l'instant, le pouvoir s'enferme dans un dilemme inexorable : mettre coûte que coûte fin au Hirak ou rendre le tablier.

**Résumons la situation.** Les hirkistes purs et durs, soutenus par des citoyens, tiennent à leur revendication du "yatnahaou gaa". Si une telle posture venait à perdurer, elle ne laisserait au régime que deux choix : la démission ou le règne par la force. La nature du système, à moins d'un changement imprévu ou entamé mais encore invisible, incline généralement vers la seconde option. En d'autres termes, faute de volonté partagée pour convenir d'une issue intermédiaire négociée - une troisième voie que d'aucuns ne manqueraient pas d'interpréter, à tort ou à raison, comme étant une ruse du pouvoir – s'engagera indubitablement une épreuve de volonté d'éliminer l'autre, où celui qui tiendra le dernier quart d'heure gagnera. Deux scénarios sont alors possibles; nul ne peut raisonnablement parier lequel a la plus forte probabilité de se produire. L'érosion du pouvoir d'achat des citoyens, le chômage qui touche de plein fouet les jeunes, la crise économique qui s'aggrave, le ras le bol, les tensions socio économiques qui se succèdent à un rythme effréné depuis des mois et autres fléaux de ce registre, auxquels viennent s'ajouter de temps à autre des déclarations provocantes de certains responsables ou des décisions prises mal à propos, sont autant d'ingrédients qui plaident en faveur du renforcement du Hirak. Dans l'hypothèse où celui-ci atteigne l'ampleur qu'il eut durant ses premiers mois d'existence, il mettrait les tenants du pouvoir dans une situation très inconfortable, les acculerait dans l'impasse. Il leur restera alors trois choix, difficiles à digérer : la négociation de leur départ ; la confrontation violente, en quelque sorte le quitte ou double ; ou bien la capitulation, qui sous entend la sortie par la petite porte. Dans les trois cas de figure, les hirkistes auraient eu gain de cause. Cependant, il n'est pas dit que les choses se passeraient ainsi à coup sûr. Un second scénario est fort probable ; il met en scène l'effritement du Hirak, autrement dit sa défaite. Il est admis qu'au-delà d'une certaine mesure, le poids de la longévité d'un mouvement finit généralement, ne serait-ce que sous le coup de la lassitude, par l'affaiblir, remettant par conséquent en cause les espoirs qu'il sus-

cite. Les événements se banalisent souvent par leur fréquence et leur redondance. Inutile d'épiloguer en sus sur les effets néfastes qu'auraient le doute et la suspicion, encouragés ou provoqués par le camp adverse, qui pourraient s'installer avec le temps dans les rangs des hirkistes, de leurs sympathisants et de leurs soutiens. Tous ces éléments contribuent à fragiliser d'avantage le mouvement au point d'en faire une proie facile pour ses adversaires. Dès lors, les coups de boutoir qu'il ne manquera pas d'éprouver le videront de sa substance, le rendront exsangue et finiront par l'achever. Le système consolidera alors ses positions et s'installera confortablement et durablement au palais royal. Hélas, quelque soit le gagnant, l'Algérie, subissant déjà de plein fouet les affres d'une crise multidimensionnelle aigue, livrée en pâture aux professionnels de l'information sensationnelle, voire de la désinformation, risque fatalement d'y laisser ses plumes. Que diable sommes-nous condamnés à jouer l'avenir de notre pays à la roulette russe ? Nul n'ignore que les extrêmes, dans un camp comme dans l'autre, sont aux aguets, prêts à l'assaut. Si la crise s'exacerbe au point de devenir incontrôlable, ils pourraient profiter d'un contexte de confusion, favorable à tout prédateur venant, pour frapper fort : le coup de grâce pour la république.

Je n'allais pas oublier d'évoquer ici la position ambiguë adoptée par une certaine classe politique, qui se définit de l'opposition, dont une bonne partie a tourné casaque depuis la chute du régime de Bouteflika, qu'elle soutenait pourtant ouvertement. Prise à dépourvu par l'évolution des événements dont l'issue est imprévisible, faisant fi des ses prétendus principes démocratiques, entraînée par ses grossiers calculs politiques, elle ne prend pas le risque de miser sur un seul cheval. Elle revendique tantôt sa pleine adhésion au mouvement populaire et flirte tantôt avec le pouvoir. C'est ce que les Anglais appellent "parler des deux côtés de la bouche" ; dieu nous en garde ! Pour revenir à l'essentiel, force est de reconnaître que l'heure est grave. S'impose alors une question centrale et lancinante. Existe-t-il des chances d'aboutir à une solution avec un Hirak qui ne désarme pas, face à un pouvoir qui reste droit dans ses bottes ? Peut être répondrais-je, non sans un tantinet de doute. D'aucuns jugeront la question et la réponse indécentes ; je m'en doute mais je signe. Poser les bonnes questions -qui dérangent- c'est à mon sens titiller le coin du bon sens et provoquer la vérité ; c'est ce qui importe le plus. Quant aux "vertueuses indignations" des uns ou des autres, d'un quelconque bord, je pense qu'on ne devrait point y prêter attention dès lors qu'elles détournent le regard de la vérité ou s'opposent à elle. Il n'est pas raisonnable de se laisser piéger par ses passions, par ses ambitions de pouvoir, ou par ses désirs, au point d'ignorer l'équivoque de la réalité. Par ailleurs, toute forme de dévotion sans esprit critique, sans questionnement ou remise en cause est nuisible à la personne et à la cause, ou projet, qu'elle porte.

La noblesse d'une cause cesse de l'être dès qu'elle se radicalise et sa justesse tombe en discrédit lorsqu'elle glisse vers l'illusion, qu'elle se déconnecte de la réalité. En bref, n'en déplaise à certains, ni le romantisme révolutionnaire, fut-il pur et sincère, ni l'entêtement du pouvoir ne servent l'intérêt du pays. Ce pourquoi je m'impose le devoir d'attirer l'attention de mes compatriotes sur le fait que lorsque le danger qui guette la nation devient imminent et inévitable, les concessions, de part et d'autre, s'imposent comme la seule issue, la seule voie de salut. Reste à s'entendre sur les mécanismes de dialogue, ou de négociation, susceptibles d'être agréées par les deux parties. Dans cette optique, il est de mon point de vue souhaitable que les animateurs du Hirak réfléchissent dès à présent à l'organisation et l'encadrement de leur mouvement afin de préparer le terrain à une possible sortie de crise, que nous souhaitons heureuse. Enfin, au vu des expériences tentées par le passé, chacun doit se rendre à l'évidence que des réformes dans le cadre du régime établi ont des chances d'aboutir quasi-nulles. L'histoire nous enseigne que la rupture avec un système politique ne se produit que sous l'effet d'un choc provoqué par une crise de grande ampleur ou une révolution. Le Hirak est pour le cas de notre pays le choc béni. Il s'agit maintenant de l'exploiter intelligemment pour réaliser l'essentiel des changements souhaités, sans pour autant rompre avec la continuité et la pérennité de l'Etat, à ne pas confondre avec le pouvoir.

\* Professeur  
Ecole Nationale Supérieure de Technologie



Par Medjdoub Hamed\*

Qu'en est-il de cette « humanité qui se débat » dans ce mouvement sans fin de l'histoire. Une histoire constituée à la fois de développements et de régressions, d'avances et de reculs. A l'image même des cycles économiques, une phase ascendante suivie d'une phase descendante, et ainsi de suite. Au point qu'aujourd'hui, le progrès du monde ne se comprend plus, « avance-t-on ou régresse-t-on ? » Les temps passés sont-ils meilleurs que ceux qui viennent. Et à cette question cruciale du sens de la flèche du temps, que se pose la question : qu'apporte l'approche de Nikolai Kondratieff sur les crises économiques longues récurrentes émise il y a 90 ans sur le sens de l'histoire ?

## UNE APPROCHE CYCLIQUE SUR LE TEMPS DE L'HISTOIRE

Il faut rappeler seulement il y a un peu plus d'un siècle, les hommes se transportaient sur des carrosses tirés par des chevaux, ou utilisaient des charrettes pour transporter leurs marchandises. Le cheval, l'âne, à dos d'homme ou des attelages sur des hommes, y compris la navigation par la rame ou les voiles ont été les moyens privilégiés pour les déplacements et les voyages. Il n'y avait pas d'autres moyens, et après d'incroyables péripéties faites de découvertes scientifiques dans tous les domaines, inimaginables à l'époque, et d'applications sur le terrain du progrès, de guerres meurtrières qui ont au contraire accéléré le progrès et y ont concouru bien plus à l'évolution du monde, une démographie à peine perceptible qui s'est transformée aujourd'hui en menace au point que les Etats adoptent des moyens pour diminuer le flot des naissances, le monde fit connaissance de l'automobile, de l'avion subsonique à l'avion supersonique, de l'énergie nucléaire, des vols spatiaux, la révolution dans la médecine, et aujourd'hui la toile mondiale d'Internet, la face du monde s'est vue radicalement changée.

Ce rappel est nécessaire parce qu'il met en évidence une accélération de l'histoire en un peu plus d'une centaine d'années et d'une vitesse qui n'a pas son égale par le passé. En 3000 ans, le monde n'est entré réellement dans la modernité que depuis 1900, le XXe siècle a été une véritable rupture avec les siècles passés. Un « siècle de transition » entre les environ 3000 ans passés et les mille ans à venir, et le XXIème siècle préfigure déjà des changements intenses et considérables dans le comportement de l'humanité sur tous les plans.

Précisément, cette incroyable dynamique de l'accélération du temps a été partiellement théorisée sur le plan économique par Nicholas Kondratieff, dès les années 1920. Ancien révolutionnaire russe, adjoint au ministre du ravitaillement des gouvernements, économiste brillant, il a pu observer que le capitalisme évoluait de manière cyclique. Une phase d'expansion économique est suivie d'une phase longue de dépression, et le cycle de nouveau recommence, ce qui sous-tendrait que la phase de dépression porte en germe la phase d'expansion, i.e. la crise étant le moyen par lequel le capitalisme se réorganise. Cette thèse « contredisait déjà la théorie marxiste » qui affirme que la crise provoquerait la chute du mode capitaliste. Théorie sur les cycles qui lui valut d'être condamné par le régime soviétique au Goulag puis fusillé en 1938.

Malgré ses contradictions, le quatrième cycle de Kondratieff (1945-1992) – de nombreux économistes adhèrent à la théorie de N. Kondratieff – fait ressortir la débâcle économique de l'Union soviétique. Elle cessa d'exister en décembre 1991. L'économiste russe a eu une vue prémonitrice. Le régime communiste a été une « aporie nécessaire de l'histoire » que le capitalisme a vite refermée comme une brève parenthèse de l'Histoire.

La théorie de Kondratieff, en termes purement économiques, décrit une phase ascendante qui s'accompagne d'un excès d'investissements et donc l'octroi de crédits par les banques (création monétaire) qui provoque une hausse des prix. D'autre part, une phase ascendante fait généralement intervenir de nouveaux acteurs dans les échanges économiques, ce qui se traduit par une opposition d'intérêts et de concurrence, affectant les coûts sur les produits. La création monétaire et l'inflation qui en résulte qui provoquerait le resserrement monétaire (hausse des taux d'intérêt par les banques) ralentirait la production. Il s'ensuit un point de rupture durant lequel l'activité économique décline rapidement. La baisse des prix due à un excès de l'offre et à une baisse de la demande enclenche la phase de retournement. La crise apparaît au grand jour. Ce n'est qu'après que la phase dépressive ait expurgé ses excès que le cycle peut recommencer au cours duquel de nouveaux moteurs dans l'innovation économique apparaissent. Moteurs qui n'existaient pas dans le cycle passé. Ainsi, si des phénomènes se répètent régulièrement sous l'influence de facteurs endogènes, et donc si le passage de la phase A à la phase B est endogène, causée par le déclin du taux de profit, le passage de la phase B à la phase A dépend pour sa part de causes exogènes qui n'avaient aucune rai-



## Cycles économiques et tournant inattendu de la conjoncture économique 2019-2021

son de se produire nécessairement. Mais l'histoire confirme que le cycle qui revient ne procède pas à l'identique, que des causes exogènes entrent à la fois dans une nouvelle configuration du champ économique que dans le redressement durable qui permettent de renouer avec une nouvelle phase d'expansion longue. C'est dans cette optique que Kondratieff semble identifier des cycles récurrents tous les 40 à 60 ans, en prenant pour référentiel la fin du XVIIIe siècle, époque jugée comme posant les assises d'une histoire économique structurée de l'humanité. Avant cette date, il n'y avait pas pour ainsi dire une économie à l'échelle-monde. Il fit ressortir à partir de cette date trois cycles longs :

- Le premier cycle est daté de 1789 à 1849. La phase A dure jusqu'à 1814, la phase B jusqu'à la fin du cycle.
- Le deuxième cycle de 1849 à 1896. La phase A dure jusqu'à 1873, la phase B de 1873 à 1896 qui fut l'époque de la Grande Dépression (déflation et dépression).
- Le troisième cycle de 1896-1945. La phase A dure jusqu'à 1920, la phase B jusqu'en 1945.
- Pour le quatrième cycle 1945-1992, il ne voit pas la fin du fait de sa déportation et de son exécution.

### LES CYCLES, UN DÉDALE DE CRISES QUI ONT UN SENS POUR FAIRE AVANCER LE MONDE

La plupart des économistes ne considèrent pas la théorie de Kondratieff comme suffisamment fiables. Les auteurs soviétiques qualifient cette théorie « d'erronée et de réactionnaire » (Encyclopédie citée par Eric Bosserelle, 1994, p.22). Ernest Mandel rejette l'idée de cycle systématique d'une cinquantaine d'années. Pour lui, les cycles sont influencés tant par la baisse tendancielle du taux de profit que par la lutte des classes qui module, de manière originale et à chaque fois différente, la durée du cycle (Mandel, 1980 et 1997, chapitre 4). Paul Samuelson parle de « science-fiction », il a changé néanmoins d'opinion ensuite. Joseph Stiglitz, dans ses récents Principes, déclare que le « terme de cycle suggère une certaine régularité qui n'existe pas dans la réalité ». Et si l'économie « fluctue », c'est de « façon permanente » (Stiglitz, 2000, p.465 et 673).

Les critiques émises par les économistes, on ne peut en disconvenir, sont fondées. Il y a réellement un problème de normes de rationalité dans la théorie de Kondratieff, une norme exigée d'ailleurs pour toute théorie émise, et, pour qu'elle soit admise, le Kondratieff demande dans les débats un large consensus. Cependant, s'il ne recueille pas un large consensus, le Kondratieff ressort à chaque fois qu'une crise économique ne se résout pas rapidement. Présentant des singularités inexplicables, les ressemblances avec les crises passées plus ou moins formelles, le cycle long, ou pour certains économistes des « ondes longues », demeure une énigme. Et le sens de la crise qui resurgit reste toujours inexplicable. Pour la compréhension des phénomènes de crise, ne faut-il pas sortir des explications classiques y

compris des réfutations et critiques de la théorie de Kondratieff, et aborder le cycle comme l'a vu l'économiste russe non comme un simple processus cyclique récurrent, mais comme un phénomène qui se déploie et interagit dans le développement même de l'histoire. Le caractère cyclique des crises ne sont pas seulement une évolution périodique des prix et des crédits (une phase à la hausse, une phase à la baisse), mais un écheveau où les crises sont des « instruments » pour faire aboutir l'histoire. Dans le sens que l'histoire d'aujourd'hui n'est pas l'histoire d'hier, et l'histoire de demain ne sera pas l'histoire d'aujourd'hui.

Les crises économiques sont ce qu'elles sont parce qu'elles sont complexes et appartiennent au « continuum du Temps ». Dont on ne peut considérer que des parties et par abstraction. Même si les banques ont joué un rôle essentiel dans les crises, elles ne peuvent être seules au centre de l'explication. Parce que la question se poserait pourquoi les banques ont joué ce rôle en relâchant à l'excès le crédit. Pourquoi au début du cycle, le dérèglement du système n'a pas été observé. Ce n'est que lorsque l'excès du crédit est porté à son comble et la spéculation qui a suivi a tendu les ressorts économiques à l'extrême, que le renversement qui s'est opéré devenait inévitable. Le système dopé « artificiellement » ayant atteint ses limites ressemblait à une corde tendue qui rompait (forces au-delà de sa solidité).

En réalité, dans toute crise économique majeure, il y a une « herméneutique » qui joue dans son développement, et son avènement a par conséquent un sens. On ne peut prendre argent comptant que c'est la « poussée spéculative des marchés boursiers et le relâchement des banques » qui sont les causes « essentielles » de la crise. Certes, le lien de causalité est certainement vrai sur un plan purement économique comme la sanction prise par la Banque centrale pour arrêter la spirale spéculative. Bien que la Banque centrale soit la première responsable dans la crise puisqu'elle l'a « architecturée » par sa politique ultra-expansive, ce mouvement de cause à effet n'explique pas pourquoi le retour périodique des crises, une causalité de récurrence qui devient en plus qu'énigmatique, une « fatalité ». Ce qui revient à dire que la Banque centrale ne peut agir autrement que suivre les « oscillations du balancier économique qui régit le monde ».

Il est évident qu'il y a une nécessité d'aller au-delà de la crise. Qu'il est nécessaire de procéder à une étude dépassant les critiques sur les cycles Kondratieff, en les replaçant dans leur contexte historique. Partant du principe que ce sont les peuples qui entreprennent, qui travaillent, qui spéculent, qui luttent, qui s'opposent..., que la science économique se fait par eux et pour eux, que la crise économique est avant tout une crise des peuples, une crise qui marque une rupture dans leur évolution, et c'est tout cela qu'il faut prendre en considération pour tenter de comprendre les phénomènes des crises. Dans le sens hégélien, une phase dépressive vient contredire une phase expansive pour se résoudre dans son

« dépassement ». Donc, les cycles de Kondratieff tant décriés par les économistes peuvent être une approche tangible pour l'explication des crises économiques dans le développement de l'histoire. Si on y fait appel aujourd'hui, et qu'un débat de nouveau sur le Kondratieff mobilise des économistes, c'est que le niveau de connaissance atteint par la science économique aujourd'hui n'est pas à même de satisfaire la raison humaine. Et la raison humaine est raisonneuse par essence, elle cherche à comprendre et tout procédé, combien même il est herméneutique, et aucune hermétisme ne pourrait la rebuter sauf s'il ne s'inscrit pas dans la dialectique de la raison.

### LES CAUSES EXOGÈNES CHANGENT LE COURS DE L'HISTOIRE-MONDE

La crise que traversent depuis 2008 le monde et la longueur de cette phase doit nous interpeller pour nous interroger sur les nouveaux phénomènes de cette crise. Depuis 1929, il n'y a pas réellement eu de progrès dans la compréhension des crises économiques et les conséquences qu'elles entraînent en matière d'emplois, de baisses de production, d'investissements, de hausses de déficits budgétaires, d'endettement, amenant les Etats de plus en plus à un repli sur soi.

Et si la période 1789-1896 qui a vu deux cycles complètement achevés, le troisième cycle 1896-1945 et le quatrième cycle 1945-1992, et un cycle dont la phase A est achevée en 2008, nous nous trouvons transportés dans la phase B, depuis cette date. Et elle se complique avec l'intrusion de la pandémie Covid-19. Tout compte fait, cette période n'est-elle pas qu'une « Grande Phase de transition » de l'histoire de l'humanité. Et le sens de la pandémie qui frappe le monde n'est toujours pas dévoilé, et certainement il va au-delà de ce qui laisse apparaître. La crise sanitaire n'est pas seulement le problème de la santé mondiale et des moyens mis (confinement, vaccination, etc.) pour traiter la maladie. Il faut encore la discerner en tant que cause exogène qui vient « traiter » une cause endogène. Le monde ne se trouve-t-il pas dans une bifurcation de l'histoire ? Et cela est très possible lorsqu'aujourd'hui, on n'est que dans l'expectative devant des forces dont on ne comprend pas leur sens historique. Si on analysait très brièvement le troisième cycle 1896-1945, et ses deux phases ascendantes et descendantes, on s'apercevrait que les deux phases n'ont pas été uniformes. La phase A qui va de 1896 à 1920 est traversée par une période de croissance avec un point de rupture en 1914 (déclenchement du Premier conflit mondial), entraînant une décroissance économique. La phase B qui va de 1920 à 1945 est elle aussi marquée par une période de croissance dans les années 1920 avec un point de rupture en 1929 (le krach de Wall Street) et la Grande dépression qui suivit dans les années 1930, à l'issue de laquelle un autre point de rupture a surgi en 1939 et rompu le système-monde (Deuxième Conflit mondial).

Suite en page 11

\*Auteur et chercheur spécialisé en Economie mondiale, Relations internationales et Prospective.



# Spécialistes du Sud : une mauvaise solution pour un vrai problème

**« Les médecins généralistes exerçant au Sud pourront accéder à la formation de spécialistes sans devoir passer le concours de résidanat »  
C'est ce que vient d'annoncer par voie de presse le ministre de la Santé.**

Par Bouchikhi Nouredine\*

Une décision qui amène à faire im-  
pérativement des commentaires  
au vu des conséquences qu'elle  
pourra avoir sur la qualité des  
soins, la crédibilité des diplômes  
et sur le moral de la corporation  
médicale qui a toujours cru que les connais-  
sances, les compétences et les diplômes ne pouvaient  
se décréter mais bien au contraire elles se mé-  
ritent et exigent des sacrifices et un travail ardu et  
de longue haleine surtout quand il s'agit de la  
santé du citoyen.

Si les objectifs escomptés derrière cette déci-  
sion qu'on espère pas tout à fait encore tranchée-  
sont louables : doter les structures des hauts pla-  
teaux et du sud de compétences pour la prise en  
charge des malades établis loin des grandes mé-  
tropolises du nord qui regorgent de CHUs et éta-  
blissements spécialisés et surtout d'une forte con-  
centration de spécialistes ; cette décision par con-  
tre ne semble pas cerner les nombreux problè-  
mes qu'elle aura à poser ; au lieu de prendre le  
taureau par les cornes elle propose des solutions  
palliatives pour juguler le peu d'enthousiasme  
des spécialistes de s'établir dans ce qui est com-  
munément appelé l'Algérie profonde.

C'est au ministère de l'enseignement supé-  
rieur qu'incombe la tâche de définir les équiva-  
lences de diplômes et non à l'employeur (minis-  
tère de la santé) une confusion dans les préroga-  
tives qui aura pour conséquence la création de  
« spécialistes de seconde zone » Ceci nous rap-  
pelle fortement la période où des médecins fu-  
rent nommés au grade de professeur par le sim-  
ple fait qu'ils étaient des anciens moudjahids ou  
membres du parti unique! les répercussions de  
ces décisions ont été catastrophiques sur la for-  
mation de beaucoup de promotions de spécialis-

tes et sur l'évolution de leur carrière.

De nombreuses autres questions méritent une  
réponse ; comment ces médecins vont-ils être  
choisis ? Selon l'ancienneté ? Par tirage au sort ?  
Selon les vœux exprimés ? Ensuite ces futurs  
« spécialistes par décret » seront-ils aussi exemp-  
tés de passer les examens annuels du  
cursus spécialisé ? Ou bien accéderont-ils auto-  
matiquement les échelons d'année en année ?  
Leur formation sera-t-elle sanctionnée par un  
examen équivalent au DEMS (diplôme des étu-  
des médicales spécialisées) ? Quand on sait que  
les promotions des résidents de cette année ex-  
ceptionnelle marquée par la pandémie du Covid  
ont d'ailleurs demandé à en être exemptes et que  
la tutelle a mis une fin de non-recevoir !

Ces médecins qui auront grade de spécialistes  
finiront un jour par exiger d'avoir le même sta-  
tus que les spécialistes qui sont passés par un cir-  
cuit classique à savoir passage du concours de  
résidanat qui demande une préparation longue  
et soutenue, des contrôles annuels et en fin de  
compte l'examen du DEMS qui souvent ne sou-  
rit pas pour beaucoup à la première tentative ;  
c'est dire que le parcours est assez rude et mal-  
gré tous ces gardes fous la majorité des résidents  
ayant emprunté ce chemin de croix n'a pas man-  
qué de décrier dans diverses occasions la qualité  
de la formation à travers les manifestations et  
marches organisées durant des mois ! Rappelons-  
nous de la grève la plus longue à la fin du qua-  
trième mandat présidentiel et les marches qui  
furent réprimées sans états d'âme! Accepter cet  
état de fait ouvrira une brèche qu'il sera difficile  
de combler par la suite.

Car il s'agit là ni plus ni moins d'une injustice,  
un favoritisme et une ségrégation entre méde-  
cins du nord et ceux du sud et d'un déni du mé-  
rite et de l'effort que rien ne peut justifier même  
le manque cruel en spécialistes au sud et dans  
les hauts plateaux.

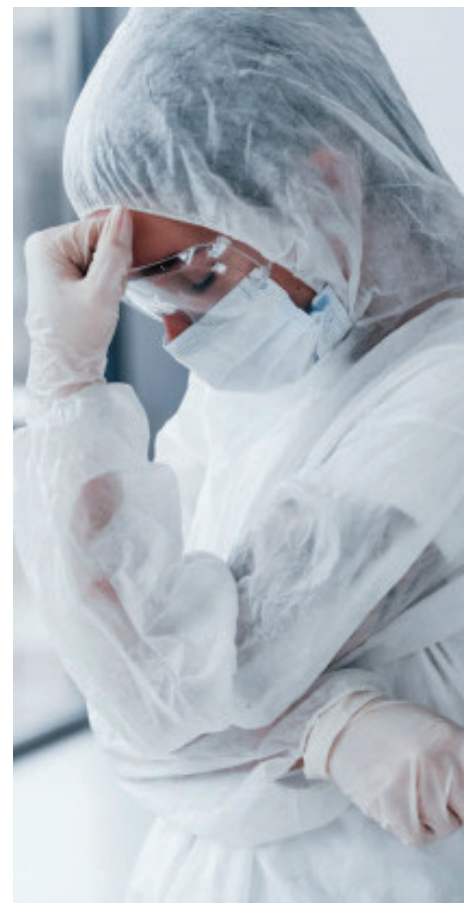
D'autres pays ont été confrontés et le sont en-  
core au problème des déserts médicaux et au lieu  
de prêcher pour le plus simple ils ont eu à pro-  
poser des solutions dont on peut s'inspirer car  
cela va de la qualité et de la crédibilité des di-  
plômes et de la formation qui souffrent déjà d'une  
dépréciation et de beaucoup de lacunes.

Dans les années 80 en France où beaucoup de  
nos compatriotes médecins ont dû s'exiler le seul  
diplôme de spécialiste reconnu était le DES (di-  
plôme des études spécialisées) pour y accéder il  
fallait obligatoirement réussir au concours clas-  
sant par mérite ; un examen des plus difficiles et  
pour pallier au manque des spécialistes et sans  
faire la moindre concession il a été instauré un  
autre diplôme ou plutôt un certificat le C.E.S (cer-  
tificate d'études spécialisées) dénommé plu tard  
le DIS (diplôme interuniversitaire spécialisé)  
ouvert aux médecins désirant recevoir une for-  
mation spécialisée et qui n'ayant pas pu réussir

au concours ou bien n'ont pas voulu le passer ;  
tout cela pour préserver au diplôme classique (le  
D.E.S) sa valeur et sa primauté ,les titulaires de  
ces C.E.S ou D.I.S bien qu'ayant suivi le même  
cursus ils ne pouvaient prétendre aux mêmes res-  
ponsabilités ou postes, ni au même profil de car-  
rière encore moins à des salaires égaux ; les pos-  
tes de travail auxquels ils étaient assujettis ce sont  
ceux qui étaient boudés par les titulaires de DES  
qui en grande majorité étaient citoyens français  
ou issus de la communauté européenne et comp-  
taient parmi eux très peu d'Algériens ; ils étaient  
affectés aux urgences ou pour assurer des gar-  
des ; ils ne pouvaient s'installer à titre privé  
qu'après avoir passé de nombreuses années dans  
le secteur public et même après ils étaient obli-  
gés d'assurer des vacations et des gardes dans  
les hôpitaux publics ;leur installation est restreinte  
à des secteurs bien définis par le ministère de  
la santé ;un long parcours du combattant les at-  
tendait pour estimer prétendre au grade de spé-  
cialiste ; d'ailleurs c'est ce qui a poussé nombreux  
de ces médecins à opter pour le retour au bercail  
et une fois au pays ils ont eu toutes les difficul-  
tés d'obtenir les équivalences, au minimum ils  
devaient passer l'examen du DEMS ; la majorité  
devaient refaire une ou deux ans de stage selon  
la décision de la commission d'équivalence pour  
pouvoir après passer l'examen du DEMS et pré-  
tendre être spécialiste. Un véritable calvaire  
auquel devait s'y soumettre tout prétendant au  
diplôme de spécialiste que ce soit le DIS français  
ou le DEMS algérien mais qui a le mérite de con-  
server au diplôme son aura.

En Algérie pour parer au manque de médecins  
au sud et dans les hauts plateaux on semble op-  
ter pour des solutions de facilité au lieu d'encou-  
rager les jeunes diplômés à s'installer dans ces  
zones désertées par l'octroi d'avantages et de  
mesures incitatives qui coûteront certainement  
beaucoup moins chères que des décisions  
irréfléchies ;car en fin de compte les populations  
du sud méritent d'avoir les mêmes chances pour  
une prise en charge optimale, ces mesures se ré-  
sument à un salaire honorable ,des moyens ma-  
tériels suffisants,une évolution de carrière  
meilleure compte tenu des conditions climatiques  
et enfin une amélioration du cadre de vie et des  
incitations fiscales pour ce qui concerne les libé-  
raux ; ce qui évitera d'avoir deux médecines à  
deux vitesses.

Cela n'empêche pas de réfléchir à créer des cer-  
tificats ou diplômes pour les médecins généra-  
listes afin d'acquérir des compétences qui font  
défaut comme par exemple le diplôme d'urgen-  
tiste qui malgré son importance n'existe pas  
encore ;les médecins qui exercent aux urgences  
apprennent sur le tas ,ils ne jouissent d'aucune  
reconnaissance officielle et restent démunis de-  
vant les pathologies qui font de plus en plus de  
victimes parmi les plus jeunes des citoyens algé-



riens comme les accidents cardiovasculaires et  
cérébraux ;les malades résidant loin des centres  
spécialisés n'ont pratiquement aucune chance de  
survivre ou bien au prix de séquelles gravissimes.  
C'est là un chantier des plus urgents qu'il  
faudrait entamer et qui ne demande pas une  
grande logistique mais une volonté et des déci-  
sions stratégiques. La gestion de la formation  
sanitaire doit obéir uniquement à des critères  
scientifiques, la formation médicale doit être mise  
à l'abri de toute tentative de politisation afin  
d'éviter de jeter l'opprobre sur les quelques di-  
plômes qui restent encore reconnus à l'extérieur  
de nos frontières, le conseil de l'ordre, les socié-  
tés savantes, les conseils pédagogiques doivent  
avoir leur mot à dire dans ce projet ils peuvent  
tout aussi à l'instar des syndicats professionnels  
contribuer à enrichir le débat et à proposer des  
solutions sans devoir redécouvrir la terre puis-  
que l'expérience d'autres nations qui ont dû faire  
face au manque cruel de spécialistes peut nous  
être utile sans pour autant devoir sacrifier la qua-  
lité de la formation et des soins.

\* Dr

# Cycles économiques et tournant inattendu de la conjoncture économique 2019-2021

Suite de la page 10

Ceci pour montrer qu'il n'y a pas réel-  
lement une uniformité dans les pha-  
ses, i.e. il n'y a pas une idée de pré-  
déterminisme dans les phases, ce  
qui veut dire que si rien n'était su-  
par avance, les phénomènes qui ont  
survi avaient une certaine valeur de « prédictibili-  
té » par précisément les « forces en présence ».

Il en va de même pour le cycle suivant. Le quatre-  
ième cycle 1945-1992 lui aussi présente deux phases  
distinctes. La phase A que l'on qualifie communé-  
ment les Trente glorieuses va de 1945 à 1973. La da-  
tation n'est évidemment qu'une approche. On peut  
attribuer la fin de la phase A en 1971 avec le déclen-  
chement des crises monétaires et la décision unila-  
térale américaine de suspendre la convertibilité du  
dollar en or à cette date. Il est évident que le problè-  
me se trouve surtout dans les conséquences et le re-  
tourneement du cycle qui a commencé avec le pre-  
mier choc pétrolier en 1973. Retournement qui a vu  
l'entrée de nouveaux acteurs dans la crise mondia-  
le. Aux causes endogènes se sont greffées des cau-  
ses exogènes. Précisément, ce sont les facteurs exo-  
gènes qui tout en influant très fortement sur la pha-  
se B qu'ils vont de nouveau peser sur la phase A du  
cinquième cycle 1992-... au point qu'ils provoqueront un « remodelage de la configuration économi-

que et politique du monde ». Celui-ci débouchera  
sur l'émergence d'une nouvelle configuration des  
institutions internationales.

Si la crise financière de 2008 marque la fin de la  
phase A du cinquième cycle kondratieff, des méca-  
nismes nouveaux ont été mis en œuvre par les insti-  
tutions monétaires internationales pour lutter con-  
tre la dépression économique durant la phase B (pé-  
riode dans laquelle le monde se trouve aujourd'hui).  
On ne peut en disconvenir sur les mesures de re-  
lance et de stabilisation de l'économie mondiale. La  
reprise économique dans le monde comme l'annon-  
cent de nombreuses institutions internationales pa-  
rait réelle, et rien n'infirme que la phase B qui s'é-  
tale depuis 2008 et probablement ira à l'horizon 2025-  
2030 ne sera pas ponctué, à l'instar des phases B du  
troisième et quatrième kondratieff, par des fluctua-  
tions de hausses et de baisses de croissance. Dans  
les phases baissières passées, l'économie-monde a  
évolué pour ainsi dire en dents de scie, les écono-  
mistes en diront des croissances en W récurrents,  
ou des cycles Juglar insérés dans les phases des cy-  
cles kondratieff.

La question qui revient dans les cycles économi-  
ques est de comprendre pourquoi « les causes exo-  
gènes à chaque fois viennent directement ou indi-  
rectement donner aux causes endogènes un nouveau  
souffle à l'économie-monde ». Par le truchement des  
cycles économiques, les situations s'éclaircissent, re-  
bondissent pour de nouveau baisser. Qu'en est-il

réellement de ces phénomènes qui interagissent par  
saccades dans l'évolution de l'humanité ?

Aussi peut-on dire que la science économique s'est  
aujourd'hui beaucoup enrichie de concepts et d'histo-  
ire économique, qu'un temps long est passé, que  
le monde n'est plus à la traction par le cheval ou  
l'âne pour le transport des hommes et des marchan-  
dises. A l'ère des TGV, des avions supersoniques,  
de l'apport de l'énergie nucléaire, des sondes po-  
sées sur la Lune, de la prospection des espaces in-  
terplanétaires, l'homme doit mieux appréhender les  
failles du système économie-monde, et bousculer si  
nécessaire les concepts admis d'autant plus que l'histo-  
ire est là, elle lui offre suffisamment de recul pour  
qu'il creuse dans le sens de la compréhension de la  
marche de l'histoire.

Mis à part les cycles courts de Juglar, Kitchin, il  
n'existe pas d'autres théories qui traitent un sujet  
aussi éminemment complexe que le cycle écono-  
mique long. Sorti du « voile économique », le  
cycle économique long peut offrir une meilleu-  
re vision, une meilleure compréhension de  
l'évolution du monde, surtout avec la crise  
sanitaire du Covid-19 aujourd'hui.

De nouveau une cause exogène qui n'a pas  
été pensée et a bouleversé l'économie mondia-  
le doit être étudiée à sa vraie valeur causale.  
Il est certain que ce que la pandémie a provo-  
qué sur le plan économique, et qui apparaît extrê-  
mement négatif sur le plan de la croissance mon-

diale et en destructions d'emplois, il demeure qu'elle  
a imprimé une nouvelle trajectoire à l'économie  
mondiale.

Et c'est cela qui n'apparaît pas et paradoxalement  
est hautement positif pour la phase B du cinquième  
kondratieff. La crise sanitaire n'est pas seulement  
sanitaire, elle est économique, elle a « impulsé »,  
« imposé » une nouvelle et formidable stratégie qui  
n'a pas été du tout pensée en 2019, et rien n'espérait  
que les tenants de l'ordre mondial allaient obtem-  
pérer aux problèmes que rencontrait une grande  
partie de l'humanité.

Et cette situation difficile qui montait pour le mon-  
de relevant de causes endogènes allait si rien n'était  
entrepris provoquer une situation pratiquement in-  
tenable pour cette humanité.

Et c'est ainsi que fit irruption ce qui n'était pas du  
tout pensé, une cause exogène à l'instar d'une guerre  
mondiale vient frapper le monde. Et s'opéra le  
retournement providentiel qui a imposé le change-  
ment de cartes à jouer pour la planète, la période  
2019-2021 a été riche d'enseignements sur tous les  
plans. Ce point concernant la pandémie doit être  
compris dans son essence dans le cycle kondratieff,  
puisqu'il permet de comprendre qu'il existe une ra-  
tionalité de fait dans la marche de l'histoire. Et c'est  
là l'intérêt de l'étude des cycles longs, qui ont une  
valeur certaine dans la compréhension de la mar-  
che du monde.

Medjdoub Hamed



# Albert Camus et la question coloniale

**Un premier constat s'impose d'emblée : tout ce que nous pourrions dire de Camus et de la guerre d'Algérie restera à jamais incomplet puisque le prix Nobel 1957 s'est brutalement tu sur cette question cette même année après avoir dit qu'il préférerait sa mère à la «justice» (il faudrait pour être plus précis parler de la justice du FLN, celle qui s'accommode des attentats à Alger notamment), et puis il nous quitta à jamais accidentellement en 1960.**

Par Hafid Adnani\*

« C'est vrai, Meursault tue un Arabe, mais cet Arabe n'est pas nommé et paraît sans histoire, et bien sûr sans père ni mère. Certes, ce sont aussi des Arabes qui meurent de la peste à Oran, mais ils ne sont pas nommés non plus, tandis que Rieux et Tarrou sont mis en avant. Et l'on doit lire les textes pour la richesse de ce qui s'y trouve, non pour ce qui en a été éventuellement exclu. Mais justement. Je voudrais souligner qu'on trouve dans les romans de Camus ce qu'on en croyait autrefois évacué : des allusions à cette conquête impériale spécifiquement française, commencée en 1830, poursuivie de son vivant, et qui se projette dans la composition de ses textes. Cette entreprise n'est pas inspirée par la vengeance. Je n'entends pas reprocher rétrospectivement à Camus d'avoir caché dans ses romans certaines choses sur l'Algérie qu'il s'efforce longuement d'expliquer, par exemple, dans les divers textes des Chroniques algériennes. Mon objectif est d'examiner son œuvre littéraire en tant qu'élément de la géographie politique de l'Algérie méthodiquement construite par la France sur plusieurs générations. Cela pour mieux y voir un reflet saisissant du conflit politique et théorique dont l'enjeu est de représenter, d'habiter et de posséder ce territoire - au moment précis où les Britanniques quittaient l'Inde. L'écriture de Camus est animée par une sensibilité coloniale extraordinairement tardive et en fait sans force, qui refait le geste impérial en usant d'un genre, le roman réaliste, dont la grande période en Europe est depuis longtemps passée. (...) »

Souvenons-nous. La révolution algérienne a été officiellement annoncée et déclenchée le 1er novembre 1954. Le massacre de Sétif, grande tuerie de civils algériens par des soldats français, est de mai 1945. Et les années précédentes, celles où Camus écrivait *L'Étranger*, ont été riches en événements ponctuant la longue et sanglante histoire de la résistance algérienne. Même si, selon tous ses biographes, Camus a grandi en Algérie en jeune Français, il a toujours été environné des signes de la lutte franco-algérienne. Il semble en général les avoir esquivés, ou, dans les dernières années, traduits ouvertement dans la langue, l'imagerie et la vision géographique d'une volonté française singulière de disputer l'Algérie à ses habitants indigènes musulmans. En 1957, François Mitterrand déclarait sans ambages, dans son livre *Présence française et abandon* : « Sans Afrique, il n'y aura pas d'histoire de France au XXe siècle. »

EDWARD W. SAÏD

Nous pouvons toujours penser que Camus n'aurait sans doute changé de position et compris l'inéluctabilité de l'indépendance de l'Algérie, avant qu'elle ne devienne réalité, comme solution extrême à une situation extrême, celle de l'asservissement colonial, même s'il refusait de cautionner les méthodes du FLN. Mais pourrions-nous affirmer pour autant qu'il fut un anticolonialiste au sens profond que nous sommes sensés donner à ce terme ? Et ceci malgré ses positions notamment dans les années 30 contre un système qui générerait des inégalités inacceptables ?

C'est bien là notre question. Camus n'a sans doute pas compris (ou s'est évertué à ne pas vouloir comprendre) le caractère «total» du système colonial selon les mots d'André Nous-



chi et selon le raisonnement duquel on peut en arriver à conclure qu'un système total ne peut être combattu que d'une manière totale... Loin par conséquent des idées (généreuses ?) et des croyances autour d'une Algérie où les anciens colonisés et colonisateurs vivraient enfin dans l'égalité et l'harmonie, et plus en phase avec ces mots implacables qui résonnent encore dans le vent tiède du monde que nous vivons, ceux d'Aimé Césaire dans son «discours sur le colonialisme» : «La malédiction la plus commune en cette matière est d'être la dupe de bonne foi d'une hypocrisie collective, habile à mal poser les problèmes pour légitimer les odieuses solutions qu'on leur apporte.»

Les anticolonialistes convaincus reprochent toujours en réalité au premier et seul prix Nobel que cette terre algérienne ait donné, de ne pas avoir été un André Nouschi, natif de Constantine, qui soutint une courageuse thèse, accablante pour le système colonial, en 1959, donc en pleine guerre d'Algérie, ou plus proche de son univers, un Emmanuel Roblès, natif d'Oran, qui fonda aux éditions du Seuil en 1951 la collection «Méditerranée» et qui révéla notamment des écrivains issus des «colonisés» ni encore un Francis Jeanson ou un Pierre Vidal-Naquet.... De ne pas finalement avoir su s'élever au dessus de la posture du «colonisateur de bonne volonté» selon les mots de Raymond Aron en 1958, d'avoir écrit dans «l'étranger» paru en 1942, l'histoire d'un hom-

me qui tire sur un «Arabe» anonyme, exprimant ainsi, malgré un passé progressiste et généreux incontestable, «l'inconscient collectif du Français d'Algérie» selon Pierre Nora qui rédigea un essai sur ce thème en 1961... Et beaucoup plus clairement d'avoir finalement épousé «le racisme des français d'Algérie» selon les courageux mots de Wassyla Tamzali, ou enfin encore d'avoir «non seulement survécu à l'apogée de l'empire», mais de survivre aujourd'hui «comme auteur «universaliste», qui plonge ses racines dans un colonialisme à présent oublié. «comme l'écrit Edward Saïd dans «Culture et impérialisme»

Rappelons aussi que le point de vue et la posture de Camus auraient été sans doute moins importants pour nous aujourd'hui, si l'auteur de «L'homme révolté» et des «Justes» n'était pas devenu, à juste titre, l'intellectuel, le philosophe important qu'il est, alors même qu'il était «au plus bas» comme le raconte un de ses compagnons de route encore vivant, Roger Grenier, au moment de sa disparition, et même au moment son triomphe à l'Académie Nobel à Stockholm. Il faut se rappeler encore que jusqu'en 1970 Jean-Jacques Brochier l'affublait de l'injuste qualificatif de «philosophe pour classes terminales» et que le manuscrit du «Premier homme» a attendu une trentaine d'années dans les tiroirs des éditions Gallimard avant d'être publié «au bon moment» et de connaître le succès. Camus le désormais grand écri-

vain et incontestable penseur reconnu, que nous admirons aussi parce qu'il est natif de cette terre commune, nous condamne néanmoins à jamais à osciller entre notre reconnaissance pour son œuvre et le scepticisme sur sa position lors d'une guerre anticoloniale dont le caractère sanglant et implacable est à l'image d'une violence coloniale que nos «triples» n'accepteront, quoi qu'il en soit, jamais.

Si nous analysons et ré-analisons aujourd'hui la position de Camus sur un problème aussi important que celui du colonialisme, sur un moment historique aussi crucial pour l'Algérie, c'est que nous aurions tant aimé que son regard fut celui d'un penseur, d'un visionnaire qui irrigue le temps de sa lucidité intemporelle. Mais nous oublions ainsi sa mère, sa famille, son enfance et sa jeunesse.... Nous oublions les traits caractéristiques de sa vie jusqu'à 40 ans, ressuscitée par Salim Bachi en 2013 dans son roman «Le dernier été d'un jeune homme» et évoquée dans le titre même («Albert Camus, fils d'Alger») de la biographie que lui consacra en 2009 Alain Vironcelet. Nous oublions que son œuvre doit aussi et surtout être pensée à travers ce prisme comme l'a fait par ailleurs Christine Chaulet-Achour dans son essai «Albert Camus, Alger» paru en 1998. Le prisme d'un jeune Algérois européen des années trente avec toutes les particularités d'un jeune Algérois européen des années trente. Nous oublions que si Jean Amrouche, comme bien d'autres, s'est rallié d'une manière définitive à la cause de l'indépendance de l'Algérie après les massacres de Sétif de 1945, et que ces derniers furent fatalement pour lui la preuve de l'impossibilité de négocier avec le système colonial comme ils constituèrent un électrochoc pour un Kateb Yacine, c'est que la mère de Jean Amrouche était une berbère des montagnes de Kabylie ce que n'était pas celle de Camus qui lui n'a pas pu rompre définitivement, à un détour crucial de l'Histoire, avec ce qu'il était profondément et a ainsi «raté» de ce point de vue le rendez-vous. Ce rendez-vous si important qui fait dire à un Sartre exceptionnel de lucidité, mais dont l'histoire personnelle était bien loin de l'Algérie, c'était en 1956 : «la colonisation n'est ni un ensemble de hasards, ni le résultat statique de milliers d'entreprises individuelles. C'est un système qui fut mis en place vers 1880, entra dans son déclin après la première guerre mondiale et se retourne aujourd'hui contre la nation colonisatrice.»

Et nous opposerons éternellement (et désormais) à la mère du Meursault de Camus, celle du Moussa de Kamel Daoud. Et nous opposerons à la mère de Camus, nos mères, nos pères et nos grands parents qui ont tant souffert de l'oppression coloniale, dans l'océan de nos contradictions, des contradictions et des souffrances de notre terre forcément commune, de notre mère commune, telle qu'acclamée par Jean Pélegri dans un essai en 1990 : l'Algérie.

Camus n'a sans doute pas eu la bonne analyse du système colonial parce qu'il en était, et il faut peser là les mots, imprégné d'une manière ou d'une autre à son corps défendant. Il ne voulait certainement pas (et comment lui en vouloir ?) d'une Algérie qui pouvait demain exclure «sa mère», exclure les siens et donc l'exclure ; même s'il faut bien se rappeler qu'il n'acceptait pas l'injustice, infligée par la colonisation et subie par les colonisés d'Algérie. Et s'il a de surcroît introduit la morale en politique et s'est élevé au dessus des conjonctures du moment (la guerre d'Algérie) pour se pencher sur l'Homme, il n'a fait finalement que poser une question dont la réponse a été donnée désormais par l'Histoire : la décolonisation non-violente de l'Algérie était-elle possible ? Cette question en amène une autre qui lui est inhérente et à laquelle la réponse est également désormais (terriblement) faite : l'indépendance non-violente de l'Algérie était-elle possible ?

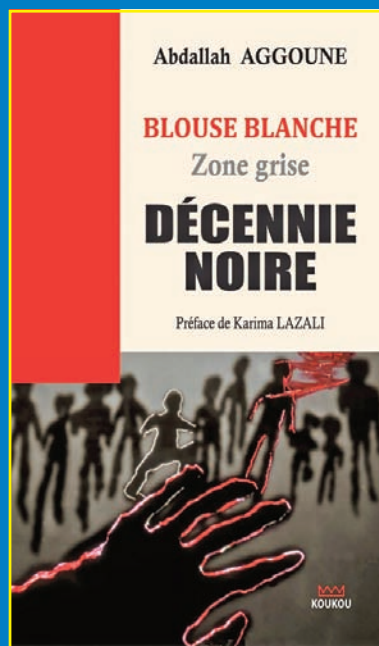
\*Est né en Algérie. Journaliste et cadre supérieur de l'éducation nationale, il est également doctorant en anthropologie au Laboratoire d'Anthropologie sociale du Collège de France.



# LES ANNÉES DE SANG

**médiatic**

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



**BLOUSE BLANCHE, ZONE GRISE. Décennie noire. Essai de Abdallah Aggoune (préface de Karima Lazali). Koukou Editions, Cheraga Banlieue (Alger), 2020, 133 pages, 600 dinars**

Chroniques de massacres à ciel ouvert... Un tel titre lui conviendrait bien mieux. Un petit livre certes... mais il a fallu, à la préfacière, Karima Lazali, trois lectures, non pour le comprendre mais pour «se sortir indemne du texte».

L'auteur, un «médecin de champagne», de

«famille» témoigne de sa vie (professionnelle et autre) dans le «triangle de la mort» avec, pour centre, la petite ville de Bougara (ex-Rovigo, un ancien village colonial dont le centre-ville avait un rayon de deux cents mètres... avec quelques commerces... une mosquée et une église transformée en mairie et tout autour des vergers à n'en plus finir et des «haouchs», anciennes fermes coloniales, surchargées de familles n'ayant rien à voir, bien souvent, avec l'agriculture)... une ville (?) de la wilaya de Blida, qui «a commencé à flirter avec l'islamisme armé déjà en 1984 avec la cavale de Mustapha Bouyali, le premier chef du Mia...» Bougara, une ville (?) «choisie comme capitale du futur Etat islamique par... Abassi Madani et Ali Belhadj» ! Donc, sa vie durant la «décennie noire» (bien rouge- sang) à l'intérieur d'une aire géographique tombée presque exclusivement, de nuit comme de jour, de nuit bien plus que de jour, entre les mains des terroristes islamistes sanguinaires (Gia...).

Bien sûr, «francophone, analphabète en arabe, laïc, berbère, progressiste, fils de chahid et... gendre d'un grand homme connu dans le pays pour son militarisme et sa franchise... bref, toutes les conditions requises pour être une victime», il a réussi à échapper aux «monstres religieux», sans doute, en raison d'un certain courage et du franc-parler (prudent cependant et c'est compréhensible face aux «fous de Dieu» et à leurs poursuivants ainsi qu'à une population ne sachant plus où donner de la tête pour éviter qu'on ne la lui coupe) mais aussi et surtout parce que médecin généraliste à Bougara depuis 1981, il vu naître, grandir

et mourir (et il a soigné, souvent gratuitement) la plupart des habitants.

Il raconte... il raconte le déferlement de terreur... la région pullulant de jeunes terroristes venus de la capitale à partir de 1993, les braquages, les embuscades, le racket de la population, les interrogatoires des services de Sécurité, les assassinats de civils, les exécutions publiques par égorgement, une «parade» du Gia, les dégâts causés par le «heb-heb»... Sept fois on lui a mis le canon sur la tempe ou sur le front... Trois faux-barrages (son domicile étant à une quarantaine de km de son cabinet)...et, toujours, accomplissant son devoir de médecin.

Il racontera aussi l'après «rahma» qui a vu certains «repentis», réfugiés dans le pays des «mécénats», revenir au pays pour fructifier l'argent du racket ramené des maquis... Il répondra aussi à la sempiternelle question «qui tue qui ?» posée par les «planqués» (à l'étranger ou ailleurs); la réponse se trouvant, pour lui, auprès des bébés, des enfants, des femmes, des vieillards et des hommes désarmés assassinés souvent de façon barbare.

**L'Auteur :** Docteur en médecine... Pour exorciser ses souvenirs il est monté, en 2006, sur les planches (un) «one man show» dont la générale a été présentée à la salle El Mouggar) devenant aussi comédien de cinéma et réalisateur (Frère de Chérif Aggoune, le réalisateur, son premier court-métrage qu'il réalise, «Sotra», est présenté lors de la 10ème édition du Festival international du cinéma d'Alger, dédié au film engagé, du 07 au 10 novembre 2019, et obtient le plus gratifiant des prix : celui du public)... Mais, il n'arrive

pour répondre au besoin morbide de progresser dans les bas fonds de l'instinct sadique...et s'appuyant également sur des pseudo-faits historiques et des dires attribués, tantôt au prophète, tantôt à ses compagnons et tantôt aux docteurs de la foi, tel Ibn Taïmya.

**L'Auteur :** Chercheur en matière de psychologie criminelle et en criminologie, il a été professeur à l'Université de Droit d'Alger et expert auprès de l'Onudc (Office des Nations unies contre les drogues et le crime) à Vienne (Autriche). Auteur d'ouvrages spécialisés. **Tables des matières :** Préface/Préambule/Quatre (4) chapitres : la justification de l'horreur ; Les préludes de l'éveil, une lueur d'espoir ; L'interrogation ; Des révélations/ Le rapport de la psychologue/ La puissance du verbe/Références .

**Extraits :** «Ceux qui ont le verbe facile sont les plus dangereux, pour une nation en proie au vide intellectuel et au vide théologique. Des tueurs à distance peuvent sévir au sein d'une population en usant de la suggestion, à l'abri de toute sanction. Ici aussi, le vide juridique pourrait être fatal» (p35), «Quand la pulsion de mort est enclenchée, elle changera d'objet à chaque fois qu'un premier a pu assouvir une partie de sa revendication, jusqu'au moment où elle se retrouvera face à un objet unique, le sujet lui-même. C'est de cela qu'on parle quand on évoque le système utopique de la pulsion» (p 140)

**Avis** «Le terrorisme islamiste... c'était ce qu'on n'avait ni vu, ni compris.

pas à oublier. Heureusement, dit-il, le Hirk a «rallumé le feu (alors éteint) de sa vie»

Table des matières : Préface ; «survivre à l'irréparable»/ Avant-propos/ 34 textes

**Extraits :** «Ainsi est née la Concorde civile qui promettait le pardon à tous les repentis qui prétendaient ne pas avoir les mains tachées de sang . Alors, tous ceux pour lesquels la clandestinité n'était plus rentable sont sortis de leurs cachettes, ont soigneusement lavé leurs mains avant de déposer leurs fusils et leurs poignards encore ensanglantés. Et ils furent pardonnés» (p 15), «Tôlier est le métier fréquemment exercé par d'autres émirs du Gia (redresser les carrosseries de voitures puis redresser la société).» (p 63), «Ceux qui se sont miraculeusement enrichis n'ont pas tardé à exhiber leur fortune et dès qu'ils ont été pardonnés, il se sont empressés de parader dans leurs grosses voitures, narguant tous ceux qu'ils avaient ruinés» (p117)

**Avis** **Conseillé à toutes celles et à tous ceux qui arrivent à dormir sans «cauchemarder» et qui aiment les textes «brutaux».**

**Citations :** «Combien de milliers de suppliciés, rien que dans notre région ? Nul ne le saura jamais... Une mort, devenue tellement banale, que les assassins de tout bord ne savent pas quoi inventer, dans leur art macabre, pour éviter la routine ou l'oubli» (p 88), «Depuis quelques mois, je m'endors sans tuer de terroristes. Parce que j'ai eu l'indicible joie de voir débiter le hirk comme un immense appel à secouer la mémoire du peuple d'Algérie» (p126)

**Or, ce texte permet, à la fois, de comprendre et de distinguer» (X. Raufer)**

**Citations :** «Ce qui est vraiment dangereux aujourd'hui, c'est ce qu'on n'a pas vu, ce qu'on n'a pas voulu voir, ce qu'on a négligé ; ce à quoi on n'a pas cru. Car, l'être humain n'est jamais aveugle par hasard : le plus souvent, il s'abuse lui-même» (Xavier Raufer, p 14), «Le rôle de l'imam , contrairement à celui du terroriste, est imaginaire. Il est confié au devoir être au lieu de ce qui est» (p 19), «La foule est, par définition, crédule et elle manque d'intelligence. Elle est menée par la suggestion à laquelle elle est naturellement disposée. La contagion est une autre caractéristique de la foule réunie. C'est pour cela, d'ailleurs, que l'on peut lui faire croire à des miracles qui n'existent pas» (p 27), «La suprématie des instincts sur l'intellect est parmi les signes de la fin du monde (...). C'est ce que le Prophète appelle El Hardj» (p 50), «Le désordre moral est la pire des catastrophes que puisse subir une nation, il est semblable à la folie chez l'individu» (p54), «La misère et le malheur des musulmans viennent de ce que les gens ne possédant pas la science, s'amusent à se lancer dans des interprétations risquées et de ce que des hommes de science se permettent d'aller plus loin que ce qui est permis» (p 68), «La théologie était une science très profonde et surtout dangereuse pour ceux qui n'ont pas de capacités de discernement» (p 127), «On ne peut pas lutter contre des fetwas avec de la haute technologie. Les moyens matériels sont, dans ce domaine, non appropriés» (p 153)

FARID BENCHEIKH

## LA REPENTANCE

Dialogue entre  
le terroriste et l'imam

Casbah Editions

**LA REPENTANCE. DIALOGUE ENTRE LE TERRORISTE ET L'IMAM. Essai de Farid Bencheikh (Préface de Xavier Raufer). Casbah Editions, Alger 2016, 158 pages, 850 dinars**

Assez original comme écriture d'un essai. Il est vrai que le sujet est si important et si grave qu'il fallait obligatoirement lui donner une présentation et un contenu particuliers s'apparentant bien plus à une séance de psychothérapie (obligatoirement scientifique... avec une psychologue chargée d'élaborer un rapport sur l'état mental) qu'à une dissertation ou un essai... ceux-ci pou-

vant toujours être contestés. Donc , en scène, un terroriste islamiste (blessé , armé et réfugié dans une mosquée) face à un imam. Et, tout un dialogue, certes surréaliste mais théoriquement acceptable. Un «jeu» de questions-réponses qui va révéler mille et une choses sur les ressorts visibles et/ou cachés du «salafisme armé» et du terrorisme islamiste. Ainsi que sur les rapports et les «échanges» avec la grande criminalité. Pas seulement en Algérie... mais à l'échelle mondiale. Hier, aujourd'hui, demain .

Après l'imam, l'avocat...et des apparitions rapides du policier et du gardien de prison. Il y a aussi, pour finir, la psychologue qui dresse dans son rapport final un portrait assez hallucinant du terroriste («dont la dangerosité dépasse celle de son chef») et démontre qu'il y a édification d'une charte de la terreur... constituée de quatre batteries de légitimation du passage à l'acte... évolutive pour répondre au besoin allant sans cesse crescendo :

- Les actes de violence et autres exactions criminelles sont pratiqués sans hésitation puisque autorisés par les fetwas
- L'élargissement de l'autorité sadique, animée par le désir de dominer le monde, aux personnes qui n'entrent pas dans les catégories citées (une sorte de «réserve naturelle»)...
- Il suffit «de sortir de sa poche une maxime»)
- La troisième permet de justifier l'injustifiable... en puisant ses sources dans des pseudo-faits historiques et des dires de certains prétendus docteurs de la foi.
- Quant à la quatrième, elle a été récréée





## Accros au petit noir



**Les différents points de vente et les espaces pause-café attirent de plus en plus de dégustateurs. Les clients ont chacun ses préférences, et les professionnels chacun ses propres mélanges et ses propres secrets.**

L'odeur des graines de café torréfiées embaume l'air et se dégage dans tout le quartier. Des passants s'arrêtent pour humer cette agréable odeur qui se dégage d'un magasin de torréfaction et vente de café. A l'intérieur règne une ambiance relaxante. Faire une pause-café ou acheter un paquet de café booste le moral. Il suffit de commander son mélange de café pour que le maître des lieux le prépare. «Nous avons des clients fidèles depuis des années qui n'ont pas changé leur mélange de café. Le système d'information nous a permis d'enregistrer sur ordinateur le nom de chaque client suivi des différents types de café et d'épices qu'il apprécie», déclare Ahmad Shaheen, un importateur de café en grains, torréfacteur et spécialiste du conditionnement du café. Il représente la troisième génération de la famille dans le commerce du café. Les célèbres torréfacteurs et vendeurs de café ont suivi les traces de leurs parents et grands-parents. Un savoir-faire qui se perpétue de père en fils et un commerce qui continue d'attirer de la clientèle aux quatre coins du pays.

Au début du XXe siècle, en 1937, seuls Amer, Shaheen, Abdel-Maaboud et Adam, issus du même village Bahnay à Ménoufiya au Delta, étaient des vendeurs de café en grains ou moulu. En 1940, ils ont élargi leur commerce en ouvrant au Caire des magasins où la torréfaction et le conditionnement se font sur place. «Autrefois, les commerçants obtenaient le café en grains à travers des quotas fixés par l'Etat tout comme la farine pour les boulangers. Et dans les années 1970, l'ouverture économique a permis aux commerçants d'importer différents genres de café», explique Mahmoud Amer, propriétaire d'une antenne portant le même nom à Héliopolis. Aujourd'hui, les grands commerçants possèdent des usines dans les nouvelles zones industrielles où la torréfaction se fait loin des clients.

Avoir un tel commerce demande un vrai savoir-faire en matière de torréfaction. Ahmad Shaheen adapte sa machine en fonction des grains qu'il a à torréfier. Il procède de façon lente pour révéler le profil aromatique de ces derniers et produire le meilleur café qui soit. «J'ai appris par le professeur Illy que la teinte du grain est le témoin du degré de torréfaction atteint: plus la couleur est foncée, plus le

café perd son goût acidulé et fruité pour devenir corsé et amer. Il existe 5 couleurs de torréfaction allant du très clair, clair, moyen, foncé jusqu'au très foncé, et chacune a ses propres spécificités gustatives», explique Chahine.

C'est vrai que les étapes de torréfaction sont importantes, mais ce n'est pas tout. Le choix du pays producteur, la richesse du sol et la période de cueillette sont des facteurs qui contribuent à la qualité du grain. Le Yémen, l'Éthiopie, la Colombie, le Brésil et l'Indonésie sont les principaux fournisseurs de café arabica et robusta. Prenons l'exemple des caféiers en Éthiopie: les plantations proches de la mer produisent l'espèce botanique Coffea Canephora ou le robusta. Une espèce qui se caractérise par son taux élevé de caféine au goût amer et corsé. Sur les hauts plateaux, les caféiers donnent du Coffea arabica ou arabica qui se distingue par sa grande finesse, ses arômes plus développés avec une faible teneur en caféine. «La qualité du café dépend de la cueillette. Il ne faut pas vider la branche de ses grains, mais cueillir uniquement les cerises mûres dont la couleur est rouge et les récolter à la main. Ces critères jouent dans le résultat final», indique Shaheen, qui tient à s'informer sur la méthode de récolte des grains avant qu'ils n'arrivent aux consommateurs.

### LE SECRET DU MAÎTRE

Conserver la recette et le mode de préparation des grands-parents est important chez Fawzi Al-Banane. «Il y a des saveurs qui n'ont pas changé depuis 47 ans. C'est dû au mélange de grains. Les cafés clair et medium sont plus demandés que d'autres et suivant le dosage des épices, ce qui a donné 6 espèces de café avec des saveurs et des arômes différents. Lorsqu'on sert un café sur place, on le prépare également à l'ancienne, c'est-à-dire dans le sable chaud et non pas sur des cuisinières vitrocéramiques», explique Mariam Elbanan, l'une des propriétaires qui gère l'un des magasins à Madinet Nasr. Elle a eu l'occasion de goûter à diverses sortes de café et dans différentes cafétérias. Elle assure que le goût ne change pas même si les clients commandent un cappuccino, un espresso, un moka ou d'autres genres de café. «Pour moi, une tasse de café turc n'est pas comme une autre. Mon père, mon oncle et

ma tante goûtent aux nouveaux mélanges pour sélectionner le meilleur avant de le présenter aux adeptes de café», souligne Mariam Elbanan.

En fait, la Turquie n'est pas un pays exportateur de café, et la dénomination «café à la turque» ne fait pas référence à une paternité historique avérée, mais à la diffusion de cette méthode de préparation en Égypte et au Moyen-Orient. Verser entre 30 et 50ml d'eau dans une cafetière à longue manche en cuivre ou en fer blanc surnommée cezve, ajouter une cuillère à café de café moulu, du sucre selon le goût, remuer doucement et porter le tout à feu doux. Le café ne doit pas bouillir, quand il mousse, il faut le retirer du feu. Sans cette mousse, les Égyptiens ne peuvent pas apprécier leur café turc. Au Liban et en Syrie, on préfère le café bouilli. La cardamome est l'épice la plus prisée en Égypte. Elle entre dans la composition du mélange de café, tandis qu'au Soudan, la cannelle est la principale épice.

### A CHACUN SES PRÉFÉRENCES, À CHAQUE MÉLANGE SA SAVEUR

Par ailleurs, les 4 degrés de torréfaction du café et les types d'épices ajoutées répondent aux goûts des personnes d'un certain âge. Ces derniers n'aiment pas en modifier la saveur. «Prendre un café au travail est une habitude quotidienne. Je préfère le café de torréfaction foncé avec une double dose d'épices et une demi-cuillère de sucre. Ni moi, ni ma femme ne savons faire de bon café. Il y a 12 ans, le planton au travail m'a fait goûter à son mélange de café, et depuis, je l'ai adopté. J'en ai testé d'autres, mais je n'ai pas aimé», déclare Ali, 57 ans, directeur d'une association civile. Il ajoute avoir reçu un jour du café yéménite, mais il n'a pas pu le supporter à cause de son amertume. Bien que la marque Abdel-Maaboud (portée sur les paquets) indique qu'il s'agit de café yéménite, les clients tel Ali savent qu'il faut mélanger les grains de café yéménite avec d'autres plus doux, afin de satisfaire leur goût. Le café Abdel-Maaboud est largement répandu dans tous les gouvernorats. «Notre usine à la cité du 10 du Ramadan fabrique des paquets sous vide ou en sachets hermétiques conçus spécialement pour la grande distribution. Nous avons

aussi des intermédiaires qui s'occupent de l'exportation de notre café dans divers pays comme l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, les États-Unis et la Chine», déclare Moustapha Zaki, directeur de Abdel-Maaboud à Bab Al-Louq.

Parmi les commerçants de café, Abdel-Maaboud est l'un des rois de la distribution. «De temps en temps, j'aime changer de mélange de café. Pour rester éveillé et bien concentré, je consomme du café Abdel-Maaboud, mais si je cherche le plaisir du goût et désire découvrir de nouvelles saveurs, je me rends chez Chahine et je choisis le mélange de cafés qui pourrait satisfaire mon goût», précise May, 35 ans, comptable dans une banque. Etant accro au café, elle arrive à le distinguer en fonction de sa provenance. «Celui qui prend un café ne veut ni boire ni manger, il cherche plutôt à satisfaire son goût et le garder en bouche durant une heure ou deux», décrit-elle. En principe, le verre d'eau qui est servi avec le café sert à faire passer rapidement le goût du café. Quand le café n'est pas bon, la personne boit de l'eau pour retirer le goût qui n'a pas satisfait son plaisir.

«Servir un bon café n'est pas une simple affaire. J'ai commandé un jour une tasse de café turc dans un lieu chic, et à la première gorgée, j'ai été déçu. J'ai déboursé 80 L.E. pour un café sans goût et sans caractère», raconte Chérine, 40 ans, qui travaille dans une agence de voyages. Alors qu'avec 80 L.E., elle a pour habitude d'acheter 250g de café torréfié mi-noir en doublant la dose de cardamome et noix de muscade. Une quantité qu'elle consomme en 2 ou 3 semaines. «Cela m'a servi de leçon, je ne commande plus de café turc n'importe où. Et si je vais veiller tard, je prends une tasse de café instantané», ajoute-t-elle.

Les chiffres officiels révèlent que le marché du café est au beau fixe en Égypte. D'après l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS), 40000 tonnes de café sont consommées par an. Par ailleurs, différents sites sur Internet indiquent que le café est le 2e produit le plus exporté à travers le monde, après le pétrole. Le site commodafica mentionne que l'Organisation internationale du café a signalé que la production mondiale du café avait augmenté: 3,7% en 2020, et ce, en comparaison avec l'année 2019, soit 2,1%. Entre l'arabica et le robusta, commander un café c'est bon et relaxant. Un buveur de café se sent toujours bien dans sa peau lorsqu'il sirote son petit noir.



# Arnaques sur internet : confessions d'un «brouteur»... et d'une victime

**Les "brouteurs" écument les réseaux sociaux, sous de fausses identités, à la recherche de proie facile à extorquer. Une activité répandue dans certains pays africains qui peut détruire des vies en France. Témoignage côté coupable...et côté victime.**

**Marianne**

« Le brouteur est un homme comme toi, sympa tranquille » lâche Hervé, 20 ans, reconverti dans l'arnaque sur internet. Le phénomène n'est pas nouveau et remonte aux années 2000. Des Africains le plus souvent basés dans l'ouest du continent (Côte d'Ivoire, Sénégal, Nigeria) profitent des cybercafés et, plus récemment, des smartphones, pour rentrer en contact avec des Occidentaux pour leur soutirer de l'argent.

Comme s'il se livrait à la pêche au gros, Hervé interpelle les multiples auteurs de commentaires postés sur des pages Facebook populaires, en particulier celles de grands médias français. Marianne l'a contacté afin qu'il raconte sa situation et ses motivations.

Le terme "brouteur" fait référence à la passivité du mouton qui se nourrit sans effort, comme un arnaqueur peut se faire des milliers d'euros en mentant à des inconnus sur le net. L'arrivée des cybercafés, propices à l'anonymat, dans les années 2000, a propulsé le phénomène. Vingt ans plus tard, le mode opératoire s'est encore simplifié après l'essor des smartphones. «Vous êtes tellement intelligents en Occident que vous avez créé les téléphones portables et nous, comme nous sommes encore plus malins, nous les utilisons pour vous arnaquer» fanfaronne Hervé.

**■ 5 000 EUROS PAR MOIS**  
Ce brouteur vit en Côte d'Ivoire et prétend disposer d'un BTS en gestion commerciale. Vu son jeune âge, l'avenir lui tendait les bras. Mais «le manque de moyens, l'absence d'emploi et d'aide financière du gouverne-

ment sont à la base» de sa re-conversion en arnaqueur, prétend-il. Par crainte des autorités, il refuse de donner davantage de détails sur son lieu de résidence ou son identité. «La loi est appliquée ici et les arnaques sont toujours sanctionnées» relate-t-il. L'article 403 du Code Pénal de Côte d'Ivoire prévoit «un emprisonnement d'un à cinq ans et une amende de 300 000 à 3 000 000 de francs», entre 458 et 4 580 euros. Mais ça ne l'arrête pas. Hervé arnaque des Occidentaux «depuis 2018», une activité peut aller jusqu'à «5 000 euros par mois, selon la richesse du client, parfois une seule personne peut payer jusqu'à 50 000 euros» avance-t-il. En moyenne, il parviendrait à se faire «150 euros par mois».

Pour éviter d'être tracé et retrouvé, pas question de demander un chèque ou un virement. Sa rémunération de prédilection reste les coupons PCS achetables dans n'importe quel bureau de tabac. La victime achète un coupon avec le montant réclamé et envoie le code qui se trouve dessus. La somme peut aller de quelques dizaines d'euros à des milliers. Une fois le ticket reçu, le brouteur n'a plus qu'à enregistrer le code sur sa carte prépayée et la victime ne reverra jamais son argent. Mais cet échange n'est pas direct. «Il existe un grand réseau pour limiter les risques. L'argent passe d'abord par d'autres personnes, qui prennent 30 % de la somme reçue et qui s'occupent ensuite de le redistribuer aux arnaqueurs.»

**■ ABSENCE DE REMORDS**

À le croire, Hervé serait contraint par la dure réalité de sa vie d'en venir à cette extrémité mais au fil de l'échange, le discours change. «Mon père a les moyens de



me payer ce que je veux, s'il l'apprend je suis foutu. Je fais ça pour payer des choses que je ne peux pas avoir tout de suite» dévoile-t-il. Ses motivations ? Sans doute plus l'appât du gain que les nécessités financières.

Pense-t-il à la souffrance de ses victimes ? Hervé reconnaît qu'après quelques coups réussis, «ça devient une habitude, les remords s'en vont et rien n'importe à part l'argent». Pour maximiser ses chances, il confie viser «des vieux en général mais aussi des jeunes dames».

Sa stratégie passe par le sexe : Hervé envoie «des photos de nu». Sur la provenance de ces images, le brouteur reste évasif : «C'est un processus bien élaboré, il faut quand même garder secrètes certaines choses sinon le système risque de s'effondrer». Il s'autorise pourtant une confidence : «Les photos utilisées se partagent sur des pages privées, seulement connues par les brouteurs».

**■ ENGRENAGE**

«Ce n'est pas un jeu» affirme-t-il. On pourrait pourtant le penser en décelant son désintérêt total pour la souffrance des victimes. Les brouteurs visent surtout des

hommes d'un certain âge, peu conscients des risques d'internet. C'est ce mode opératoire qui a fait sombrer Eric(\*), 68 ans.

Marié et père de deux enfants, il confie : «Je suis détruit, ma vie est foutue à cause de ces brouteurs». C'est sur Twitter qu'il a été contacté : «J'ai reçu un message privé d'une jeune femme qui souhaitait établir un contact. À cette époque, j'étais dans un état dépressif, en froid avec mon épouse, j'avais besoin d'entendre des mots doux, de tendresse, des mots forts». L'engrenage a démarré à la mi-septembre et duré jusqu'à la fin du mois de décembre. Il échange avec une prétendue bretonne nommée Céline Duprave. Elle s'affiche comme vulnérable, le charme et lui envoie des photos «osées». «Pour moi c'était une jolie femme de 31 ans qui sortait d'une longue période de célibat et cherchait une vie à deux» explique-t-il.

Peu au fait de ce type d'arnaque, il rentre dans le jeu de son brouteur, au point même qu'il commence à «tomber amoureux de cette fille». Pendant 15 jours, les discussions restent banales, hormis les fautes d'orthographe caractéristiques. Il ne verra jamais la demoi-

selle supposée. Tout passe d'abord par Twitter puis, à la demande insistante de l'escroc, sur Hangouts, la messagerie Google. Il parvient une seule fois à tenir une brève discussion de vive voix avec elle. «Je me suis dit qu'elle n'avait pas du tout un accent breton mais plutôt africain. Mais je ne me suis pas posé plus de questions. Quand on est amoureux, les connexions du cerveau ne se font plus.»

**■ VIE DÉTRUITE**

Les choses se corsent lorsque la «jeune femme» lui réclame 1.200 euros pour régler des problèmes d'argent. «C'est une sacrée somme mais pour rencontrer un jour l'amour. J'ai craqué» souffle Eric. Sa correspondante lui transmet une adresse postale en Bretagne pour faire gage de bonne foi. Il lui envoie la somme par un mandat Western Union mais le brouteur insiste pour qu'il utilise plutôt un coupon PCS. «J'étais épris et dépressif, comment refuser ?» L'affaire prend une plus grande ampleur lorsque la «jeune femme» lui réclame plusieurs milliers d'euros, soi-disant pour régler des frais de notaire afin qu'elle puisse hériter de son père décédé. Attaquer la corde sensible constitue l'une des spécialités des brouteurs et Eric n'y voit que du feu. «J'ai utilisé l'argent prévu pour payer les études de ma fille dans une grande école» se lamente-t-il. C'est à partir de ce moment que le fardeau devient trop éprouvant. «Je ne pouvais plus vivre dans le mensonge, ce que j'ai fait me ronger». Sa fille découvre le secret grâce à un papier qui traîne. «Tout a explosé, ma femme, très sensible et que j'aime malgré tout est suivie par un psychologue, elle en fait des cauchemars la nuit. Moi je suis également suivi, je morfle, je sais que j'ai fait des très mauvaises choses» reconnaît-il. Eric espère maintenant retrouver sa femme et réparer son couple. Pendant ce temps, les brouteurs continuent.

(\*) Le prénom a été modifié

## Comment la crise du Covid a bouleversé l'usage des transports en commun



**Entre confinement et couvre-feu, près de 40 % des Français ont diminué leurs trajets en bus et en métro, selon les données publiées par l'application «Moovit». État des lieux dans neuf grandes villes.**

que la désinfection régulière du matériel ont évité toute contamination massive. Cependant, les habitants des grandes villes ont fait évoluer leur façon de les fréquenter, ne serait-ce qu'en conséquence des restrictions, des confinements successifs, ou de la mise en place du télétravail.

Le rapport mondial que vient de publier la société Moovit donne une photographie très large des comportements dans les transports en 2020, notamment pour la France. Il est le résultat de données fournies par l'application de mobilité urbaine du même nom (moovit.com), l'une des plus populaires au monde, qui aide ses 950 millions d'utilisateurs à se déplacer en milieu urbain en utilisant n'importe quel moyen de transport. Chaque jour sont ainsi collectées six milliards de données, en 45 langues, dans 3 400 villes à travers 112 pays... L'étude se base sur l'analyse de plusieurs millions d'informations anonymes de demandes d'itinéraires entre janvier et novembre 2020 dans plus de cent métropoles de 28 pays.

Elle montre que les Français sont plus

de la moitié à avoir changé leurs habitudes. Ils sont près de 40 % à emprunter les transports en commun moins souvent, les plus abstinentes étant les Montpelliérains et les Toulousains. «Le premier confinement a été catastrophique. La baisse de fréquentation a été beaucoup moins importante lors du deuxième confinement durant lequel les gens ont continué de se déplacer» explique Yoann Benhacoun, responsable France Moovit. Pour l'année 2020, 7,5 % des habitants des neuf métropoles françaises testées affirment même les avoir totalement abandonnés en raison de la pandémie, le score le plus élevé étant atteint à Lyon avec 10 %. Seuls 5,6 % des Lillois et 2,5 % des Parisiens avouent être passés à d'autres moyens de transport de micromobilité, comme le vélo, la trottinette ou le scooter électrique. Des chiffres qui peuvent paraître faibles, «mais cet epsilon commence à signifier quelque chose, surtout en plein hiver. Ces quelques pour cent en Ile-de-France représentent beaucoup de monde. Par ailleurs, nous n'avons pas remarqué de basculement vers un usage accru de la voiture personnelle», explique Yoann Benhacoun.

Pour être incités à retrouver leurs habitudes, les usagers demandent à 44 % que la fréquence de passage des véhicules de transport soit augmentée afin qu'ils se présentent moins bondés. Quelle que soit leur ville de résidence, ils souhaitent aus-

si pouvoir disposer d'informations en temps réels sur les horaires d'arrivées, ce qui leur permettrait d'écourter leurs temps d'attente et d'éviter de se retrouver prisonnier au milieu d'une foule compacte. Et enfin ils sont 34 % à vouloir s'assurer que la distanciation physique à bord est bien respectée.

Même si la probabilité de contamination n'est a priori pas plus élevée qu'ailleurs dans les infrastructures de mobilité urbaine, la durée d'exposition peut être un facteur défavorable. Or, la durée moyenne passée dans les transports par les Français (pour un trajet simple dans une seule direction) a très légèrement augmenté, elle était de 36 minutes en 2019, elle est de 38 minutes en 2020. À ce titre c'est à Paris que les usagers connaissent les trajets les plus longs, 52 minutes en moyenne, et à Toulouse qu'ils sont les plus courts (33 minutes). Ce sont aussi les Parisiens qui doivent effectuer le plus de changements et multiplier les interactions. Ils sont même dans le TOP 3 du classement mondial, derrière Curitiba au Brésil et Berlin. Et 30% d'entre eux ont 3 changements contre seulement 24 % des Lyonnais. Alors que 50% des Nantais, 49% des Bordelais et 48% des Cannois et Niçois n'ont que deux correspondances.

Les temps d'attente moyens les plus longs sont aussi relevés à Paris où ils atteignent les 11 minutes, Nice Cannes, Bordeaux et Aix Marseille ne faisant pas mieux. Les temps les plus courts sont à Nantes avec 8 minutes. Les temps sont du même ordre à Berlin, mais bien plus longs dans la plupart des grandes villes américaines.

**LE FIGARO**

7,5 % des habitants des neuf métropoles françaises testées affirment même avoir totalement abandonné les transports en commun. Adobe Stock.

Mettre un masque et se taire... Le virus voyageant dans les corps et les corps dans les transports, l'inquiétude de le voir se propager parmi les usagers, entassés par dizaines dans les bus et les rames, était grande au début de l'épidémie. A priori la mise en place des gestes barrières, ainsi



## Affichage des listes des 195 logements de Sidi Benyebka Les exclus du relogement protestent

D. B.

Des familles de Sidi Benyebka ont protesté mardi contre leur exclusion des listes des bénéficiaires des 195 logements sociaux. Sur instruction du wali d'Oran, la commune a procédé à l'affichage des listes des bénéficiaires de ce quota de logements qui est loin de répondre à la forte demande. En effet, des familles n'ayant pas bénéficié d'un logement ont appelé les responsables concernés à revoir la liste. Certains habitants de la commune affirment avoir déposé des dossiers depuis plus d'une décennie et s'attendaient à figurer sur les listes, puisqu'ils remplissent toutes les conditions exigées. Les protestataires qui ont déposé des recours, ont appelé les res-

pensables de la commune à se pencher sur leur cas. Il y a lieu de signaler que des instructions ont été données par le wali aux maires pour procéder à l'affichage des listes notamment au niveau des communes où les programmes de logements ont été achevés. A ce titre et selon des sources proches de la wilaya, plus de 3.000 logements répartis entre six communes n'ont toujours pas été distribués. Il s'agit de programmes qui ont été achevés, pour certaines communes, il y a plus de six ou sept années. Selon nos sources, le retard dans l'affichage des listes ne fait qu'accentuer la pression sur les services chargés de l'attribution de ces logements, car au fil des ans le nombre de demandeurs ne fait qu'augmenter. A ce titre, nos interlocuteurs

signalent que le nombre de demandes déposées dans certaines communes dépasse de très loin le nombre d'unités proposées à la distribution.

A Aïn El Bia, la commune a bénéficié de 300 logements pour plus de 7.000 demandeurs, Mers El Hadjadj de 300 logements pour près de 2.000 demandes, Es-Sénia plus de 12.000 demandes pour 700 logements sociaux, Gdyl 500 unités pour près de 8.000 demandes, tout comme d'autres communes à l'instar de Misserghine, Bethioua où les programmes réalisés sont loin de répondre à la forte demande.

Il y a quelques jours, sur instruction du wali d'Oran, les neuf commissions de daïra chargées de l'étude des dossiers des demandeurs de logements ont été réactivées.

### UGCAA

## La composante du bureau local renforcée

K. Assia

Le bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a été renforcé et compte désormais 21 membres, a annoncé, hier, le secrétaire général de l'union, M. Hazab Ben Chehra, lors de l'installation de la nouvelle composante du bureau, organisée à l'hôtel Liberté.

En saluant les efforts déployés par le coordinateur local, en l'occurrence M. Mouad Abed, et les résultats concluants réalisés par les membres du bureau d'Oran, le porte-parole de l'union a renouvelé sa confiance en M. Mouad et a également mis l'accent sur le travail pour relancer l'économie en encourageant la représentativité des jeunes et celle des femmes.

A quelques jours du mois de Ramadhan, M. Hazab a tenu à rassurer les consommateurs de la disponibilité des produits en rappelant la tension qui a été constatée sur l'huile de table, après que la facturation a été exigée aux commerçants détaillants. Il rappelle à ce titre que les besoins nationaux en huile sont de

48.000 tonnes par mois alors que les capacités de la production mensuelle varient entre 52.000 et 53.000 tonnes par mois. Il rassure également de la disponibilité de la matière première jusqu'au mois de juin. Tout en défendant l'intérêt du commerçant, l'intervenant a rappelé l'autre décision prise par l'Etat concernant les sites qui seront aménagés pour abriter des marchés en prévision du mois sacré. Au total, ils doivent être 1.500 marchés répartis à travers l'Algérie, une décision qui n'est pas du goût de l'UGCAA qui voit en cette mesure une sorte d'encouragement du marché informel.

L'union par le biais de son SG accompagne les pouvoirs publics dans la concrétisation de ce projet mais émet des réserves quant à la faisabilité de l'opération, a indiqué M. Hazab qui insiste, désormais, sur la nécessité de concerter l'UGCAA dans de telles décisions. Il propose comme solution le programme des 51.000 locaux commerciaux du président qui jusqu'à présent sont fermés et abandonnés. A cela viennent s'ajouter les 537 marchés fermés. Des solutions qui peuvent répondre

aux doléances des jeunes investisseurs et ce dans tous les domaines. Au niveau d'Oran, le coordinateur de wilaya M. Mouad propose l'exploitation des marchés fermés et non fonctionnels à l'exemple de celui de Saint Eugène, Michelet, entre autres. Ces derniers contribueront à redynamiser l'activité économique et seront d'un apport considérable pour les commerçants dans la promotion du produit national, a-t-il ajouté.

Pour ce qui est de l'indemnisation des commerçants impactés par la pandémie, M. Hazab a souligné à cet effet que quelque 30% ont perçu leur indemnisation et des propositions ont été faites pour que des prêts bancaires sans intérêt soient accordés aux commerçants en faillite et que l'argent de l'indemnisation soit versé à la Casnos afin d'assainir la situation des commerçants. Il demande des allègements pour l'acheminement des denrées vers les zones les plus reculées et la mise sur pied du paiement électronique. Notons que cette rencontre a vu la présence de M. Dani, président de la fédération des bijoutiers et membre du bureau national.

### Marché de gros d'El-Kerma

## Une campagne de sensibilisation sur les prix et la Covid-19

H.S.

La conjoncture sanitaire persistante de la Covid-19 et la situation accentuée de la flambée des prix des denrées alimentaires. Deux contextes à effets terribles sur le plan social qui ont poussé l'EPIC de gestion du marché de gros de fruits et légumes de la wilaya d'Oran à organiser, dans un esprit d'entreprise citoyenne, une journée de sensibilisation axée sur ces deux thèmes. A une poignée de jours du mois de Ramadhan, l'initiative est opportune. La direction de l'établissement gestionnaire des Halles centrales d'El-Kerma et des marchés couverts annexes le sait : il faut sortir des sentiers battus des campagnes de sensibilisation biaisées et des petits événements éphémères tout faits si on veut obtenir quelque chose. Atteindre un objectif, un vrai. Car, on le sait tous, sensibiliser par l'usage du verbe qui fait chanter et séduire, assorti de quelques dépliant et prospectus, cela est infructueux. Un passe-temps plutôt. L'action, car c'en est une, prévue demain, jeudi, par l'administration du marché de gros d'Oran est optimale en termes de garantie des résultats pour lesquels elle intervient. L'on veut sensibiliser directement les mandataires à la question des prix de la mercuriale à

l'approche du mois du jeûne. Côté administration du marché, l'on a les moyens et les arguments pour rendre réceptifs ses partenaires à pareille cause. L'implication active dans ce rendez-vous de la section syndicale représentant ces professionnels est une assurance de plus. Tous, ensemble pour des prix cléments. C'est la finalité. Les tarifs à la baisse au marché de gros et demi-gros, les prix du détail devront forcément replier. Les diverses formes - connues comme occultes - de la spéculation et de la surenchère, au premier rang desquelles figure la rétention de la marchandise, du moins pour les produits «résistants» dont ceux pouvant être conditionnés dans les chambres froides, elles seront battues en brèche en cette circonstance.

### PLANTATION D'ARBRES ET COLLECTE DE SANG AU MENU

Dans le chapitre de la prévention contre la maladie du Coronavirus, l'acte sera joint à la parole : une grande opération de désinfection et de stérilisation de toute l'enceinte de l'établissement, marché à bestiaux compris, sera menée avec la contribution de l'entreprise SEOR qui mettra à profit, entre autres, plusieurs citernes de produits désinfectants et antiseptiques. D'autre part,

une trentaine d'associations prendront part à cette campagne de désinfection par la mise en service, notamment, de leurs chevilles ouvrières ainsi que le savoir-faire et la logistique pour celles d'entre-elles spécialisées dans le domaine de la protection de l'environnement et l'hygiène du milieu. Les services de la Protection civile seront également du rendez-vous, eux qui ont répondu présents à l'appel du directeur de l'EPIC de gestion du marché de gros de la wilaya d'Oran, Abdelhak Boussaâda, et ce par leur confirmation de la participation aux différentes actions de cette journée, dont en prime la sensibilisation concernant le protocole sanitaire anti-Covid 19 à observer et la conduite à tenir par les différents usagers. A cet effet, d'importants lots de masques de protection et de gel hydroalcoolique feront l'objet d'une campagne de distribution à titre gracieux, durant cette journée de sensibilisation qui verra l'organisation, par ailleurs, d'une campagne de collecte de sang à l'intérieur du même marché. Les différents participants prêteront main-forte également dans l'opération de plantation de quelque 300 arbustes, fournis par la Conservation des forêts, indique également le directeur de l'EPIC de gestion du marché de gros de la wilaya d'Oran.

Au Jour Le Jour



### Bousfer

## Un homme découvert étranglé par un câble

Une découverte macabre a été faite dans la commune de Bousfer. Le corps sans vie d'un homme âgé de 32 ans a été retrouvé dans une maison individuelle à la rue Hammou Boutlelis. Selon la protection civile, la victime a été découverte étranglée à l'aide d'un câble en plastique. Le corps de la victime présentait aussi des blessures au niveau du thorax, l'abdomen et les membres supérieurs. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'hôpital d'Aïn El Turck. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de ce drame.

J.B.

### Axe Oran-Aïn Témouchent

## Une sexagénaire mortellement percutée par une voiture

La route nationale N02 reliant les wilayas d'Oran et de Aïn Témouchent a été l'avant-hier en fin d'après-midi le théâtre d'un accident de la circulation ayant coûté la vie à une sexagénaire. Selon la protection civile, l'infortunée a été mortellement percutée par une voiture à hauteur de la localité de Brédéah commune de Boutléis alors qu'elle tentait de traverser. Victime d'une profonde blessure au niveau du crâne, elle a succombé à ses blessures. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'hôpital 1<sup>er</sup> Novembre. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de ce drame.

J.B.

## Elles ont inhalé du monoxyde de carbone Trois personnes sauvées par les pompiers

Trois personnes ont été sauvées d'une mort certaine par les agents de la protection civile après avoir inhalé du monoxyde de carbone. Il s'agit de deux femmes et un enfant, habitant au niveau de la rue Negaz Foudil, qui avaient inhalé du gaz monoxyde de carbone émanant du chauffe-bain, selon la protection civile. Souffrant de problèmes respiratoires, les victimes ont reçu les soins nécessaires avant d'être évacuées vers une structure de santé.

J.B.

### Bousfer

## 5 blessés graves dans une collision

Une collision survenue avant-hier en fin d'après-midi au niveau du chemin de wilaya N20 dans la commune de Bousfer a fait cinq blessés graves. Selon la protection civile d'Oran, deux voitures de marque Hyundai Accent et une Peugeot 405 se sont télescopées. Les blessés, âgés entre 23 et 63 ans, ont été pris en charge sur place puis conduits vers les urgences de l'hôpital d'Aïn El Turck.

J.B.

### Aïn El Turck

## Quatre blessés dans l'incendie d'un restaurant

Un grave incendie s'est déclaré dans un restaurant dans la localité de Bouise ville commune d'Aïn Turck et a fait 4 blessés. Les flammes se sont propagées et ont détruit un important lot d'électroménager, chaises, tables et tapis. Quatre personnes souffrant de difficultés respiratoires ont été sauvées d'une mort certaine par les agents de la protection civile.

J.B.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Chalabi Yamina**, 67 ans, Gambetta  
**Hedaïd Mama**, 82 ans, Boulanger  
**Addou Hasnia**, 55 ans, Eckmühl  
**Negadi Houaria**, 38 ans, Les Planteurs

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 chaâbane 1442

El Fedjr  
05h24Dohr  
13h07Assar  
16h42Maghreb  
19h29Icha  
20h48



MASCARA

## Trois nouveaux hôtels en renfort

M. Belkecir et APS

De nouvelles infrastructures viennent renforcer le secteur du tourisme. Le ministre du tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Ali Boughazi, a inauguré à Mascara deux hôtels renfermant plus de deux cents chambres. Ces nouveaux établissements vont renforcer les capacités d'accueil des visiteurs de la ville qui va bientôt réceptionner deux autres infrastructures, une à Sig de 30 chambres et l'autre au quartier de Sidi Saïd de 35 chambres. Le taux d'avancement des travaux est estimé entre 80 et 85 %.

A Bou Hanifia, accompagné du wali et du P/APW, le ministre a inauguré a inauguré un nouvel hôtel de deux étoiles à Bouhanifia qui comprend 35 chambres dont 25 suites haut de gamme, réalisées par une entreprise de capital public-privé. A la station thermale, la délégation a assisté à un

exposé sur la situation de l'hôtellerie et du tourisme local.

Le ministre a annoncé, selon l'APS, qu'une réflexion est engagée actuellement au niveau du ministère pour la réalisation d'un circuit touristique au nom de l'Emir Abdelkader comportant différents sites historiques et archéologiques ayant trait à cette personnalité historique. Il a souligné que son département ministériel œuvre à réaliser des circuits touristiques en rapport avec le patrimoine historique, culturel et naturel important de différentes régions du pays, dont un portant le nom de l'Emir Abdelkader qui comporte divers monuments historiques et archéologiques liés à la lutte contre l'occupant français et aux efforts d'édification de l'Etat algérien moderne.

L'adoption de circuits touristiques qui mettent en valeur le patrimoine culturel et historique du pays et ses symboles à travers l'histoire et dans divers domai-

nes, contribue à la promotion de riches destinations touristiques dont dispose l'Algérie, à faire connaître aux générations les sacrifices et contributions de personnalités nationales historiques et à renforcer l'identité nationale, a affirmé Mohamed Ali Boughazi, selon l'APS.

Mohamed Ali Boughazi a valorisé les atouts énormes dont dispose la wilaya de Mascara dans le domaine touristique dont les stations thermales de la ville de Bouhanifia visitée chaque année par 7 millions de curistes et son patrimoine culturel et historique renfermant le site de l'homme primitif de Tighennif remontant à l'ère préhistorique, les monuments romains des communes de Beniane et de Bouhanifia, les vestiges ottomanes des communes de Mascara, El Bordj et El Keurt et les sites historiques de l'époque de l'Emir Abdelkader outre des forêts denses de plusieurs communes de la wilaya.

CHLEF

## Le taux de couverture en gaz à près de 80% fin 2021

Sept projets de raccordement de plus de 1.900 foyers, à travers quatre communes, au gaz naturel, ont été lancés en réalisation durant cette semaine dans la wilaya de Chlef, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Energie. «Nous avons procédé, durant cette semaine, dans le cadre de la prise en charge des besoins des populations des zones reculées en matière de gaz naturel, à l'installation des chantiers de réalisation de sept projets devant contribuer au raccordement de 1.990 foyers, à travers quatre communes de la wilaya», a indiqué, à l'APS, la directrice du sec-

teur, Chahrazed Telli Bouzid. Ces projets inscrits dans le cadre du programme de la wilaya profiteront, selon la même source, aux régions d'Ouled Henni et Ouled Ali de la commune de Sendjas (700 foyers), les régions Chaabat Lebtal et Aouachria (530 foyers) de la commune d'Ouled Abdelkader, le lieu dit Khenanssa de la commune de Haranfa (220 foyers) et les régions de Yachir et Dhahr Meddah de la commune de Tadjena (540 foyers), a détaillé la même source.

La même responsable a signalé la poursuite en cours des procédures administratives relatives à la

désignation des entreprises en charge du reste des projets de raccordement au gaz naturel, soit un programme de 65 projets visant le raccordement de nombreuses zones reculées de la wilaya.

A noter l'installation, dernière-ment, des chantiers de 15 projets de raccordement de 2.646 foyers à travers cinq communes, soit Oum Droue, El Karimia, Beni Haoua, Oued Sly et Bouzeghaia.

«La mise en service de ces projets permettra de porter le taux de couverture en gaz à près de 80% à Chlef, à la fin de l'année en cours», selon les prévisions de la direction locale du secteur.

TLEMCEM

## «Au commencement est le paysage», Mohamed Dib revisité

Khaled Boumediene

Sabeha Benmansour, la présidente de l'association culturelle «La Grande Maison» de Tlemcen vient de publier, dans le cadre du centenaire de naissance de l'écrivain Mohammed Dib, un essai récemment paru aux éditions Casbah- Alger, et intitulé «Au commencement est le paysage», qui rend un vibrant hommage à une œuvre qui est considérée en Algérie comme une référence de tout premier plan, et qui, en France et ailleurs est suffisamment connue pour être également une référence. L'auteur précise dès son introduction que cette œuvre affiche une triple singularité, celle d'être en Algérie comme en France placée au premier rang des œuvres algériennes, celle d'être en Algérie reconnue tout autant par les arabophones, les berbérophones et les francophones, et enfin d'être reconnue pour son algérianité profonde alors qu'elle est formulée en français. D'abord intuitivement sensible à un certain nombre de codes qui émanent

de l'œuvre de Dib et lui semblent pouvoir s'ériger en clés de lecture, Sabeha Benmansour, a eu comme projet dans un ouvrage académique de faire la preuve que l'œuvre de Mohammed Dib, résolument moderne et inscrite dans une démarche universaliste, est aussi fortement ancrée dans le contexte culturel qui l'a vue naître. Ville natale de l'écrivain et son premier lieu d'écriture, Tlemcen, la vieille cité au riche passé fut pour sa sensibilité le lieu de la découverte du monde, sa première grille de lecture de ce même monde et la base des élaborations littéraires ultérieures.

D'où le sous-titre : «L'ancrage tlemcénien de l'œuvre de Mohammed Dib». La fondatrice du prix littéraire Mohammed Dib, a remplacé la traditionnelle préface par un avant-propos où elle explique comment son projet d'écriture est né. «Je m'arrête très particulièrement sur ma première rencontre avec Dib assez tardive, dans les années 90. Une rencontre qui m'avait intuitivement fait sentir ce rapport spéci-

fique à notre écrivain avec ses premiers lieux d'écriture, un rapport qui lui assurait son élan vers le monde. L'ouvrage principal qui porte ma réflexion c'est Tlemcen ou les lieux de l'écriture, sauf qu'il est seulement le départ d'une analyse qui rayonne sur toute l'œuvre», a notamment indiqué la professeure de langue et de littérature française à l'université «Abou Bakr Belkaid», lors d'un bref entretien. Cet ouvrage, fruit à la fois d'un travail universitaire et de l'expérience acquise au sein de l'association que l'auteur dirige est d'un apport considérable pour tous les littéraires et étudiants des universités du pays et de l'étranger, avides de l'œuvre de Mohammed Dib, qui ne cessera jamais de leur révéler ses secrets.

A noter que Sabeha Benmansour, présidente du conseil du prix littéraire Mohammed Dib (qui en est à sa 8ème session), sera l'invitée de la maison de la culture «Abdelkader Alloula» de Tlemcen, le 8 avril 2021 à 16h pour une présentation de son livre, suivie d'une vente dédicace.

TIARET

## Les chasseurs en appellent au wali

El-Houari Dirmi

Des amateurs de chasse ne cessent de remuer ciel et terre pour amener les autorités locales à réviser une disposition qu'ils estiment «injuste». En effet, de nombreux chasseurs doivent produire un document prouvant qu'ils disposent de la somme d'un million de dinars pour pouvoir introduire une demande d'achat d'une arme de chasse. «Une disposition

qui n'existe pas dans les autres wilayas», dénoncent-ils. «Nous demandons au wali d'abroger cette disposition qui prive les chasseurs de leur droit d'acheter une arme de chasse», écrivent-ils dans une lettre adressée aux autorités locales. «Comment nous demandet-on de justifier de la possession de la somme de 100 millions de centimes alors qu'on peut trouver un fusil de chasse à 50 millions ?», s'interroge un chasseur.

MOSTAGANEM

## Tramway : exploitation commerciale en juillet ?



Des essais techniques sur le tronçon de la première ligne du tramway de la ville de Mostaganem ont été lancés mardi, a-t-on appris de la direction des transports de la wilaya. Les premiers essais sur ce tronçon ont été effectués sur une distance de 7 kilomètres entre le centre d'entretien secondaire sis à la cité 5 juillet 1962 et le poste de contrôle et de suivi au niveau de haï Salamandre, passant par la gare ferroviaire du centre-ville, a indiqué, à l'APS, le directeur local des transports, Mustapha Kada Belfar.

Lors de cette opération, une rame de tramway, réceptionnée au mois de décembre dernier, a été tractée le long du parcours de la ligne, afin de tester la voie ferrée et enlever tous les obstacles pouvant s'y trouver, en attendant la circulation automatique par l'utilisation de l'énergie électrique, qui sera effectuée prochainement, a ajouté le même responsable.

M. Kada Belfar a fait part de la possibilité de l'exploitation commerciale de ce tronçon le mois de juillet prochain, si quelques équipements nécessaires du centre de contrôle sont réceptionnés, en plus plus de la réception du second tronçon reliant la banlieue nord de la ville (zone de Kharouba) durant la même période.

Concernant l'avancement des travaux, le directeur du projet, Habib Bekhadda a déclaré à

l'APS que le taux d'avancement de la réalisation des systèmes d'exploitation du tramway ont atteint 80%, alors que le taux de réalisation des infrastructures de base a dépassé les 95%.

Ces essais complémentaires à ceux effectués le mois de décembre dernier sur la seconde voie (2 km) seront suivis par les essais préliminaires du centre de contrôle et des opérations de Salamandre, parallèlement aux travaux du second tronçon de la première ligne sur une longueur de 8 km, a-t-on précisé.

La même source a révélé que les premiers essais de la seconde ligne ont été couronnés de succès concernant la voie ferrée, les systèmes d'énergie électrique et la rame ayant été montée localement par l'entreprise Sital (wilaya d'Annaba), faisant savoir que la grande station du tramway de Salamandre est prête à accueillir le reste des rames dont le nombre est estimé à 23.

Le tramway de la ville de Mostaganem, dont le coût a été estimé à 26,5 milliards DA, a connu un retard dans sa réalisation en raison du retrait de la société espagnole chargée du projet ayant conduit à la résiliation de son contrat, sachant que le reste des travaux ayant atteint un taux d'avancement dépassant 80% en fin 2020, ont été confiés au groupe public Cosider.



TÉBESSA

## Covid 19 : appel au respect du protocole sanitaire

**La détérioration de la situation sanitaire, due à la pandémie du coronavirus, dans quatre communes, avec l'enregistrement de nouveaux cas de décès, serait-elle derrière les dernières mesures prises par les autorités de la wilaya ?**

Ali Chabana



Un retour annoncé à plus de restrictions, afin d'endiguer la propagation de la maladie, à commencer par la brisure de la chaîne de contamination. Ceci a été évoqué lors de la réunion de la Commission sécuritaire élargie, sous l'égide du wali Mohamed El Baraka Dahedj. Le DSP Said Belaid a présenté dans un rapport concernant la situation épidémiologique de la wilaya, en indiquant l'apparition de nouveaux cas de variants et ce, devant l'absence

des données et études scientifiques précises, sur les conditions et l'origine de la propagation des contaminations.

Le même responsable a appelé à prendre les mesures qui s'imposent, afin de circonscrire la pandémie, le retour aux bases de la prévention et le respect strict du protocole sanitaire.

De son côté, le wali a instruit les responsables concernés et directement impliqués, au respect des règles de protection en vigueur dans les établissements scolaires et administrations publiques, ain-

si que la réactivation des mesures répressives à l'encontre des contrevenants, le contrôle des activités commerciales, dans les localités où ont été enregistrés les cas de variants du Covid.

Quant aux services de la DSP, ils rappellent la population à ne pas baisser de vigilance, une mise en garde préventive. Il faut noter que depuis quelque temps déjà, les citoyens ont totalement abandonné le minimum d'attention à une épidémie qui pourrait resurgir à tout moment. Alors allons-nous vers un retour à la case de départ ?

## Saisie de kif, une arrestation

En seulement quelques jours, les policiers de la STUP, relevant de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Tébessa ont intercepté une quantité de kif traité, soit 5 kg. Les narcotrafiquants

s'apprêtaient à acheminer les stupéfiants vers les frontières-est.

Le mis en cause, âgé de 34 ans, opérait dans un quartier populaire du chef-lieu.

Pour rappel, la police avait déjà

récupéré la même quantité de drogue, dans une autre saisie, soit 5 kg et l'arrestation de 2 personnes, âgées de 27 et 35 ans, d'après le communiqué de la cellule de presse de la police. **Ali Chabana**

ALGER

## SAFEX : des ventes directes durant le Ramadhan



La Société algérienne des Foires et des Exportations (Safex), a annoncé, mardi, l'organisation, durant le mois de Ramadhan, des opérations de vente directe des différents produits avec la participation de 150 exposants au Palais des Expositions des Pins maritimes. Organisée sur une superficie de 8.000 m<sup>2</sup>, cette opération de vente directe concernera différents produits dont les denrées alimentaires, les appareils électroménagers, les habits, le textile, les ustensiles de cuisine, les produits traditionnels,

artisanaux et locaux, le jardinage, les produits d'emballage et cosmétiques. Le programme commercial de cet événement compte des expositions de vente de divers produits à des prix « concurrentiels et promotionnels », conformément aux besoins et consommations des citoyens durant le mois de Ramadhan. Cette opération s'inscrit dans le cadre des foires organisées en prévision du mois de Ramadhan sous le thème ; « Ramadhan au Palais », du 8 avril au 7 mai prochains. Outre l'exposition commerciale, le

Palais des Expositions compte un programme culturel et de loisirs pour les familles, dont des concours et des jeux pour les enfants durant les soirées et les week-ends.

A rappeler que la SAFEX a repris, en mars, ses activités liées à l'organisation des salons et des foires, après un arrêt de près d'une année en raison de la pandémie du Coronavirus. En 2021, le Palais des Expositions verra l'organisation de plus de 20 manifestations avec un protocole sanitaire strict mis en place à cet effet.

BORDJ BOU ARRERIDJ

## Lancement d'un projet intégré de développement durable

La ministre de l'Environnement, Mme Dalila Boudjemaâ a annoncé, mardi à Bordj Bou Arreridj, le lancement d'un projet intégré de développement durable dans la région des Bibans, financé par le Fonds pour l'Environnement mondial (FEM) pour un coût de 3,7 millions de dollars. Intervenant en marge d'une visite de travail dans la wilaya, Mme Boudjemaâ a souligné que la région des Bibans, située entre la commune de Theniet Ennasr (w. Bordj Bou Arreridj) et celle d'Ighir Ali, (w. de Béjaïa), a été choisie dans le cadre du plan d'aménagement du territoire pour concrétiser un projet intégré et complémentaire qu'elle a qualifié de « patrimoine local à préserver », financé par le FEM. L'objectif de ce projet qui sera appliqué par la FAO est de « valoriser les ressources biologiques » et « préserver la biodiversité et les écosystèmes, dans cette région montagneuse, en encourageant la création de coopératives génératrices de richesses, garantir des postes d'emploi et améliorer le cadre de vie des habitants de cette région », notamment les

jeunes pour investir dans les ressources locales. Concernant le problème de « l'amiante » qui continue à préoccuper certaines régions du chef-lieu de la wilaya, à l'instar d'autres régions du pays, à savoir Mascara, Gué de Constantine et Meftah (Alger), la ministre a souligné que « le problème a été pris en charge à la faveur d'un appel d'offres national ».

Mme Boudjemaâ a visité, en outre, une exposition à laquelle ont pris part des associations et des sociétés activant dans le domaine de l'Environnement, et assisté à un hommage en l'honneur des agents d'hygiène de l'Entreprise publique de gestion des Centres d'enfouissement techniques (CET). La ministre a inspecté aussi le CET des ordures ménagères dans la région de Boumergued et le projet de réalisation d'une station d'épuration.

Au Chef-lieu de la wilaya, la ministre a inspecté les travaux de réalisation d'un projet de dépollution et le lancement d'un projet de réhabilitation des décharges anarchiques pour un coût de 100 millions de DA.

DJELFA

## Emblavement de 24 hectares en colza

Une superficie de 24 ha a été semée en colza dans la wilaya de Djelfa, dans le cadre de l'intérêt porté aux cultures à rentabilité économique, a-t-on appris, mardi, auprès de responsables de la direction locale des Services agricoles (DSA).

« Ce type de cultures s'inscrit dans le cadre des orientations de l'Etat visant la réduction de la facture d'importation de cette matière », a indiqué, à l'APS, le DSA, Ali Beldjoudi, en marge d'une rencontre, abritée par le siège du Haut commissariat au développement de la Steppe (HCDS), consacrée au suivi et évaluation de l'action de la commission locale de vulgarisation et d'appui-conseil, avec la participation de nombreux partenaires du secteur agricole. Il a signalé qu'une surface de 24 ha a été réservée pour cette culture qui a été lancée à titre expérimental dans la wilaya, en collaboration avec un opérateur privé et plusieurs agriculteurs, dont 18 ha dans la commune de Had S'hari, 3 ha dans la commune d'El Idrissia et également 3 ha à Ain Ibel.

« Le HCDS assure, également, le suivi d'une plantation pilote de 2 ha de colza dans la commune de Aïn Mabad », a souligné un technicien de ce

Haut commissariat. Présent à cette rencontre, le directeur général adjoint à l'Institut national de vulgarisation agricole, Mohamed Abdelmotalib, a indiqué que « cette rencontre fait office d'atelier d'évaluation des réalisations de la Commission appui-conseil, visant la modernisation du rendement du dispositif de vulgarisation agricole, avec l'implication de tous les acteurs concernés, dont ceux du secteur privé, en vue de la programmation d'activités de terrain inscrites dans le cadre de la nouvelle organisation du secteur ».

Le secrétaire général de la Chambre de l'Agriculture, Abdelkader Belkheiri, a relevé quant à lui, « l'impact direct de la plate-forme de vulgarisation agricole dans la sensibilisation du plus grand nombre possible d'agriculteurs, de manière à développer et promouvoir leurs productions et partant, contribuer au développement économique », s'est-il félicité. Le responsable a relevé « l'efficacité obtenue grâce au travail participatif, ayant contribué à l'émergence de nombreuses filières vers lesquelles l'agriculteur s'est orienté, tout en développant son rendement et en s'informant de toute nouveauté dans le domaine », a-t-il assuré.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 Chaâbane 1442

El Fedjr 05h06	Dohr 12h52	Assar 16h26	Maghreb 19h14	Icha 20h34
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## APPELEMENTS

■A louer appart F4, 100 m² USTO, 3<sup>e</sup> étage + A louer villa R+1, 460 m² pour école ENSEPT Es-Senia + à louer dépôt 450 m² cité Petit + à vendre villa R+1, 265 m², la Lofa + à vendre villa R+2 200 logts 200 m² Es-Senia – tel : 0773.24.62.36

■A vendre appart F4, 117 m², 3<sup>e</sup> étage, acte notarié, cité les Pyramides 500 logts, USTO, Oran. Prix 1.250 M, négociable – Tél : 0793.05.73.17

■A vendre appartements en cours de réalisation équipé type F2 et F3 à Victor Hugo + des F3 à douar Boudjemaâ, à vendre ou location – Tel : 0550.62.64.81

■Echange F3 contre habitation individuelle ou maison de maître à Es-Senia Ouled Adda R+1 – Tel : 0663.94.95.85

■Loue F2 à Seddikia Oran à jeune couple sérieux ; cuisine, SDB, électricité, eau chaude, 24/24h, 1<sup>er</sup> étage – Tél : 0666.82.12.40

■Loue logt F2 avec cour, à Bir El Djir, en face la mairie, 2<sup>e</sup> étage, 12 mois d'avance, intermédiaire ou agence s'abstenir – 0795.23.47.46

■A.V, à Oran Lotfi /CV F4 meublé 130 m², 7<sup>e</sup> étage avec ascenseur, 3 faç 3 chbres avec balcon individuel + gde salle à manger, cuis, SDB, WC, placard – Prix : 1MD 950 M – Tel : 0560.19.75.28

■ Cherche studio à vendre, acté, à Oran Maraval, Choupot ou Senia – 0781.05.96.84 -0777.87.24.02

■Location F2, cuisine, salle de bain, parking, sécurité à Mimosa, cité Petit – 0775.45.74.94

■A.V, F5, 174 m², 3 faç, 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> étage avec 4 balcons et cuisine équipée + chauffage central + garage individuel ds un immeuble de 4 étages, 1 par palier, Belgaid Hachimia – 0550.96.08.41

■Loue F3 plus salle de séjour avec toutes les commodités clim, chauffage, parabole, petit immeuble sécurité, Hai Choupot, Bessol Alel – Tél : 0554.94.96.98

■Vous rêvez d'un quartier résidentiel et calme, nous offrons des appartements promotionnels, appelez-nous et achetez la maison de vos rêves, au cœur d'Oran et de Bir el Djir Appelez le 0699.51.20.31/ 0699.51.20.16

■Vds ou échange F3, 2e étage, 2 balcons, T.B état, bien situé acté + L/F convient prof libérale, à cité Zabana, Arzew - Mob : 0772.38.71.86 Fixe : 041.76.12.06. M. Kharroubi. Pas de courtier SVP.

■Loue 3 appartements F5 Yel-lel-centre (w) Relizane pour profession libérale – Tél : 0561.56.09.65

## EMPLOIS

■A Oran, laboratoire des gâteaux cherche des employées femmes, lieu de travail, Haï nakhla, Bir El Djir, pas loin de Like/Oran – Tel : 0782.25.04.76

■Sté privée à Hassi Ameur, recrute responsable de production, 5 ans expérience et + emploi2020.31@gmail.com

■Jeune fille, 36 ans, sérieuse disponible cherche travail comme secrétaire ou assistante de bureau, Oran -Tél : 0793.37.87.10

■Entreprise privée, à Oran recrute, un agent de sécurité et un chauffeur, nous contacter au 0559.56.93.50

■Sté à Hassi Ameur recrute Technicien en sertissage, expérience mécanique des machines pour sertissage, logt assuré – 0770.50.17.92

## TERRAINS

■A vendre des beaux lots de terrain, sup 150 et 300 m², 1 seul et 2 façades, très bien situés à douar Boudjemâa (Chourba) Oran – Tel : 0559.34.20.35 – 0779.26.41.67

## VEHICULES

■Achat véhicules accidentés, en panne ou d'occasions légers et lourds Tél : 023.24. 33. 83 / 0550. 59. 03. 60 / 0771. 39. 49. 82

## VILLAS

■Villa à vendre 167 m² à Bir El Djir, RDC + 1<sup>er</sup>, 2 grands salons + 4 chambres, 2 cuisines, salle de bain, garage,, eau, gaz, bon voisinage pour visite – 0555.34.65.50

## DIVERS

■Chef cuisinier gastro, possédant matériel complet de cuisine, cherche partenaire possédant local, bien placé, à Oran ou environs immédiats, étudie toutes propositions – Tél : 0794.38.11.02

■Vends matériels dégraissage + Monte-charges 500 kg avec support – Tel : 0796.89.76.28

■A louer numéro de taxi, wilaya d'Oran – Tel : 0797.97.55.27

■Vous entendez mais vous ne comprenez pas, vous augmentez le son de la télé, vous faites répéter celui qui vous parle, tests auditifs gratuits pour enfants et adultes - tél : 0560.47.00.04 -0560.47.00.22 wilayas : Oran – Tlemcen – Relizane – Saïda – Sidi Bel-Abbès

■UniBeauté, Ecole de formation professionnelle, agréée par l'Etat lance des formations diplômantes : esthétique, coiffure dames, coiffure hommes. Adss : 4 rue Ezzaoui Mustapha. Gambetta. Oran – Tél : 041.83.41.41/ 42-42/ 0770.00.53.43/0770.08.81.47

## LOCAUX

■Vends/ou échange cafétéria en règle avec terrasse Haï Sabah, donne sur 4<sup>e</sup> périphérique – 0771.91.46.37

■Tlemcen loue magasin usage commercial en plein centre-ville, situé à sidi Hamed, contacter : 0775.71.23.59

■A.V à Bel-Air, à 50 m du bd Froment Coste, local comme 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1<sup>er</sup>) , acté, entrée indépendante, place parking, au RDC bureau, P. P-DG, gd openspace, 2 SDB, convient à fonc. Libérale + plusieurs lignes tél + wifi – Prix 1MD950 U – Tél : 0560.19.75.28

■Tlemcen : Vends local bien aménagé à Boudjlida (Tlemcen), sur grand boulevard. Sup 85m², 2 paliers, double façade avec 2 entrées indépendantes. Rideau électrique, toilettes. Acte notarié et Livret foncier. Prix après visite. -Tél : 0550.16.70.89

■Loue à usage de bureaux ou école, un espace de 150 m² composé de 4 pièces, kitchenette, 2 toilettes au 5<sup>e</sup> étage, ascenseur, parking (en face l'immeuble), Gd Boulevard Oran - 0771.54.24.27- 0661.46.57.30

■Vends à Oran, centre-ville, cabinet médical en toute propriété avec clientèle de 35 ans. T4. Prix : 950 M. Tél : 0669.30.16.78, à partir de 14h, idéal pour médecin débutant

## ANNIVERSAIRE

*Tu es sûrement un peu trop jeune pour te souvenir de ce jour de fête mais ta maman et ton papa ont souhaité écrire cette annonce afin que tu gardes l'empreinte de nos émotions. Depuis que tu es venu au monde, tu as fais le bonheur de tous ceux qui t'entourent ; je voulais te dire que tu nous as apporté de la joie et que nous t'aimons tendrement.*  
*Joyeux anniversaire mon petit prince Fahd.*  
*Ta maman et ton papa qui t'adorent.*



### PENSÉE

A notre chère épouse, mère et grand-mère



**BEHIDJI Malika,**  
**née BEKHTAOUI**

*Tu nous manques tellement et nous prions le Créateur de nous aider à supporter ton absence.*  
*Repose en paix !*

### PENSÉE

**KRARRAZ Abdelhafid**  
*Ça fait cinq (5) ans que tu nous as quittés pour un monde meilleur. Ton père, ta mère ainsi que tes frères et sœurs demandent à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire sans oublier tes enfants et ta femme. Repose en paix Hafid*  
*A Dieu nous appartenons à Lui nous revenons.*  
*Ton père Mohamed dit le Bijoutier*



### PENSÉE

A la mémoire de notre chère sœur



**LARBI Sadia**  
*Qui nous as quittés pour un monde meilleur le 01/04/2020. Cela fait une année, toute la famille LARBI demande à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.*

إنا لله وإنا إليه راجعون

### PENSÉE

**Maman DAHMAMI Fadila épouse Khedoud,**  
*après 17 ans d'absence on ne trouve plus les mots pour décrire notre peine et notre douleur. On nous a dit qu'avec le temps la douleur s'estompe, mais rien n'y fait, ton absence se fait sentir de plus en plus, nous souhaitons que tu es bien là où tu es. On t'aime maman.*  
*Tes enfants Zakia, Mounia, Djaafar, Amel, ainsi que tes petites-filles Fadila, Badiaa, demandent à tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée pour toi.*

إنا لله وإنا إليه راجعون

### LOCAL A LOUER A CHETEIBO

*D'une superficie de 1100 m², situé dans la zone d'activité de Nedjma W. ORAN pour usage industriel ou de dépôt.*  
*Equippé d'un bloc administratif et d'un transfo de 400 Kva.*  
**Tél : 0560.05.11.95**

## Mise en demeure

*L'entreprise BENDAOUD Rida dont le siège social est au 07 Rue des Frères Zerouk, 13.000, Tlemcen, est mise en demeure de mettre les moyens humains et matériels pour terminer, dans les 7 jours, les travaux de plomberie dans le projet des 90 logements avec commerces et services à Bir El Djir- Oran, faute de quoi, le contrat sera résilié aux torts exclusifs.*

**MODULOM eurl**

### PENSÉE



*Déjà 7 ans, le 3 janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> avril 2014 nous ont quittés nos chers parents.*  
*01.04.2014 : OUIS Hadj Benyagoub (ex Latbaoui) ancien Moudjahid, ancien cycliste, champion d'Algérie et 03.01.2014 TAHAR Fatma laissant derrière eux un énorme vide que personne ne peut combler. Nous ne pourrions jamais vous oublier et nous demandons à tous ceux qui vous ont connus et aimés de prier Dieu, avec nous, de vous accorder Sa Sainte Miséricorde et de vous accueillir dans Son Vaste Paradis. Vos fils et vos filles, vos petites-filles et vos petits-fils Ouis*

الله يرحمكم ويحفظكم مع الأبدان والصلوات وفي الجنة الفردوس آمين

### PENSÉE



*A la mémoire de mes chers parents*  
**KIDARI Mohamed**  
*décédé le 1<sup>er</sup> avril 1985*  
**TRIKI Houria**  
*décédée le 10 avril 2018*  
*Que tous ceux qui les ont connus aient une pieuse pensée pour eux.*  
*Allah Yarahmkoum*

*Zakia*

### PENSÉE

**M. KIDARI Mohamed (père)**  
*Cela fait trente-six ans que nous a quittés notre cher et regretté père KIDARI Mohamed pour un monde meilleur. Sa sagesse et sa bonté resteront à jamais gravées en nos cœurs et mémoires. En cette occasion nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée et réciter la Fatiha en sa mémoire.*  
*A. Kidari*

إنا لله وإنا إليه راجعون

## PENSÉE

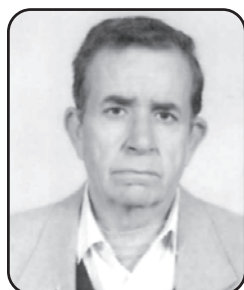
*Cela fait une année, le 01.04.2020 que nous a quittés notre cher et regretté frère, père et époux*  
**GRAÏNE Abderrahmane,**  
*à Oran, à l'âge de 63 ans.*  
*En cette triste circonstance, nous demandons, à tous ceux qui l'ont connu, d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.*  
*Par la même occasion nous remercions vivement toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont compati à notre douleur.*  
*Repose en paix Abderrahmane.*  
*Que Dieu t'accueille en Son Vaste Paradis.*



## DÉCÈS

*Les familles SALAH, FAHIM, BELKACEM, BELGACEM, YAKHOU, AZIZ, BOUKORT, BELMOKHTAR, HADJI, HADJEB ont la douleur de vous faire part du décès de leur cher et regretté*  
**SALAH MOSTEFA**  
*Survenu le 29/03/2021 à Paris, la dépouille mortelle arrivera le 01/04/2021 à l'aéroport d'Alger 'Houari Boumediène.*  
*Il sera inhumé au cimetière de Ain Beïda.*  
*Domicile mortuaire : 05 bis Khelladi Mohamed st-Hubert (au dos de la CASNOS)*

إنا لله وإنا إليه راجعون





## Ligue des champions d'Afrique: CRB-TP Mazembe, vendredi à 20h00 La dernière chance pour le Chabab

M. B.

Pour le compte de la 5<sup>e</sup> journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, le CR Belouizdad reçoit, vendredi (20h00) à Alger, le TP Mazembe (RD Congo) dans un match décisif pour les deux formations. Le CR Belouizdad, qui traverse une période de assez difficile, tentera de faire abstraction de ses nombreux problèmes et s'efforcera de mettre tous les atouts de son côté, afin de remporter sa première victoire dans cette compétition. Le Chabab, qui occupe la seconde place du groupe B, en compagnie d'Al-Hilal du Soudan (3 pts), est appelé plus que jamais à sortir le grand jeu, car il s'agit là du match de la dernière chance face aux «Corbeaux» afin de se relancer dans la course.

Un autre résultat que le succès sera lourd de conséquences pour les coéquipiers de Nessakh, qui seront dirigés sur le banc par les deux entraîneurs adjoints, Slimane Raho et Karim Bekhti, à qui on a confié l'intérim, en remplacement de l'entraîneur français Franck Dumas, dont le contrat a été résilié à l'amiable



mardi. Côté effectif, le meneur de jeu Sayoud, qui a repris mardi l'entraînement collectif, devrait signer son retour après avoir brillé par son absence lors des précédentes rencontres en raison d'une blessure.

En face, le TP Mazembe, qui occupe la dernière place avec 2 points seulement, peut encore préten-

dre à passer ce tour s'il parvient à s'imposer au stade du 5-Juillet. Or, le team congolais, quintuple vainqueur du trophée, n'est pas au mieux de sa forme cette saison, comme en témoigne son parcours dans un groupe dominé par les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, solides leaders avec 12 unités.

## Ligue 2 - Valse des entraîneurs Le groupe Ouest en tête

Les entraîneurs exerçant dans les clubs relevant du groupe «Ouest» de la Ligue 2 de football n'ont pas échappé à la valse qui marque leur corporation depuis plusieurs années, puisque pas moins de huit d'entre eux ont été contraint de quitter leurs postes après seulement neuf journées de compétition. Cinq parmi les huit entraîneurs en question se sont vus signifier leur fin de mission de la part des directions des clubs concernés, pour «mauvais résultats». C'est le «chevronné», Abdellah Mecheri, qui a ouvert le bal en étant limogé par la JSM Tiaret après seulement deux journées. Le fait que ce technicien ait contribué grandement dans le retour d'Ezzargha dans le championnat du deuxième palier après plusieurs années passées dans

les divisions inférieures ne lui a pas suffi pour éviter ce triste sort. Un autre promu en Ligue deux, à savoir, le CRB Aïn Ouessara, n'a pas hésité à son tour de mettre fin aux fonctions de son entraîneur, Mourad Zerrouk, après seulement quelques journées du début du championnat. Le même sort a été réservé aux entraîneurs de l'OM Arzew, du CR Temouchent et de l'US Remchi, respectivement, Krachai Bouazza, Hadj Merine et Benayad Abdelouahab. Pour leur part, trois coachs ont préféré jeter l'éponge pour diverses raisons. Allusion faite à Zaoui Samir (SC Aïn Defla), El Hachemi Ghouilem (MC Saïda) et Kamel Mouassa (ASM Oran). Pour le dernier nommé, il a quitté les commandes techniques de la formation oranaise au bout de trois

journées, avant même qu'il ne parvienne à signer son contrat. Il a rejoint l'USM Blida, pensionnaire du groupe Centre de la même division, rappelle-t-on. Seulement quatre entraîneurs bénéficient encore de la confiance de leurs dirigeants respectifs. Parmi eux on retrouve Nassim Sefraoui (IRB El-Kerma), ainsi que Sid Ahmed Slimani (SKAF Khemis). Pour ces deux nommés, les modestes résultats qu'ils sont en train de réaliser avec leurs équipes risquent de leur jouer un mauvais tour dans les prochaines semaines. Il n'est pas à écarter ainsi de voir la liste des techniciens limogés dans le championnat de ce groupe s'élargir, prédisent les observateurs, estimant que la valse des entraîneurs a pris des «proportions inquiétantes» ces dernières années, à tous les niveaux de la compétition.

## Handisport - FAH

### L'AG électorale reprogrammée le 6 avril

L'assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne handisport (FAH), initialement, prévue samedi 27 mars à la salle des Conférences de l'Institut national des Sciences et Technologies des Sports (ISTS) Dély Brahim (Alger), se tiendra finalement le 6 avril prochain au même lieu et horaire, a-t-on appris auprès de l'instance fédérale. L'AGE avait été reportée, mercredi dernier sur recommandation de la commission de suivi et de renouvellement des instances des structures sportives nationales (CNSRISSN), afin de permettre à la com-

mission fédérale de recours d'examiner et statuer sur les recours introduits par deux membres de l'AG, lors de la dernière assemblée ordinaire et notifier la décision y afférentes aux requérants, leur permettant de saisir la commission. Outre ce report acté, la commission a recommandé également le prolongement de délais des candidatures d'une semaine, afin de donner le temps à la commission fédérale de recours d'examiner et statuer sur les recours introduits par deux membres lors de l'AGO. «Les recours ont été étudiés et rejetés sur le fond et la forme»,

a expliqué une source de la commission fédérale. L'assemblée générale de la FAH est constituée de 56 membres et le bureau fédéral sera constitué de 13 membres dont le président. La commission de candidatures constituée lors de l'assemblée générale ordinaire du 18 mars dernier est composée de Noureddine Boutiba, Elfitas Hadj et Gaoues Mohamed, et celle des recours est présidée par Elaid Rezag, assisté de Abdelkader Slotani et Ait Said Mansour, alors la commission de passation de consignes comprend Lamri Belabes et Leila Bouguera.

## Basketball - Ligue africaine Le GSP avec un handicap majeur

Le GS Pétroliers, représentant algérien en Ligue africaine de basketball (BAL), dont le coup d'envoi de la saison inaugurale sera donné le 16 mai prochain à Kigali (Rwanda), abordera la compétition avec un «handicap majeur», à savoir le «manque de compétition», a estimé le coach des Pétroliers, Sofiane Boulahia. «Nous sommes la seule équipe à l'arrêt depuis un an. Les 11 autres équipes participantes ont repris la compétition dans leur pays respectif. Notre équipe aborde le tournoi avec un handicap majeur, à savoir le manque de compétition et ça ne sera pas évident de rivaliser avec les meilleures équipes africaines», a déclaré Boulahia. «Nous avons programmé des matchs amicaux avec les clubs algériens qui ont repris les entraînements, mais c'est insuffisant pour être compétitif dans un tournoi aussi prestigieux», a-t-il ajouté. Le tournoi de la BAL, une nouvelle ligue professionnelle fruit d'un partenariat historique entre la Fédération interna-

tionale (FIBA) et la Ligue nord-américaine (NBA), se disputera dans une «bulle» à Kigali avec un protocole sanitaire très stricte pour les 12 équipes participantes, basé sur les orientations de l'Organisation mondiale de la santé.

Pour cette saison inaugurale, reportée à plusieurs reprises à cause de la pandémie de coronavirus, les organisateurs ont dévoilé un nouveau format de compétition ajusté, qui comptera 26 matchs au total.

Le tournoi débutera avec une phase de groupe (trois groupes de quatre équipes), au cours de laquelle chaque équipe affrontera les trois autres équipes de son groupe.

Le GS Pétroliers évoluera dans le groupe C, aux côtés du Zamalek d'Égypte, l'AS Douanes du Sénégal et le Ferroviario Maputo du Mozambique. «Nous n'avons pas beaucoup d'informations sur nos adversaires, mais nous ferons le maximum pour représenter dignement le basket-ball algérien», a assuré Boulahia.

Le groupe A est compo-

sé de l'US Monastir de Tunisie, de Rivers Hoopers du Nigeria, du GNBC de Madagascar et les Patriots du Rwanda, alors que l'AS Salé du Maroc, l'AS Police du Mali, le FAP du Cameroun et le Petro Luanda d'Angola, forment le groupe B. Les huit meilleures équipes de la phase de groupe, soit les deux premiers de chaque poule et les deux meilleurs troisièmes, se qualifieront pour la phase finale à élimination directe. La finale de la BAL a été programmée 30 mai dans la Kigali Arena, qui abritera toutes les rencontres du tournoi. Dans un communiqué publié lundi, le président de la BAL, le Sénégalais Amadou Gallo Fall, s'est félicité que «la première saison se déroule à la Kigali Arena, une salle de classe mondiale». «Grâce à la BAL, Nous offrons aux joueurs africains une plate-forme pour mettre en valeur leur talent et inspirer les fans. Cette ligue sera également un moteur de croissance économique qui mettra en valeur la culture sportive dynamique de l'Afrique», a-t-il ajouté.

## Eliminatoires - CAN 2022 Quatre autres qualifiés, imbroglio Sierra Leone-Bénin



Mauritanie, Éthiopie, Guinée Bissau et Cap Vert se sont qualifiés pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) mardi et il ne reste plus à prendre qu'un ticket, que la Sierra Leone et le Bénin n'ont pu se disputer en raison d'un imbroglio matiné de Covid. Six «Écuireils» du Bénin ont été testés positifs à leur arrivée à Freetown, dont les meilleurs éléments Steve Mounié et Jodel Dossou, et ne pouvaient pas participer au match décisif. La

colère de la délégation béninoise et le doute sur la contamination des joueurs ont entraîné de longues discussions.

Finalement la rencontre n'a pas eu lieu et a été reportée. La Sierra Leone doit battre le Bénin pour se qualifier. Dans les autres rencontres, la Guinée Bissau a largement dominé le Congo (3-0) pour décrocher sa place au Cameroun. La Mauritanie de Corentin Martins s'est imposée en Centrafrique (1-0) et passe aux dépens du

Burundi, battu de toutes façons au Maroc (1-0). L'Éthiopie, bien que battue en Côte d'Ivoire (3-1), a conservé un point d'avance sur Madagascar. Les «Bareas» (zébus) malgaches ont raté le coche en étant incapables de battre le Niger (0-0), pourtant déjà éliminé.

Enfin le Cap-Vert a assuré sa place en gagnant au Mozambique (1-0). L'édition 2021 de la CAN a été reportée à l'année prochaine au Cameroun (15 janvier-28 février 2022).



## Equipe nationale L'Algérie meilleure attaque des éliminatoires



L'attaquant international algérien d'Al-Sadd (Div.1 qatarie) Baghdad Bounedjah, a terminé à la deuxième place au classement des buteurs des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, décalée à 2022 au Cameroun, avec 4 buts, au lendemain de la clôture de la 6e et dernière journée.

Auteur d'un but lundi lors de la large victoire des «Verts» face au Botswana (5-0) au stade Mustapha-Tchaker de Blida, Bounedjah a terminé à égalité avec le Centrafricain Louis Mafouta (Xamax/ Suisse), le Burundais Saidi Ntibazon-

kiza (Young Africans/ Tanzanie), et le Sud-africain Percy Tau (Brighton/ Angleterre).

Deux joueurs ont terminé conjointement en tête du classement, il s'agit du Zambien Patson Daka (Salzbourg/ Autriche), auteur notamment d'un doublé sur penalty à Lusaka face à l'Algérie (3-3) lors de la 5e journée, et le Nigérian Victor Osimhen (Naples/ Italie), avec 5 buts chacun.

Par ailleurs, l'équipe nationale a terminé meilleure attaque des qualifications avec 19 buts marqués en six matchs, devant la Tunisie, le Nigeria, qui comptent 14 réalisations chacun, alors que la

Côte d'Ivoire suit derrière avec 11 buts.

Il s'agit du deuxième plus grand total de buts inscrit par l'Algérie dans les qualifications de la CAN, après celui réalisé durant la campagne qualificative à l'édition 2017 au Gabon, où la sélection, dirigée à l'époque par le Français Christian Gourcuff, avait marqué 25 buts. Sur le plan défensif, l'Algérie a terminé sixième meilleure défense avec 6 buts encaissés en six matchs, en compagnie du Gabon, des Comores, de l'Ethiopie, et de la Sierra Leone, cette dernière compte un match en moins à disputer face au Bénin.

### Italie

## Aïssa Mandi en route vers l'Inter

L'Inter Milan s'est fixé pour l'objectif d'améliorer le niveau de sa défense. Pour ce faire, Aïssa Mandi sera la principale cible de l'été. L'international algérien du Betis Séville, qui sera en fin de contrat le mois de juin prochain, continue donc à attirer les regards.

Selon la presse italienne, l'Inter Milan serait extrême-

ment intéressé par le défenseur central des Verts, au point de le retenir dans une liste de trois défenseurs susceptibles de renforcer la défense intériste.

L'offre milanaise serait de l'ordre de 3 millions d'euros par an, soit un salaire similaire à celui que lui offre le Betis Séville mais avec une place de titulaire qui ne lui

sera plus garantie. L'international algérien n'a toujours pas prolongé son contrat, qui s'achève en juin 2021, mais le Betis aurait offert à son joueur un salaire annuel compris entre 2,5 et 3 millions d'euros par an. Ainsi, si Mandi ne répondra pas à cette offre d'ici les prochaines semaines, il aurait le choix de la nouveauté.

### Beerschot VA

## Réda Halaïmia prolonge jusqu'en 2023

Le défenseur international algérien Mohamed Réda Halaïmia, a prolongé son contrat pour deux saisons supplémentaires avec son club Beerschot VA, soit jusqu'en 2023, a annoncé mercredi le club belge de la division 1 de football sur son compte officiel Twitter. Halaïmia (24 ans) avait rejoint le club, basé à Anvers, en 2019, pour un contrat de deux saisons, en provenance du MC Oran (Ligue 1/ Algérie).

Il avait été convoqué pour la première en équipe nationale, à l'occasion des deux premiers matchs des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, décalée à 2022, disputés en novembre 2019 : à domicile face à la Zambie (5-0) et en déplacement devant le Botswana (victoire 1-0).

Le natif d'Oran avait signé sa première sélection, le ven-



dredi 9 octobre 2020, à l'occasion du match amical disputé face au Nigeria (victoire 1-0), au stade de Klagenfurt en Autriche.

Il n'a pas été convoqué par le sélectionneur national Dja-

mel Belmadi, pour les deux derniers matchs des qualifications de la CAN-2021, disputés les 24 et 29 mars 2021 à Lusaka face à la Zambie (3-3) et à Blida devant le Botswana (5-0).

## Qualifications - Mondial 2022 La Turquie accrochée, Belgique et Pays-Bas s'amuse

La Turquie a été accrochée à domicile par la Lettonie (3-3) tandis que la Belgique et les Pays-Bas se sont fait plaisir face au Bélarus (8-0) et à Gibraltar (7-0), mardi lors d'une troisième journée des qualifications pour le Mondial-2022 également marquée par la défaite de la Russie en Slovaquie (2-1).

Le Monténégro, qui comptait deux victoires comme la Turquie dans le groupe G, s'est lui incliné 1 à 0 à domicile face à la Norvège de Erling Haaland - qui n'a pas marqué, laquelle réalise une excellente opération comptable. Dans ce groupe, en effet, la Turquie reste en tête mais est désormais ta-

lonnée à une longueur par les Pays-Bas, le Monténégro et la Norvège.

A Istanbul, la sélection de Senol Gunes, victorieuse des Pays-Bas (3-2) et en Norvège (3-0), a subi un coup d'arrêt face à une très séduisante équipe de Lettonie qui avait pourtant perdu ses deux premiers matches.

A Heverlee, la Belgique du sélectionneur espagnol Roberto Martinez s'est bien amusée aux dépens du Bélarus. Les Diables Rouges prennent seuls la première place avec trois points d'avance sur la République tchèque, battue 1-0 au Pays de Galles. Le Pays de Galles et le Bélarus sont à un point derriè-

re la République tchèque. A Gibraltar, après une difficile mise en route, les Pays-Bas ont déroulé avec sept buts. Dans le groupe H la surprise est venue de la défaite de la Russie en Slovaquie 2-1. La Russie, qui recevra la Croatie en septembre, est même désormais sous la menace de la Slovaquie, qui suit à une longueur.

Dans le groupe A, le Portugal s'est imposé 3-1 chez le surprenant Luxembourg, qui avait gagné en Irlande (1-0) lors de la journée précédente. Le Portugal est en tête mais à égalité de points avec la Serbie qui s'est imposée 2-1 en début d'après-midi en Azerbaïdjan.

## Tennis - Tournoi de Miami Barty souffre mais accède en demi-finales



L'Australienne Ashleigh Barty (N.1) a livré une féroce bataille face à la Bélarusse Aryna Sabalenka (N.7), mardi, pour accéder en demi-finale du tournoi de Miami, où Daniil Medvedev a atteint les quarts chez les messieurs, en ménageant ses jambes cette fois. Le tenant du titre, 24 ans, affrontera aujourd'hui l'Ukrainienne Elina Svitolina (N.5) ou la Lettone Anastasija Sevastova. Si elle se qualifie pour la finale, elle sera sûre de rester au sommet du classement WTA. Si elle échoue et que Naomi Osaka lui

succède au palmarès, la Japonaise fera coup double. Barty tente surtout de retrouver son top niveau, pour son premier tournoi hors d'Australie depuis plus d'un an que le coronavirus perturbe le cours des événements sportifs dans le monde.

Elle peut d'ailleurs se féliciter de n'avoir encore une fois rien lâché, comme lors de son entrée en lice où elle avait sauvé une balle de match. Car au lendemain du bras de fer remporté face à une autre Bélarusse, Victoria Azarenka, elle a eu plus fort à fai-

re encore face à Sabalenka, qui n'a baissé les armes 6-4, 6-7 (5/7), 6-3 qu'au bout de 2h16. Favori chez les hommes, Daniil Medvedev (N.1), vainqueur de l'Américain

Frances Tiafoe 6-4, 6-3, s'est lui rassuré sur le plan physique, deux jours après son 3e tour franchi péniblement, perclus de crampes. C'est la première fois de sa carrière que le Russe atteint ce stade du tournoi floridien. Il affrontera l'Espagnol Roberto Bautista (N.7) qui a sorti 6-3, 4-6, 7-6 (9/7) John Isner, vainqueur en 2018.

## Ligue des champions d'Europe La nouvelle formule dévoilée le 19 avril

L'UEFA décidera le 19 avril du format de la Ligue des champions après 2024, soit la réforme la plus radicale de sa compétition reine depuis vingt ans, objet d'intenses tractations en coulisses depuis plusieurs mois. L'instance a confirmé mardi qu'elle discuterait mercredi de «l'avenir des compétitions de clubs au-delà de 2024», lors d'un comité

exécutif très attendu. Mais contrairement à ce qu'espéraient nombre d'acteurs du foot, «une décision officielle sur ce sujet ne sera prise qu'à la réunion suivante», soit le 19 avril, ajoute l'UEFA. Quasiment bouclée, la nouvelle formule s'est heurtée mardi à un obstacle inattendu: la revendication par certains clubs d'un contrôle accru de l'UCC SA, la filiale de

l'UEFA qui gère depuis 2017 les questions commerciales, selon deux sources proches du dossier. L'Association des clubs européens (ECA), qui désigne déjà la moitié des membres du conseil d'administration de l'UCC, a estimé mardi soir n'être «pas encore en mesure d'approuver formellement» les futures compétitions européennes.



**T F 1**

**20.05 Gloria**



**Série de suspense - France - 2020**  
**Saison 1 - Episode 5/6**  
**Avec Cécile Bois, Sandra Valentin, Malik Zidi, Barbara Schulz**  
Jour 8. Les enfants de Gloria ont été placés en foyer par les services sociaux. D'abord sous le choc, désespérée, Gloria perd pied. La visite de son voisin, Arthur, l'encourage à se reprendre en main. Son premier instinct est de se rendre à la gendarmerie pour révéler tout ce qu'elle sait sur les Brak. Mais Stan Baldini l'en dissuade.

**2**

**20.00 Cash investigation**



**Présenté par Élise Lucet**  
Bien que les terrasses soient fermées à cause de l'épidémie de la Covid-19. Les ventes en ligne ont même augmenté de 40% en 2020. Les journalistes de Cash Investigation ont enquêté sur les stratégies employées par les fabricants et distributeurs de vins et spiritueux pour conquérir de nouveaux clients, notamment les jeunes via les réseaux sociaux.

**3 JEUDI**

**20.05 Les gardiennes**



**Drame - France - Suisse - 2017**  
**Avec Nathalie Baye, Laura Smet, Iris Bry, Olivier Rabourdin**  
En 1916, Constant Sandrail, instituteur dans le civil, devenu lieutenant dans l'armée française, revient très éprouvé du front pour passer une permission de quelques jours dans son village natal, où les femmes ont remplacé les hommes dans les champs. Il rend visite à sa mère, Hortense, avant de retrouver avec émotion sa salle de classe et sa sœur Solange.

**RTL 9**

**19.50 La sentinelle**



**Film de suspense - Etats-Unis - 2006**  
**Avec Michael Douglas, Kiefer Sutherland, Eva Longoria**  
Agent secret américain, Pete Garrison est chargé de la protection de Sarah Ballentine, l'épouse du président des États-Unis, une vingtaine d'années après avoir sauvé la vie d'un ancien président. Un jour, un de ses collègues et amis est assassiné. D'après un informateur, il était lié à un complot visant à tuer le chef de l'état.

**6**

**20.05 Top chef**



**Saison 12 - Episode 8**  
**Présenté par Stéphane Rotenberg, Philippe Etchebest, Hélène Darroze, Paul Pairet, Michel Sarran**  
Cette semaine, les sept candidats encore en lice n'ont que deux épreuves pour se qualifier. D'abord, sous l'œil du chef Christophe Pelé, ils doivent réaliser un plat de street food gastronomique. Ensuite, ils doivent imaginer un dessert entièrement fait de lait, comme celui imaginé par René et Maxime Meilleur, à la tête de leur restaurant triplement étoilé.

**CINE + FRISSE**

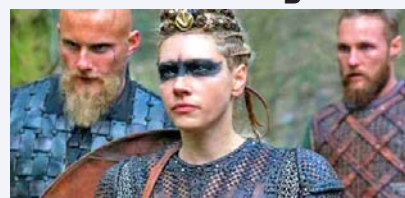
**19.50 Les enquêtes du département V : dossier 64**



**Film policier - Danemark - 2018**  
**Avec Nikolaj Lie Kaas, Fares Fares, Søren Pilmark, Fanny Børnedal**  
En 1961, dans la ville de Dragør, au Danemark, Nete est violemment séparée de son compagnon par son père, qui décide de l'éloigner définitivement du jeune homme. En 2018, à Copenhague, Carl Morck est incapable d'exprimer la moindre émotion alors qu'Assad, son collègue depuis de nombreuses années, est sur le point de partir.

**CANAL+**

**20.05 Vikings**



**Série d'action - Canada - Irlande - 2020**  
**Saison 6 - Episode 15/20**  
**- L'appel du large**  
**Avec Alex Høgh Andersen, Marco Iiso, Jordan Patrick Smith**  
Au Groenland, Ketill et sa famille refusent de partager avec les autres familles la viande de la baleine qui s'est échouée dans la zone de son campement. Ottar avoue à Ubbe qu'il est persuadé que Floki a été assassiné par Ketill.

**CANAL+ family**

**19.55 Star Wars Episode IX : l'ascension de Skywalker**



**Film de science-fiction - Etats-Unis - 2019**  
**Avec Daisy Ridley, John Boyega, Adam Driver, Kelly Marie Tran**  
Une rumeur de plus en plus persistante indique que l'empereur Palpatine, alias Dark Sidious, serait toujours vivant et plus puissant que jamais. Leia envoie des agents sur ses traces tandis que Kylo Ren, pour d'autres raisons, est également à la recherche du terrible seigneur Sith.

**T F 1**

**20.05 Koh-Lanta**



**Saison 22 - Les armes secrètes**  
**Présenté par Denis Brogniart**  
Après quatre semaines passées isolés sur une île de Polynésie française, les Robinsons fatiguent. Le manque de nourriture, de sommeil et de confort ainsi que les épreuves physiques usent certains participants plus que d'autres. Des dissensions apparaissent au sein même des équipes. Pourtant, il ne s'agit pas de flancher de nouveaux défis les attendent les Rouges et les Jaunes.

**2**

**20.05 Capitaine Marleau**



**Série policière - France - 2020**  
**Saison 3 - Episode 8/8**  
**- Au nom du fils**  
**Avec Corinne Masiero, Arthur Mazet, Olivier Gourmet, Anouk Grinberg**  
Le capitaine Marleau enquête sur le meurtre de Robert Lanski, abattu à bout portant aux commandes de sa locomotive à vapeur récemment restaurée. Cinq ans auparavant, il avait été jugé responsable d'un accident de TER dans lequel Nathan Girard, un adolescent de 15 ans, avait perdu la vie. Est-ce une vengeance ?

**3 VENDREDI**

**20.05 Les 60 ans du one-man-show**



Humoristes d'hier et d'aujourd'hui se succèdent dans ce document qui évoque le one-man-show et son évolution depuis sa création. Le pionnier fut Fernand Raynaud, en 1959, suivi de Robert Lamoureux, Raymond Devos, Coluche... Du côté des femmes, Jacqueline Maillan et Sylvie Joly ont ouvert la voie et inspiré Florence Foresti, Anne Roumanoff et Muriel Robin.

**RTL 9**

**19.50 Prédications**



**Film de science-fiction - Etats-Unis - 2009**  
**Avec Nicolas Cage, Lara Robinson, Chandler Canterbury, Rose Byrne**  
John Koestler, qui élève seul son fils Caleb, a du mal à se remettre du décès de sa femme. Un jour, une cérémonie est organisée dans l'école de Caleb. Chaque enfant se voit remettre un message écrit cinquante ans plus tôt par un autre élève, qui y dévoile sa vision du futur. Ecrite par une certaine Lucinda, la lettre de Caleb n'est qu'une suite incohérente de caractères.

**6**

**20.05 NCIS : enquêtes spéciales**



**Série policière - Etats-Unis - 2020**  
**Saison 18 - Episode 2/16**  
**- Au commencement**  
**Avec Mark Harmon, Sean Murray, Wilmer Valderrama, Maria Bello**  
McGee invite l'équipe à aller boire un verre pour fêter ses vingt ans au NCIS. Gibbs, toujours préoccupé par son affaire avec Fornell, ne semble pas intéressé. Un cadavre est retrouvé au sous-sol de l'agence. L'homme avait des faux papiers et ses empreintes digitales ont été brûlées.

**CINE + FRISSE**

**19.50 Donnybrook**



**Thriller - Etats-Unis - 2018**  
**Avec Jamie Bell, Frank Grillo, Margaret Qualley, James Badge Dale**  
Jarhead Earl, un ancien Marine tourmenté par ses dernières missions au Moyen Orient, mène désormais une existence misérable avec sa femme Tammy et leurs deux enfants. Existence compliquée par le fait que Tammy, droguée, doit de l'argent à Chainsaw Angus, un redoutable dealer.

**CANAL+**

**20.05 Replay**



**Présenté par Antoine de Caunes**  
Antoine De Caunes ouvre l'album souvenir de la chaîne cryptée en proposant une émission spéciale dédiée aux formats courts décalés et aux petites pastilles d'humour qui ont permis à des artistes de se révéler ces vingt dernières années. Les Deschiens, Le cinéma de Jamel, La minute blonde, Bref, le SAV des émissions, les Bonus de Guillaume et beaucoup d'autres.


**OCS MAX**

**19.40 21 Jump Street**





**Comédie - Etats-Unis - 2012**  
**Avec Channing Tatum, Jonah Hill, Ice Cube, DeRay Davis, Brie Larson**  
Ennemis jurés au collège, Jenko et Schmidt se retrouvent à l'école de police où ils deviennent amis et obtiennent leur diplôme en même temps. Jugés immatures après une bétise, ils sont envoyés dans un commissariat miteux pour démanteler un trafic de drogue dans un lycée. Les deux officiers doivent opérer sous couverture et se font passer pour des élèves.




 Profitez de cette journée pour faire vos comptes et voir si vous ne pouvez pas augmenter vos revenus d'une autre manière. Etre à jour permet de mieux prévoir !




 Si votre partenaire ou vos collaborateurs vous agacent, ne pratiquez pas la politique de l'autruche. Remettez-vous en question et acceptez le dialogue.


 Aujourd'hui, vous n'êtes pas en très grande forme et le moral s'en ressent. Heureusement, l'un de vos amis vous remet du baume en cœur en vous recontactant.


 L'inspiration est à vos côtés aujourd'hui, tout particulièrement si vous êtes artiste. C'est le moment de montrer votre talent ou votre savoir faire.





 Vous avez un pied dans votre foyer et l'autre loin de votre maison. Avant de vous laisser écarteler, réglez d'abord ce qui doit l'être dans votre famille !





 En ce moment, vous vous prenez la tête pour des questions financières mais vous avez tendance à voir les choses en négatif. Parlez-en à l'un de vos proches...


 Votre couple est aujourd'hui au centre de vos préoccupations car les valeurs de l'un sont différentes de celles de l'autre. Cherchez plutôt ce qui vous réunit.

 Vous êtes à fond dans le boulot mais vous le prenez comme une contrainte, ce qui vous rend maussade. Un conseil: mettez de l'humour dans ce que vous faites.

 Si vous êtes artiste, vous puiserez dans le silence et l'intimité le petit plus d'inspiration qui vous manquait. Vous avez besoin de faire le point dans le calme.

 En ce moment, votre foyer compte autant que vos amis. Si vous faites partie d'une équipe ou d'un groupe, vous les considérez presque comme des membres de votre famille.

 Voilà une journée prometteuse sur le plan social. Les bonnes idées semblent se former dans votre esprit plus aisément et, de ce fait, vous n'avez pas de mal à les formuler.

 Si vous êtes en formation ou que vous participez à un stage, nul doute que les connaissances acquises vous permettront d'ajouter une source de revenus à votre crédit.

**FLÉCHÉS N° 8018**

[illegible]

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2			■							
3			□	■			■		■	
4			■							
5					■					
6			■							
7		■	□				■		■	
8								■	□	
9						■				
10				■						

1. Remise à sa place
2. Dans l'éventualité.  
Déchaîné.
3. Secoués dans des gobe-  
lets. Sur la rose.
4. Préposition. «L'art d'exprimer  
l'invisible par le visible».
5. Silicate en noir et blanc.  
Colin et colin...
6. Cran d'arrêt. Lubriques.
7. Entre en cheville.
8. Sous. Pièce du dossier.
9. Règlement ordonné.  
Chargée de balais.
10. Ceinture. Père d'Interpol.

**A.** Au bis aller.  
**B.** Tout venant.  
Pièce d'énigme.  
**C.** Paradis perdu.  
**D.** Se reporter ailleurs.  
Grand amour.  
**E.** Boîte de vices. Maîtres  
faucons germaniques.  
**F.** Pièce de pageot.  
**G.** Prend souvent un joint.  
Se blanchit. Poisson.  
**H.** Train onze.  
Casse-tête chinois.  
**I.** Eprouvé. Plante  
puante. A titre indicatif.  
**J.** Poussées.

R	R	E	L	O	C	I	R	B	S	S	E	R	T	S
E	N	R	E	T	E	C	N	A	H	C	E	M	R	M
N	O	R	I	V	A	R	U	E	L	A	V	E	E	E
N	I	E	N	R	R	A	E	O	E	E	R	L	E	T
O	T	T	I	U	E	D	S	T	N	R	A	N	A	R
I	A	N	S	O	T	I	I	I	U	N	C	R	T	E
S	S	A	I	F	O	S	M	E	C	O	E	A	N	R
I	I	E	A	N	I	R	L	O	U	I	C	H	E	V
V	L	C	R	D	E	L	L	R	N	C	A	E	M	I
O	A	O	A	H	I	I	A	N	O	R	R	D	E	U
R	N	R	E	E	E	G	O	R	E	G	T	O	C	S
P	A	T	V	L	E	D	D	M	A	G	E	M	N	R
P	C	R	U	R	R	E	T	R	O	P	E	R	A	U
A	E	O	E	O	E	G	N	O	S	N	E	M	L	O
M	F	R	C	F	E	R	M	I	E	R	N	I	I	P

Les 10 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est handicapé. - Mon 2e est une céréale.

Mon tout est un lieu de soins.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
T	C	U										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

5	2	8	9	16	4	2	16	4	
7	12	3	14	9		8		12	6
13	3	5	4	4	16	5	4	6	
4	16	6	5		5	11	9	16	6
9	2		3	7		1		5	5
7		16	17		1	12	3	4	6
13	9	8	12	11		10	16	6	6
5	16		16	12	1	9			16
9	8	12	4	6		7	5	10	12
16	8		6		10	16		9	7
1	5	6		4	16	5	3	4	6
	3		8	3	6		6	1	
2	4	5	3	6	5	4		5	4
9	6		7	5	4	15		9	9
6		8	5	6	5		4	3	1

D	I	F	F	E	R	E	N	D	S
E	T	A	L			P	A	I	E
D	E	G	O	U	T		B	G	C
U			O	R	P	H	E	O	N
C	A	T	A	P	U	L	T	E	
T	D		L	E	N	A		S	A
I	N	D	I	R	E	C	T		M
O		M	E	C	S		O	T	E
N	B		S	U		M	U	O	N
S	O	T		T	O	U	R	I	E

T	E	R	M	I	N	E	R
O	Z	E	R	O	C	E	
M	R	A	I	E	Q		
B	O	U	C	X	P	U	
O	I	E	N	P	R	E	
L	F	R	O	T	T	E	R
A	P	A	I	S	A	A	R
O	I	E	R	I	V	E	
S	E	M	A	D	I		
I	T	L	I	E	S	E	
D	E	M	A	R	R	A	R
A	A	E	C	U			

1	9	3	6	4	7	5	2	8
6	7	8	5	1	2	3	9	4
5	2	4	3	9	8	7	6	1
3	8	5	2	6	9	1	4	7
2	4	1	7	8	5	6	3	9
9	6	7	4	3	1	2	8	5
8	3	6	1	7	4	9	5	2
4	1	2	9	5	3	8	7	6
7	5	9	8	2	6	4	1	3

**FOUILLIS N° 8017**  
**MARELLE (Mare - Elle)**

[illegible]

	2	7	4					6
		6			1			
8				3	9		7	2
						5	6	
	7	3			4	8		
	6	4		8	5	2		7
7			3		2		5	
	9							8
6	4							3



## Espionnage : l'Italie expulse deux fonctionnaires russes



L'Italie a annoncé mercredi l'expulsion de deux fonctionnaires russes au lendemain de l'arrestation en flagrant délit d'un officier de la marine italienne qui remettait à un militaire russe des documents "classifiés" contre une somme d'argent.

"Dans la soirée d'hier" (mardi), des gendarmes d'une unité spéciale "ont arrêté un officier de la marine militaire", ont déclaré les forces de l'ordre dans un communiqué. L'opération, réalisée sous la supervision du contre-espionnage italien et de l'état-major de la Défense, "a visé un capitaine de frégate de la marine militaire et un officier accrédité auprès de l'ambassade de la Fédération de Russie, tous les deux étant accusés de graves délits concernant l'espionnage et la sécurité de l'Etat", ont précisé les forces de l'ordre. "L'intervention a eu lieu au moment d'une rencontre clandestine entre les deux hommes, surpris en flagrant délit de remise de documents classifiés par l'officier italien en échange d'une somme d'argent", qui selon plusieurs médias italiens s'élève à 5.000 euros en espèces. L'officier italien a été arrêté, tandis que le militaire russe est protégé par son statut diplomatique.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## «Tentative de coup d'Etat» au Niger



Une "tentative de coup d'Etat" militaire a eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi au Niger, selon des sources proches du pouvoir, avant la prestation de serment du président élu Mohamed Bazoum qui prend la tête d'un pays frappé par les attaques djihadistes et à l'histoire marquée par des putschs.

Des riverains du quartier de la présidence à Niamey, ont raconté à l'AFP avoir été réveillés par des tirs à l'arme lourde et légère. "Les tirs étaient intenses, il y avait des armes lourdes et

des armes légères", a témoigné l'un d'eux. Peu après, une source sécuritaire a déclaré à l'AFP qu'il y avait eu "des arrestations parmi les quelques éléments de l'armée qui sont à l'origine de cette tentative de coup d'Etat". "Ce groupe de militaires n'a pas pu s'approcher du palais présidentiel lorsque la Garde présidentielle a riposté", a ajouté cette source en affirmant que la situation était "sous contrôle".

Une source proche de Mohamed Bazoum a confirmé à l'AFP qu'il y a eu ce qu'il a qualifié de "petite tentative de coup

d'Etat vite maîtrisée par les forces légitimistes".

Le quartier présidentiel a été quadrillé par les forces de l'ordre, mais dans le reste de la ville, la situation était normale mercredi et les gens vauquaient à leurs occupations comme si rien ne s'était passé, ont constaté des journalistes locaux. Cette "tentative de coup d'Etat" est intervenue avant l'intronisation prévue vendredi à Niamey du nouveau président élu Mohamed Bazoum, très proche du chef de l'Etat sortant Mahamadou Issoufou.

## France : des mesures pour restreindre le port du voile



Le Sénat français a adopté dans la nuit de mardi à mercredi plusieurs mesures pour restreindre le port du voile, prévoyant notamment de l'interdire pour les accompagnateurs de sorties scolaires, lors de l'examen du projet de loi sur le "séparatisme" qui vise l'islam radical. Adoptées par le Sénat dominé par l'opposition de droite contre l'avis du gouvernement, ces mesures pourront être retirées du projet de loi lorsque le texte retournera à l'Assemblée nationale. Au terme d'un vif débat, le Sénat a voté un amendement du groupe Les républicains (LR, droite) visant à interdire le port ostensible de signes religieux pour les accompagnateurs de sorties scolaires.

Le Sénat a encore voté un amendement LR pour permettre au règlement intérieur des piscines d'interdire le port du burkini. Et enfin un amendement du groupe Rassemblement Démocratique et Social européen (RDSE à majorité radicale) visant à interdire le voilement des mineurs, soutenu par le chef des sénateurs LR Bruno Retailleau.

Le projet de loi prévoit des mesures sur la neutralité du service public, le contrôle renforcé des associations, une meilleure transparence de l'ensemble des cultes et de leur financement, l'instruction à domicile ou encore la lutte contre les certificats de virginité ou la polygamie.

## Washington a reçu les dédommagements soudanais pour des attentats

Les Etats-Unis ont confirmé mercredi avoir reçu les 335 millions de dollars de dédommagements versés par le Soudan pour les victimes d'attentats perpétrés en 1998 par Al-Qaïda. Dans le cadre d'un accord qui s'est concrétisé fin 2020, au terme d'années de bras de fer diplomatique et de longues procédures judiciaires, le gouvernement soudanais avait accepté de verser ces dommages et intérêts aux victimes des attentats contre les ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie, et contre le navire militaire américain USS Cole au Yémen en 2000, qui ont fait plus de 200 morts en tout.

Cet argent avait été placé sur un compte bloqué, le temps que le gouvernement américain retire le Soudan de sa liste noire des Etats soutenant le terrorisme, synonyme de sanctions et d'obstacle aux investissements, et lui octroie une immunité légale dans les affaires judiciaires liées à ces attentats.

C'est désormais chose faite: le retrait de la liste noire est intervenu en décembre, et le département d'Etat américain a notifié la semaine dernière au Congrès des Etats-Unis le rétablissement "des immunités souveraines du Soudan conformément" à une loi adoptée fin 2020, a déclaré mercredi le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken dans un communiqué.

## Une manifestation de soutien à la Palestine violemment réprimée à Rabat



Les forces de l'ordre marocaines ont violemment dispersé mardi à Rabat, une manifestation pacifique de soutien à la Palestine, organisée en commémoration "de la Journée de la Terre", faisant plusieurs blessés, selon des médias locaux.

Selon les mêmes sources, les forces de sécurité ont empêché les manifestants de marcher vers le siège du Parlement à Rabat.

Outre Rabat, d'autres manifestations, à l'appel du Front de soutien à la Palestine et contre la normalisation, ont été interdites à Casablanca, El Jadida, Khenifra, Guersif et Beni Taghijit, les autorités prétextant le maintien des mesures sanitaires pour réprimer les manifestants. Des vidéos relayées sur les réseaux sociaux, montraient plusieurs manifestants blessés, dont des personnes âgées. Des témoins qui évoquent des "images honteuses" ont confirmé l'usage disproportionné de la force à Rabat, et la présence impressionnante des forces de l'ordre, en civil et en uniforme, au niveau de l'avenue Mohamed V et celle d'Allal Benabdellah.

## EDITORIAL

El-Houari Dilmi

### RECOMPOSITION GÉO-ADMINISTRATIVE

Dix nouvelles circonscriptions du sud du pays ont été érigées en wilayas à part entière. Cette recomposition géo-administrative est venue pour corriger les errements d'une politique d'aménagement du territoire tatillonne et peu adaptée au plus vaste pays du continent. Véritable trésor grandeur nature de l'Algérie utile, il serait inutile de rappeler que le Grand Sud algérien a toujours été le dernier de la classe dans la redistribution de la gigantesque rente, tirée des revenus des énergies fossiles du pays. Peu d'argent a été consacré au développement des régions du Sud. Un peu comme celui qui verse une goutte d'eau dans un océan, quand on prend la réelle mesure de l'argent fou englouti par l'Algérie depuis le recouvrement du soleil de la liberté.

Le chômage qui sévit à l'état

endémique dans les régions du Sud est la preuve de la redistribution inéquitable des richesses du pays. Le spectacle désolant de ces jeunes de Ouargla, qui adoptent des manières peu habituelles pour réclamer du travail, est un signe inquiétant. D'autres jeunes chômeurs de la région du Mزاب réclament la recomposition géo-administrative qui aujourd'hui exclut la wilaya du Mزاب des zones gazières de Hassi R'mel et pétrolières de Hassi Messaoud, appartenant toutes deux aux wilayas limitrophes de Laghouat et Ouargla. Autre question des plus lancinantes, celle de savoir pourquoi la

plus grande portion du pays est toujours considérée comme «inutile» face à l'Algérie «utile» du nord du pays.

Au-delà de la logique froide, presque scélérate, des chiffres, comment prendre confiance en l'avenir quand on connaît l'insignifiance de l'argent octroyé au développement des vastes régions du Sud en soixante ans ? Seul un partage équitable de la richesse du pays entre tous les Algériens demeure comme l'un des moyens de projeter le pays vers des horizons salvateurs. La preuve par neuf: ces wilayas du Sud, comme El Oued et Biskra, qui produisent près de la moitié du garde-manger national. Une autre raison pour que le malaise et le mécontentement qui couvent dans les régions du Sahara algérien doivent être urgemment pris en compte par les autorités centrales.